

Université de Montréal

Politiques canadienne et soviétique lors de la seconde crise de Berlin 1958-1961

par

Alexis Rheault-Campeau

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences
en histoire

29 avril 2011

© Alexis Rheault-Campeau, 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Politiques canadienne et soviétique lors de la seconde crise de Berlin 1958-1961

Présenté par :
Alexis Rheault-Campeau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau, président-rapporteur

Michael J. Carley, directeur de recherche

Samir Saul, membre du jury

Résumé en français

La seconde crise de Berlin (1958-1961) est un événement majeur de la guerre froide. L'hypothèse de notre recherche remet en question le rôle du Canada et les perceptions négatives de l'Occident envers l'URSS durant cette crise. La recherche se divise en trois volets : premièrement, une revue de l'historiographie de la politique canadienne envers l'OTAN; deuxièmement, une présentation de la chronologie des événements de la crise de Berlin, l'importance de la diplomatie multilatérale canadienne et la politique nucléaire de Diefenbaker; enfin, un examen de la politique étrangère soviétique.

À partir de sources primaires et d'un bilan historiographique, il fut démontré que, durant la crise de Berlin, le Canada a réussi à influencer l'OTAN et à ménager les gouvernements américains et soviétiques. Quant à l'URSS, contrairement à l'image négative que l'Occident en avait, celle-ci a manifesté durant cette crise des intentions pacifiques envers l'Occident, contredisant les interprétations orthodoxes de la guerre froide.

Mots-clés : Guerre froide, seconde crise de Berlin 1958-1961, politique étrangère canadienne, politique étrangère américaine, politique étrangère soviétique, OTAN, Live Oak organisation, mur de Berlin, réunification allemande.

English Abstract

The second Berlin crisis (1958-1961) is a major event of the Cold War. The hypothesis of our research revises the role of Canada and the negative perception of the occidental countries toward USSR during this crisis. This study is divided in three parts : firstly, a historiographical review of the canadian policy toward NATO; secondly, a presentation of the events in regard to the implication of the canadian government during the Berlin crisis, the importance of the multilateral canadian diplomacy and the nuclear policy during the Diefenbaker's government; at last, an examination of the soviet foreign policy.

With the help of canadian primary sources, it will be demonstrated firstly that: while the tensions are to their peaks, Canada succeeded to influence NATO and american policy and tried to spare both soviet and american governments. Secondly, soviet and east-german archives showed that the soviet government manifested during this crisis his pacific intentions, contradicting the most often supported orthodox interpretation of the Cold War.

Keywords : Cold War, second Berlin crisis, canadian foreign policy, american foreign policy, soviet foreign policy, NATO, Live Oak organisation, Berlin wall, german reunification.

Table des matières

Résumé en français	i
English Abstract	ii
Table des matières	iii
Liste des abréviations	v
Remerciements	vii
Introduction	1
Problématique	4
Hypothèse de recherche	9
La méthodologie	13
Chapitre 1	16
Politique canadienne de la seconde crise de Berlin	16
1.1 Historiographie canadienne	16
1.1.1 Échec : politique de défense et diplomatie canadienne en Europe	16
1.1.2 Succès : agressivité envers l'URSS et influence canadienne à l'OTAN	23
1.2 Politique étrangère canadienne dans les années 1950	29
1.3 Interprétation occidentale de l'origine de la seconde crise de Berlin	32
Conclusion	37
Chapitre 2	40
Implication militaire et politique canadienne dans la seconde crise de Berlin	40
2.1 Première phase de la crise de Berlin : 1958-1959	40
2.1.1 Création de la Live Oak Organisation	41
2.1.2 Problèmes de consultation au sein de l'Alliance	42
2.2 Deuxième phase de la crise de Berlin : la planification militaire de l'OTAN 1960-1962	47
2.2.1 Rôle du Canada et préparation des forces alliées (BERCON/ MARCON) : un plan d'invasion	51
2.2.2 Préparation des forces navales, terrestres et aériennes canadiennes	53
2.2.3 Politique nucléaire de Diefenbaker	57
2.3 Planification de mesures politiques et économiques contre l'URSS	62
2.3.1 Stratégie du multilatéralisme canadien: développement du Plan politique de contingences allié	62
2.3.2 Sanctions économiques contre l'URSS	66
Conclusion	68
Chapitre 3	71
Politique soviétique de la seconde crise de Berlin	71
3.1 Historiographie basée sur des sources soviétiques	71
3.1.1 Nucléarisation de la Bundeswehr	73

3.1.2 Pressions du camp socialiste pour un règlement allemand et la construction du mur de Berlin.....	74
3.1.3 Relations sino-soviétiques.....	80
3.2 Importance de Berlin pour les Soviétiques	84
3.2.1 Règlement du problème de réunification allemande.....	84
3.2.2 Offensive diplomatique de l'URSS pour la paix et le réarmement allemand.....	88
3.2.3 Enjeux des frontières de Berlin-Ouest	94
Conclusion	99
Conclusion	102
Bibliographie.....	112

Liste des abréviations

<i>BERCON</i>	<i>Berlin contingency planning</i>
<i>BND</i>	<i>Bundesnachrichtendienst (Service secret ouest-allemand)</i>
<i>GDR</i>	<i>Deutsche Demokratische Republik</i>
<i>KGB</i>	<i>Komitet gossoudarstvennoi bezopasnosti (Comité pour la Sécurité de l'État)</i>
<i>MARCON</i>	<i>Maritim contingency planning</i>
<i>ONU</i>	<i>Organisation des Nations-Unis</i>
<i>OTAN</i>	<i>Organisation du traité atlantique nord</i>
<i>RCN</i>	<i>Royal canadian Navy</i>
<i>RDA</i>	<i>République démocratique allemande</i>
<i>RFA</i>	<i>République fédérale allemande</i>
<i>SACEUR</i>	<i>Supreme allied command Europe</i>
<i>SACLANT</i>	<i>Supreme allied command Atlantique</i>
<i>SED</i>	<i>Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (parti socialiste est-allemand)</i>
<i>STASI</i>	<i>Staatsicherheit (service secret est-allemand)</i>
<i>SIS</i>	<i>Secret Intelligence Service</i>
<i>URSS</i>	<i>Union des républiques socialistes soviétiques</i>
<i>SIS</i>	<i>Secret Intelligence Service</i>

*À mes parents qui m'ont donné la chance
d'aimer l'histoire et à tous ceux qui m'ont
soutenu lors de ma rédaction.*

Remerciements

Je remercie tout particulièrement mon directeur de mémoire M. Michael Jabara Carley, directeur du département de l'Université de Montréal, qui a su me soutenir tout au long de ma rédaction et dans mes recherches sur la guerre froide.

Je tiens aussi à remercier M. Carl Bouchard et M. Paul Létourneau qui m'ont prodigué de précieux conseils méthodologiques.

Introduction

Après la Deuxième Guerre mondiale, le système des relations européennes influencera grandement les pays du monde entier et amènera les États à se diviser en deux blocs distincts, l'Est et l'Ouest. Les deux grandes puissances de ceux-ci, les États-Unis et l'URSS, se perçoivent alors différemment et possèdent une conception de la démocratie non seulement singulière, mais dont les principes idéologiques s'opposent. D'un côté, le capitalisme, qui caractérise le bloc de l'Ouest et dont la primauté est centrée sur l'individu, et de l'autre, le communisme, qui définit le bloc de l'Est et dont le collectivisme sert de moteur au régime. Berlin devient ainsi le théâtre où se confronteront deux systèmes politiques, économiques et idéologiques¹. Dans ce monde dominé par des puissances nucléaires, les plus petits États seront réduits à exercer leur diplomatie en prenant en compte leur position vulnérable ainsi que leur appartenance à l'un de ces systèmes. Telle sera l'histoire du Canada.

L'Allemagne de l'Ouest réussit dans les années 1950 à devenir l'une des principales économies européennes (c'est ce que nous appelons aujourd'hui le miracle économique allemand)². Ses échanges économiques grandissants, son réarmement et son intégration dans l'OTAN la transforment en acteur important au niveau politique et économique de l'Europe, théâtre qui intéresse de plus en plus le Canada³. Ce qui explique l'engagement (*commitment*) canadien face à l'Europe et à l'OTAN, c'est d'abord la certitude que les questions de sécurité et d'économie canadiennes sont étroitement liées au sort du continent européen et, par le fait même, au sort de l'Allemagne de l'Ouest⁴. L'engagement canadien en Europe et son implication en Allemagne précipiteront le gouvernement fédéral au cœur de la guerre froide qui l'opposera à l'URSS.

Dès 1945, les relations entre l'URSS et l'Occident se détériorent à une très grande vitesse. En 1947, ce sont de vives tensions qui secouent les relations diplomatiques

¹ Tony Judt. *Après Guerre, Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 2007, p. 302.

² *Ibid.*, p. 188.

³ Isabel Campbell. *Harmony and dissonance. A study of the influence of foreign policy goals on military decision-making with respect to the Canadian NATO Brigade in Germany, 1951-1964*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Université Laval, 2000, Annexe A.

⁴ *Ibid.*, p. 53.

européennes. En effet, les Américains et les Soviétiques s'enlisent dans un conflit où les tensions idéologiques suscitent des frustrations concernant la sécurité, l'économie et la politique. À titre d'exemple, les partis communistes français et italien sont expulsés des coalitions au pouvoir. Quant aux Soviétiques, ils prennent le contrôle de la Tchécoslovaquie en réaction à la tentative des partis politiques capitalistes d'augmenter leur influence aux dépens du parti communiste. L'année 1948 marque un point de non-retour dans les relations entre l'Est et l'Ouest. En effet, trois ans après avoir participé à la défaite du régime hitlérien, les Américains font pression sur les Anglais et les Français pour créer une économie de marché en Allemagne de l'Ouest qui permettra de standardiser le *Deutschmark* pour les trois zones occidentales occupées⁵. Les dirigeants soviétiques prétendent que des problèmes techniques exigent une suspension temporaire du trafic routier en Allemagne; alors, les routes vers Berlin-Ouest sont coupées. C'est le début de la première crise de Berlin, en 1948⁶.

Ce blocus sert de levier politique pour empêcher la formation d'une Allemagne de l'Ouest unie et indépendante munie d'un système économique basé sur le libre marché et sur les anciens cartels⁷. Les alliés protestent vivement et organisent un pont aérien pour alimenter la population de Berlin-Ouest. Ce geste développe chez les Berlinois une solidarité presque inconditionnelle avec les puissances occidentales; les Soviétiques perdent alors leur pari. À ce moment, les tensions atteignent un niveau inégalé. Les pays de l'Ouest réalisent, à la suite de ce blocus, l'importance de la menace soviétique et fondent, en 1949, une alliance basée sur la sécurité collective leur permettant de protéger leurs intérêts; c'est la création de l'OTAN (Alliance du traité Atlantique Nord)⁸. Enfin, en 1955, la République fédérale d'Allemagne obtient le statut de puissance indépendante et rejoint cette nouvelle organisation. Cette intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN provoque des réactions dans le camp socialiste.

⁵ Craig R. Nation. *Black Earth, Red Star: A History of Soviet Security Policy, 1917-1991*. Ithaca, Cornell University Press, 1992, p. 180.

⁶ *Ibid.*, p. 180-181.

⁷ *Ibid.*, p. 180.

⁸ *Ibid.*, p. 182.

Les Soviétiques, conscients du danger de la création d'une alliance militaire des puissances ouest-européennes, ripostent par le pacte de Varsovie. Ce traité militaire entre les pays du camp socialiste n'a pas comme but principal de menacer l'Occident, mais de maintenir l'équilibre du pouvoir et de conserver le *statu quo* dans le monde. Pour les Russes, en effet, la menace est toujours venue d'un régime assez puissant pour assurer son hégémonie en Europe (ex: Commonwealth lithuano-polonais, France napoléonienne, Allemagne nazie etc...). Voir ainsi les Américains, les Anglais et même les Français protéger l'Allemagne, dix ans après la Seconde Guerre mondiale, était incompréhensible, même inacceptable pour ce pays qui avait subi les plus lourdes pertes lors des assauts d'Hitler. Les pays de l'Ouest n'ayant pas respecté les Accords de Potsdam (qui stipulaient que l'Allemagne ne devait pas se joindre à une alliance avec des pays l'ayant combattue), les Russes répondent directement à la création de l'OTAN avec le pacte de Varsovie. Même si, depuis 1945, certaines ententes bilatérales de sécurité avaient été signées entre l'URSS et quelques pays de l'Europe de l'Est, le Pacte de Varsovie liant les pays communistes s'imposera pour assurer la sécurité de l'Union Soviétique et consolidera son influence sur la gestion des solutions d'après-guerre⁹.

Le Canada, petite puissance et voisin du géant américain, sera entraîné dans le tourbillon de la guerre froide en tant qu'allié des États-Unis. L'élite canadienne sera influencée par les médias de masse américains dans ses façons de prendre ses décisions politiques envers l'URSS lors de la crise de Berlin. En outre, cette élite joue un rôle primordial dans la définition de l'identité canadienne et est perméable aux doléances américaines contre l'URSS, surtout après l'affaire d'espionnage Gouzenko¹⁰. L'Affaire Gouzenko est un scandale d'espionnage qui met en scène Igor Gouzenkos, espion soviétique, faisant défection et donnant à Ottawa plusieurs documents prouvant l'existence d'un cercle d'espions soviétiques au Canada. Cet événement est souvent considéré comme le déclencheur de la guerre froide pour le Canada.

⁹ *Ibid.*, p. 219.

¹⁰ Robert Teigrob. *Warming up the cold war: Canada and United States, the coalition of the willing, from Hiroshima to Korea*. Toronto, Toronto University Press, 2009, p. 56-57.

En somme, les membres de cette élite adhèrent à une interprétation inexacte du déclenchement de la guerre froide, diffusée par les tenants du libéralisme international et des médias américains, en attribuant à l'URSS, à son dictateur et à l'idéologie communiste, l'unique responsabilité de cet événement. Ainsi, le consensus canadien à propos de la guerre froide s'illustre non seulement par la transformation des perceptions de la population canadienne sous l'influence de son élite, mais aussi par le changement progressif qu'a amené la consommation de produits médiatiques de masse venant du voisin du sud¹¹.

Problématique

La position du Canada au niveau international est de plus en plus orientée vers l'interventionnisme pour soutenir ce nouvel ordre « libéral ». En ce sens, lors de l'élection canadienne en 1956, les conservateurs, sous la direction de Diefenbaker, prennent le pouvoir et changent les priorités en matière de politique étrangère. John Diefenbaker, au cours de son mandat, propose certaines idées nouvelles sur la façon de faire la politique étrangère au Canada; ces idées se rapprochent de la politique américaine. Il est notamment très soucieux du commerce international et du maintien de liens solides avec le Commonwealth¹². Envers l'URSS, il exprime une position beaucoup plus agressive que le précédent gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent. Finalement, il prend parti en faveur des citoyens des pays de l'Est qui ont fui l'occupation de l'Armée rouge. Cependant, cette politique canadienne sous Diefenbaker est en contradiction avec celle que favorise le Bureau des affaires étrangères sous la direction d'Arnold Smith, qui sera remplacé en juin 1959 par Howard Green, nouveau ministre des Affaires étrangères¹³. En effet, avec l'augmentation de la puissance américaine, certains membres du gouvernement voient l'importance de maintenir une politique équilibrée pour diminuer la dépendance face au voisin du sud. Ainsi, les diplomates canadiens travailleront de 1950 à 1960 à utiliser leur influence pour développer des liens avec d'autres puissances émergentes (du camp

¹¹ *Ibid.*, p. 227.

¹² Robert Bothwell. *Alliance and illusion*. Vancouver, UBC Press, 2000, p. 137-138.

¹³ *Ibid.*, p. 136.

capitaliste ou du camp socialiste). Le sous-secrétaire d'État George Ignatieff, l'ambassadeur Escott Reid en Allemagne et le diplomate Charles A. Ruud en Yougoslavie ont travaillé dans cette direction. Aussi, le Bureau des affaires étrangères, auquel ces diplomates appartiennent, ne cherche pas automatiquement à suivre la ligne directrice basée sur des embargos économiques et des mesures militaires agressives imposés par les États-Unis. Cette opposition initiale entre le premier ministre et son bureau des Affaires étrangères concernant la politique étrangère et l'arrivée au pouvoir de l'administration américaine de Kennedy inciteront Diefenbaker, en raison de son sentiment antiaméricain, à adopter une politique plus indépendante de celle suggérée par les Américains, notamment sur les questions du réarmement nucléaire canadien, du réarmement de l'Allemagne et de son unification, d'économie avec les pays socialistes et de consultation sur la crise de Cuba¹⁴.

En URSS, le successeur de Staline, Nikita Khrouchtchev, est considéré comme un réformateur, entreprenant beaucoup de changements dans les politiques publiques¹⁵. Khrouchtchev est reconnu, après les purges dans l'armée, les goulags et la répression qui sévissait sous Staline dans les pays satellites, pour son désir de changer le communisme et lui donner un visage plus humain. Ces changements sont fondés sur trois grands principes qui seront les piliers de sa politique étrangère envers les puissances capitalistes. Le premier principe fut emprunté à Lénine : la coexistence pacifique; c'est le plus important parce qu'il ne désigne plus une tactique stratégique temporaire, mais plutôt une façon de faire la diplomatie à long terme avec les puissances capitalistes¹⁶. Au contraire, pour Khrouchtchev, il doit être à la base même des relations entre États et s'appliquer spécifiquement aux relations entre États capitalistes et socialistes. Le second principe conteste l'inexorabilité d'une guerre avec l'Occident¹⁷. Malgré une opinion majoritaire en URSS qui croyait en l'inévitabilité d'un tel événement, Khrouchtchev pense que la guerre peut être évitée définitivement. Finalement, le troisième principe suggère qu'il existe

¹⁴ *Ibid.*, p. 166-169.

¹⁵ Nation., *Black Earth...*, p. 210.

¹⁶ *Ibid.*, p. 208.

¹⁷ *Idem.*

plusieurs voies pour construire le communisme et que la façon soviétique d'y parvenir n'est qu'une parmi d'autres¹⁸. Dans la foulée de ces réformes entreprises et la distance établie entre son régime et celui de Staline, Khrouchtchev confrontera le présidium qui s'oppose à lui pour confirmer sa suprématie et assoir son pouvoir au Kremlin.

En additionnant tous ses succès, la victoire lors de la révolution irakienne de 1958 donne confiance à Khrouchtchev pour augmenter son influence au plan international¹⁹. La révolution irakienne, avec l'appui symbolique de l'URSS, diminuait l'influence des régimes anticomunistes au Moyen-Orient. L'absence d'intervention militaire de la part des Américains et des Anglais fut perçue comme une réussite pour la diplomatie personnelle de Khrouchtchev. Dans le sillon de ces situations avantageuses pour lui et son régime, le 10 novembre 1958, Nikita Khrouchtchev demande aux pays capitalistes de quitter Berlin-Ouest et de lui redonner son statut de ville libre et démilitarisée²⁰. Cette proposition crée une crise d'importance majeure pour les relations Est-Ouest. Si cette proposition n'est pas entérinée dans un délai de 6 mois par les puissances occidentales, l'URSS, dans le but de faire pression sur les puissances de l'Ouest, remettra le contrôle du secteur routier à la République démocratique allemande pour faire reconnaître ses frontières en bloquant le trafic; de plus, l'URSS annonce que, si rien n'a bougé avant la date butoir, elle signera un traité de paix séparé avec la RDA²¹. C'est alors le début de la deuxième crise de Berlin (1958-1961). Toutefois, Khrouchtchev ne veut pas déclarer la guerre à l'Occident sur la question de Berlin. Il cherche par tous les moyens à inciter les puissances occupantes à quitter la ville²². Le 27 novembre 1958, il envoie une note moins contraignante aux pays capitalistes qui confirme son discours du 10 novembre et réitère sa demande de démilitariser Berlin en y ajoutant une date butoir de six mois pour trouver un

¹⁸ *Idem.*

¹⁹ Aleksandr Fursenko et Timothy Naftali. *Khrushchev's Cold war : The inside story of an American adversary*. New York, W. W. Norton Company, 2006, 184 pages.

²⁰ Vladislav M. Zubok. « Khrushchev and the Berlin Crisis (1958-1962) ». *Cold War International History Project*. Numéro 6, 1993, p. 15.

²¹ Hope M. Harrison. *Driving the Soviets up the wall*. Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 106.

²² Douglas Selva. « The end of the Berlin crisis : New evidence from the Polish and East German archives ». *Cold war international history project*, bulletin 11, winter 1998, p. 202.

règlement. Comme le remarquent Aleksendr Fursenko et Timothy Naftali, la différence de ton entre le discours prononcé par Khrouchtchev le 10 novembre 1958 et la note du discours du 27 novembre 1958 est le résultat de tensions au sein du présidium. Le gouvernement soviétique était divisé quant à la façon de régler le problème allemand et développa une politique incohérente. Cette note du discours a été faite par le vice-premier ministre Mikoyan, moins impulsif et ambitieux que Khrouchtchev, laissant une marge de manœuvre de six mois aux pays capitalistes²³.

Avant la seconde crise de Berlin, le concept stratégique préconisé par le gouvernement américain est celui de dissuasion massive (*massive retaliation*) grâce à l'arme atomique. Par contre, cette nouvelle crise prend une tout autre allure par rapport aux tensions antérieures en raison des nouvelles percées scientifiques et militaires soviétiques (ex. : Spoutniks, missiles balistiques intercontinentaux et armement nucléaire) qui bouleversent l'avantage détenu jusque-là par les États-Unis, la puissance atomique incontestée²⁴. Malgré l'initiative soviétique, la confrontation entre les deux superpuissances devrait passer par la coexistence pacifique (*peacefull coexistence*), concept très cher à Khrouchtchev. Or, l'ultimatum posé sur Berlin par les Soviétiques influence la perception que chaque protagoniste a du pouvoir qu'il détient²⁵. La crise est grave, car depuis 1956-1957, les Américains déploient des missiles Thor en Turquie, en Italie et en Grande-Bretagne. Ils développent aussi des bombardiers stratégiques, des sous-marins à propulsion nucléaire avec des rampes de lancement et tout un arsenal stratégique qui surclasse l'armement soviétique. Khrouchtchev veut maintenir le *statuquo* en Allemagne de l'Est pour l'intégrer de façon permanente dans le bloc de l'Est, à défaut de pouvoir négocier avec les Américains l'avenir de l'Allemagne. Ainsi, les politiques étrangères entre les deux blocs se modifient et représentent un tournant dans l'histoire du 20^e siècle non pas à cause de l'URSS qui continue d'appliquer sa politique « d'accommodation et de retrait », mais à

²³ Fursenko, et Naftali, *Khrushchev's Cold war...*, p. 196-212.

²⁴ Nation, *Black Earth...*, p. 213-214.

²⁵ William Curti W.. *The elusive Balance : Power and perceptions during the Cold war*. Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 146-148.

cause du bloc occidental qui adopte une politique encore plus agressive envers l'URSS, politique qui perdurera jusqu'à la crise des missiles de Cuba en 1962.

On le constate, le véritable problème en Europe se situe au niveau de la réunification de l'Allemagne. Du côté des pays de l'OTAN, on désire des élections libres pouvant mener à la réunification, car les gouvernements occidentaux soutiennent que l'Allemagne de l'Est n'a eu aucune élection démocratique. C'est principalement un problème idéologique. Du côté soviétique, on soutient que les puissances de l'Ouest tentent d'imposer un plan de réunification sans consultation du peuple allemand. De plus, les Soviétiques n'apprécient pas le fait que les trois puissances occupantes qui négocieront la réunification de l'Allemagne soient capitalistes (France, Angleterre, États-Unis) et que seulement une voie socialiste y soit présente. Pour les alliés, le plan de réunification allemande doit être décidé par les puissances occupantes. Pour l'URSS, la réunification allemande est un problème de sécurité nationale qui ne peut être laissé au seul choix des puissances occupantes qui sont à majorité capitalistes, et le gouvernement de la RDA doit être présent lors des négociations.

Du côté soviétique, on accuse les Occidentaux d'avoir violé les Accords de Potsdam qui interdisaient aux puissances qui avaient fait la guerre contre Hitler d'inclure l'Allemagne dans une alliance militaire dirigée contre un allié de la Deuxième Guerre mondiale²⁶. Cette entorse au droit international était la pierre angulaire des objurgations soviétiques à l'endroit de l'Alliance atlantique, et montrait surtout la mauvaise volonté de l'OTAN à améliorer les relations avec l'URSS. De plus, depuis la mort de Staline en 1953, l'URSS désire entreprendre des négociations avec les puissances occupantes de l'Allemagne pour entamer le processus de réunification et diminuer les tensions de la guerre froide. Pour les Occidentaux, la seconde crise de Berlin est symbolisée par l'« ultimatum » de Khrouchtchev, alors que, pour les Soviétiques, cet « ultimatum » est avant tout une date butoir sonnante la fin des négociations entre les deux blocs. Pour toutes

²⁶ Selvage, « The end of the Berlin crisis... », p. 202.

ces raisons, l'unification allemande sous l'égide des pays capitalistes devient inacceptable pour l'URSS sans négociation d'un accord intérimaire.

Hypothèse de recherche

L'historiographie canadienne, contrairement à l'historiographie soviétique, aborde très peu la seconde crise de Berlin alors qu'elle eut des conséquences importantes sur la politique canadienne tant envers l'URSS qu'envers ses alliés. En effet, après cette crise et celle de Cuba, les deux blocs tentent de faire diminuer les tensions pour en arriver à des compromis et à négocier : c'est le début de l'ère de la détente²⁷. Dans le contexte de cette deuxième crise de Berlin, le continent européen devient dès lors le centre de l'attention des politiciens, des diplomates canadiens et soviétiques. Quelle a été l'implication canadienne et soviétique dans cette crise, tant au plan diplomatique que militaire? Quelles ont été les forces sociales profondes qui ont influencé l'attitude canadienne lors de ce conflit? En quoi cette crise constitue-t-elle un tournant pour la politique canadienne et soviétique ou à l'inverse une continuité? Ce mémoire se concentre précisément sur l'explication et la détermination des éléments de la politique canadienne et celle de l'URSS durant la seconde crise de Berlin, de 1958 à 1961.

Notre hypothèse comprend deux volets qui permettent de comparer la politique canadienne à la politique soviétique. Du côté canadien, le gouvernement a développé une politique étrangère ambiguë et contradictoire lors de la seconde crise de Berlin. L'ambiguïté de la politique du gouvernement fédéral se manifeste par une remise en question de l'autorité américaine à l'OTAN concernant, notamment la consultation au sein de l'Alliance atlantique, alors que, en même temps, le Canada participe à l'élaboration d'un plan militaire agressif envers l'URSS et l'Allemagne de l'Est. Par ailleurs, la politique étrangère canadienne est contradictoire en raison des divisions existant entre le premier ministre canadien John Diefenbaker et le ministère de la Défense, qui prônent un durcissement de la politique envers l'URSS, et certains fonctionnaires du ministère des

²⁷ Nation, *Black Earth...*, p. 252.

Affaires étrangères, qui développent le multilatéralisme au sein de l'OTAN et qui appuient une remise en question de leurs requêtes orthodoxes envers l'URSS, à savoir la réunification allemande basée sur des élections libres, l'impossibilité de la reconnaissance de la RDA, le désarmement en Europe centrale et la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. Les Occidentaux ont une perception stéréotypée et tronquée de la politique étrangère soviétique caractérisée par ses côtés agressif et impérialiste alors que les archives déclassifiées du camp socialiste montrent que l'URSS tentait de se protéger, de négocier une paix future, et de diminuer les tensions de la guerre froide.

Le Canada est une petite puissance; pourtant, son rapport avec les alliés et l'URSS est déterminant dans la résolution de cette crise majeure. De 1945 jusqu'en 1960, le Canada est plus que jamais présent sur la scène internationale. Il n'a pas eu seulement un rôle de pacificateur et de médiateur auprès des alliés et de l'URSS, mais un rôle actif dans la guerre froide²⁸. Cependant, nous verrons que le Canada élabore une politique étrangère très ambiguë durant cette période troublée, au bord d'une confrontation nucléaire. Le gouvernement canadien réussit partiellement à atteindre ses objectifs en matière de politique étrangère auprès des Américains, soit de les rendre redevables au Canada pour leur participation active à l'OTAN. Bien que la politique étrangère canadienne envers l'URSS ait été très proche de celle des États-Unis, il n'en demeure pas moins que, même venant d'une petite puissance, cette politique comporte des spécificités que nous tenterons de découvrir. La situation géographique du Canada et les nouvelles données politiques face à l'armement et à la situation de l'Allemagne le situent comme acteur principal dans la succession de ces événements. Le Canada joue un rôle important au sein de l'OTAN malgré le fait que les États-Unis y assurent une domination complète tant culturelle, économique que politique. Nonobstant cette prépondérance américaine, les membres de l'Alliance atlantique prennent progressivement conscience que la consultation au Conseil atlantique est presque inexistante entre les États-Unis et les alliés quant aux mesures à employer face à l'URSS.

²⁸ Reg. Whitaker et Gary Marcuse. *Cold war Canada : The making of a national insecurity state 1945-1957*. Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 124-126.

L'historiographie canadienne présente des opinions différentes sur le succès ou l'échec de la politique étrangère canadienne à l'égard de l'URSS. Ce mémoire tentera de mettre en lumière les objectifs et les réalisations diplomatiques du Bureau des Affaires étrangères et du ministère de la Défense lors de la seconde crise de Berlin de 1958-1961. Nous montrerons que le Bureau des Affaires étrangères est dans une certaine mesure bien plus au fait de la situation internationale que le premier ministre Diefenbaker qui se préoccupait davantage de politique intérieure. Pour mieux comprendre ses spécificités, nous nous référerons aux documents d'archives canadiennes qui relatent les propos de certains fonctionnaires canadiens, George Ignatieff, le sous-secrétaire d'État, Escott Reid, l'ambassadeur canadien en Allemagne, et Norman Robertson, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis et au rôle qu'ils ont joué.

Face à l'existence, au sein du gouvernement canadien, de plusieurs interprétations de la politique à adopter envers l'URSS, il y a également du côté soviétique différentes explications aux actions de Khrouchtchev et du gouvernement soviétique. La vision communiste de la guerre froide, souvent tronquée ou tout simplement évacuée du récit occidental, ne rend pas justice aux multiples facteurs qui explicitent la politique soviétique à l'égard de Berlin et de l'Allemagne de l'Ouest. Cette perception de la guerre froide s'établit à partir de 1921 lors de l'avènement du gouvernement soviétique qui s'oppose au traité de Versailles et à son institution centrale, c'est-à-dire la Ligue des Nations dirigée par un front bourgeois qui refuse l'augmentation des contacts économiques avec le nouveau gouvernement soviétique²⁹. En somme, selon la perception du Kremlin, le gouvernement soviétique applique une politique d'accommodement et de retrait qui impliquait l'abandon de la politique révolutionnaire de 1917 pour favoriser le développement économique et la consolidation du communisme en URSS. Lénine, Staline et Khrouchtchev s'aligneront vers une politique d'accommodement tout en ayant comme objectif de limiter les conflits à l'internationale en utilisant une diplomatie souple et un Komintern affaibli, contrevenant

²⁹ Nation, *Black Earth...*, p. 42.

même aux principes du socialisme international³⁰. Partant de ces prémices, l'hypothèse suggérant que l'agressivité des Occidentaux est justifiable en raison de l'idéologie révolutionnaire communiste démontre une profonde incompréhension des Occidentaux à l'égard de la politique soviétique fondée sur la recherche d'une sécurité collective européenne. En effet, le gouvernement soviétique soutient que les démocraties capitalistes ont flirté avec le nazisme et le fascisme et ont fait échouer dans les années 1930 les tentatives de sécurité collective en Europe en dirigeant la politique d'expansion d'Hitler vers l'URSS. La doctrine du général Andreï Zhdanov en 1947 met en évidence l'opposition entre les pays occidentaux et l'URSS et reconnaît la division du monde en deux camps: les impérialistes et les forces démocratiques anti-capitalistes³¹. Ainsi, la perception soviétique de la guerre froide se traduit par la présence d'un groupement de pays qui refusent de collaborer avec le Kremlin, qui nuisent aux impératifs de sécurité soviétiques et qui, par tous les moyens, tentent d'affaiblir l'URSS. Ce faisant, les Soviétiques ont développé un véritable sentiment de grief envers les Américains et les Européens de l'Ouest.

Il ressort des archives déclassifiées récemment du camp socialiste couvrant la période de la seconde crise de Berlin que l'URSS tentait de stabiliser l'Europe centrale, ce qu'elle essayait de faire depuis la mort de Staline en 1953. La *Deutschland Politik* et la politique de l'URSS envers Berlin sont importantes pour le prestige du camp socialiste et pour la sécurité de l'URSS. Alors que les pays membres de l'OTAN préparent le plan BERCON qui organise l'invasion d'une partie de l'Allemagne de l'Est, la RDA est l'objet d'une subversion massive de la part des services secrets occidentaux et la fuite de ses citoyens provoquent une crise de la frontière qui sera réglée en 1961 par la construction du mur de Berlin revendiquée par Ulbricht (chef du parti communiste est-allemand) et Gomulka (chef du parti communiste polonais). Les pays satellites font donc pression pour que la RDA construise ce que nous appellerons plus tard le mur de la « honte » en Occident. Ce deuxième volet de l'hypothèse permet de réviser les causes de la seconde

³⁰ *Ibid.*, p. 59-60.

³¹ *Ibid.*, p. 158.

crise de Berlin sous un angle nouveau qui tient compte de la perception du pacte de Varsovie dans la guerre froide.

La méthodologie

La méthodologie employée se fonde sur la consultation des sources canadiennes des fonds d'archives de l'État-major canadien de la Direction historique et patrimoine, des fonds d'archives Robert Lewis Raymont, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Canada conservées à la Bibliothèque et archives du Canada et des archives américaines du Bureau de la Maison Blanche couvrant la période de la seconde crise de Berlin, de 1958 à 1962. Nous avons consulté dans les archives canadiennes plus de 2300 pages de documents déclassifiés au début des années 2000, sous forme de mémo, de revue de presse ou de documents internes qui furent pour la plupart anciennement classés secret défense nationale. Ces archives représentent une tendance de la politique canadienne, étant donné qu'il existe une grande quantité d'archives qui sont encore classées secrètes pour une période de temps indéterminé. On notera que les documents présentant les suggestions du cabinet canadien et des gouvernements des autres membres de l'alliance sur la préparation des forces armées proviennent pour la grande majorité des deux dernières années de la crise de Berlin, soit 1961-1962. Nous nous attarderons à tout document diplomatique concernant tant les dirigeants européens ou américains que soviétiques pour comprendre quels ont été les choix qui ont défini la politique canadienne. Nous rechercherons tous les éléments des négociations qui pourraient avoir eu une incidence sur l'attitude canadienne : traité économique, facteurs de politique intérieure (et extérieure) et situation stratégique. Les documents de l'OTAN, du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense canadienne peuvent aussi répondre en partie à nos questions. Nous comparerons ces éléments entre eux pour dresser un portrait le plus élaboré et le plus fidèle possible des actions gouvernementales lors de ce conflit.

La partie traitant de la perception du point de vue soviétique et de la politique étrangère de l'URSS sera, quant à elle, développée en utilisant des monographies et des

articles dont les auteurs ont fait l'interprétation de sources soviétiques sur la perception russe de ce conflit. Certaines sources soviétiques du Woodrow Wilson International Center du Cold War International History Project (polonaises, est-allemandes et russes) sont traduites en anglais, ce qui permettra un travail d'interprétation direct. Ainsi, il nous sera possible de développer une réflexion critique sur une perception peut-être trop occidentalisée de cette crise. Le problème le plus fréquemment rencontré dans les ouvrages traitant du sujet réside dans le fait qu'ils ne se concentrent pas assez sur les perceptions russes de la crise de Berlin.

Notre recherche se divise en trois volets qui permettront de valider ou non notre hypothèse. Le premier chapitre se concentre sur la revue d'historiographie de la politique canadienne envers l'OTAN entre 1958-1962. Une majorité des auteurs ont expliqué la crise de Berlin en termes de succès ou d'échec en évaluant le taux d'agressivité comme facteur déterminant du succès de la politique étrangère canadienne. Suite à la revue d'historiographie, nous établirons le contexte de la politique étrangère canadienne envers l'URSS dans les années 1950 jusqu'à la crise de Berlin et expliquerons la perception occidentale des origines de la seconde crise.

Le deuxième chapitre aborde chronologiquement les événements de la crise de Berlin que l'on présentera en deux phases bien distinctes. Comment le Canada réussit-il à manœuvrer entre les États-Unis et l'URSS? Les sources consultées révèlent que le Canada ne parlait pas d'une voix unique. En effet, en analysant les archives de la Direction historique du patrimoine militaire du Canada, on constate que bien des différends existent au sein du gouvernement fédéral entre le premier ministre, le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères qui le mèneront à adopter une politique étrangère ambiguë. Ces documents décrivent la participation du Canada au développement du plan de contingence de Berlin (BERCON/MARCON), un plan agressif visant à dissuader les Soviétiques de signer un traité de paix avec la RDA; ils démontrent l'importance de la diplomatie multilatérale canadienne pour développer son influence lors d'une crise de la consultation entre les pays membres de l'OTAN. Ce deuxième chapitre abordera aussi la politique nucléaire de Diefenbaker pour comprendre la délicate situation dans laquelle se

trouve le gouvernement fédéral pris en étau par les Américains et les Soviétiques pour expliquer l'influence des forces profondes qui ont influencé la politique canadienne à l'étranger, notamment les stratégies électorales de Diefenbaker et les mouvements antinucléaires au Canada.

Enfin, le troisième chapitre porte plus précisément sur les intentions du gouvernement soviétique et l'image stéréotypée projetée par les publications de la guerre froide. Les auteurs qui ont publié sur le sujet n'analysent pas assez souvent le fondement de la crise de Berlin via les archives de pays socialistes, soit : le non-respect des Accords de Potsdam, l'offensive diplomatique soviétique pour la paix au milieu des années 1950, ses relations avec certains alliés et les problèmes de sécurité et d'espionnage qu'amenait l'enclave de Berlin-Ouest. Ces éléments sont primordiaux pour comprendre les actions de Nikita Khrouchtchev qui le mèneront à construire le mur de Berlin. Après une revue d'historiographie, le chapitre trois aborde les différents facteurs qui font de Berlin un enjeu stratégique très important. Cette dernière partie explicite aussi le dénouement de la crise de Berlin pour les Soviétiques, les éléments de sa politique de sécurité et les relations de pouvoir qui existent entre l'URSS et ses alliés, qui les mèneront à la construction du mur de Berlin.

Chapitre 1

Politique canadienne de la seconde crise de Berlin

Comment l'historiographie canadienne a-t-elle interprété la seconde crise de Berlin? Deux courants historiographiques semblent se démarquer de la revue de littérature des années 1990 et début 2000 concernant la politique canadienne envers l'URSS lors de la seconde crise de Berlin. Le premier courant montre que la politique canadienne lors de cette crise a été un échec alors que pour le second courant elle a été un succès. Est-ce que l'historiographie canadienne perçoit cette crise différemment de l'historiographie soviétique? La comparaison entre les différents courants historiographiques canadiens avec l'historiographie soviétique montre des dissonances importantes d'interprétation qui révèlent souvent un parti pris pro-occidental.

1.1 Historiographie canadienne

Les auteurs qui ont interprété les événements de la crise de Berlin comme étant un échec se concentrent principalement sur l'analyse de la politique de défense canadienne en lien avec la présence militaire en Allemagne de l'Ouest et l'échec de la stratégie multilatérale du gouvernement conservateur de Diefenbaker. Or, d'autres auteurs considèrent que la même politique fut un succès, particulièrement en raison de l'influence du Canada dans les discussions de l'OTAN ou en raison de l'agressivité dont a fait preuve la politique de Diefenbaker en général envers l'URSS.

1.1.1 Échec : politique de défense et diplomatie canadienne en Europe

Un regard sur l'historiographie canadienne nous permet de constater que le succès de la politique canadienne envers l'URSS durant cette crise ne fait pas l'unanimité et que le débat est toujours ouvert. Mais pourquoi le Canada doit-il s'engager diplomatiquement et militairement dans cette crise européenne?

L'implication américaine est essentielle au maintien de l'OTAN et, dans ce contexte de tension, la position canadienne devient unique³². En effet, la géographie du Canada, ses liens avec les États-Unis et son engagement dans l'Alliance créent une forme symbolique d'unité nord-américaine, unité indispensable en période de crise et de guerre froide. Certains auteurs, notamment Roy Rempel, suggèrent que l'engagement militaire canadien en Allemagne de l'Ouest lors de cette crise est bien plus important pour le développement d'une politique étrangère envers l'Europe et l'URSS que les dirigeants de l'époque le conçoivent³³.

Le problème, selon Rempel, réside surtout dans le fait que le Canada n'a pas été capable de mettre au point une politique étrangère accompagnée d'une politique de défense adéquate et réaliste, ce qui réduisit l'indépendance du Canada par rapport aux États-Unis et modifia l'importance de son rôle diplomatique dans le monde³⁴. Ainsi, le Canada fut incapable de jouer un rôle important lors des négociations entre l'Est et l'Ouest et de participer aux décisions stratégiques au sein des organisations internationales. Selon cette interprétation, si le Canada avait eu plus d'effectifs engagés en Europe, ses positions auraient pu être plus respectées au sein d'organismes internationaux.

Roy Rempel présente Diefenbaker sous un angle peu attrayant, c'est-à-dire comme un politicien qui ne comprend pas bien les questions de politique internationale de l'heure et l'importance de l'engagement militaire canadien en Europe dans les années 1960³⁵. Lorsque Khrouchtchev suggère un plan de désarmement de l'Allemagne, s'inspirant du plan d'Adam Rapacki de 1957-1958, le gouvernement conservateur canadien n'oppose pas un refus catégorique à la proposition soviétique. Ce plan comprenait notamment, une zone dénucléarisée en Europe centrale. Conséquemment à ses volontés de désarmement, le gouvernement soviétique entreprend de réduire unilatéralement et drastiquement la quantité

³² Roy Rempel et Anthony Rempel. *Counterweights : the failures of Canada's German and European policy 1955-1995*. Toronto, Queen's University, 1996, p. 8.

³³ *Ibid*, pp. 8-10.

³⁴ *Idem*.

³⁵ Roy Rempel. « Canada, Germany and alliance relation in the crisis years of 1958-1961 : a study of the nature of alliance politics ». *Militargeschichtliche Mitteilungen*, Vol. 53, issue 1, 1994, p. 95-99.

d'effectifs militaires mobilisés³⁶. Les relations diplomatiques entre Ottawa et Bonn sont à leur niveau le plus bas, et les élites canadiennes parlent de rapatrier les troupes de l'Europe. Le fait que le gouvernement fédéral ne refusait pas le plan soviétique avec fermeté et que l'élite canadienne pensait au désengagement en Allemagne mettait à mal les relations entre les deux pays. Le Canada et la RFA expriment clairement des intérêts divergents qui se manifestent notamment par la façon dont chaque gouvernement veut enrayer cette crise. Pour Diefenbaker, le nouveau plan suggéré par les Soviétiques sur le désengagement militaire en Europe doit être attentivement examiné alors que, pour les Allemands de l'Ouest, il signifie très clairement une augmentation de l'influence soviétique au centre de l'Europe. Cette influence contrevient directement aux intérêts ouest-allemands menés non pas par un désir de compromis avec l'URSS, mais par la réunification des deux Allemagnes avec des élections libres et une récupération du territoire occupé par la Pologne. Rempel montre donc que la présence militaire canadienne offre des opportunités en matière diplomatique qui ne sont pas utilisées par le gouvernement de Diefenbaker pour influencer les décisions à l'OTAN et les priorités de l'Alliance, notamment en matière d'utilisation de l'arme nucléaire ou de consultation des pays alliés³⁷. Pour augmenter son influence, le Canada devrait, selon Rempel, avoir des agents sur le terrain qui seraient capables d'exercer une pression sur l'adversaire. En agissant de la sorte, Ottawa se doterait de moyens pour influencer ses alliés tout au long de la guerre froide. En somme, ces conditions n'ont pas été remplies et le Canada développe, dans cette période critique, une politique qui ne l'avantage pas, et qui réduit son influence à l'égard de ses alliés et de l'URSS. La faiblesse de cette politique ne permet pas de faire la promotion de son indépendance à travers ses priorités en matière de diplomatie. La politique étrangère canadienne sous Diefenbaker représente donc un échec politique, selon Roy Rempel³⁸.

³⁶ Matthew Evangelista. « Why Keep Such an Army? Khrushchev's troop reductions ». *Cold war international history project*, numéro 19, décembre 1997, p. 44.

³⁷ *Idem.*

³⁸ *Idem.*

Roy Rempel compare des nations qui ont utilisé leur politique de défense militaire pour obtenir des avantages politiques avec le Canada qui, lui, a échoué. Selon cette vision, il faut admettre que durant la guerre froide, l'action politique et la négociation diplomatique passent par la démonstration de la force des acteurs impliqués. En insistant sur l'importance de la présence armée en Allemagne de l'Ouest, Rempel prend position en faveur de la vision occidentale de la guerre froide. En effet, en favorisant l'envoi de soldats canadiens en Europe, le Canada adoptait une position antisoviétique. « [...] the canadian-german bilateral relationship had been greatly furthered through the presence of canadian military forces in Europe [...]. It also provided Canadian diplomatic initiative or position a greater credibility»³⁹. En appuyant l'augmentation des forces armées canadiennes en Europe pour accroître l'influence de la diplomatie canadienne, Rempel soutient indirectement la position ouest-allemande qui menace le *statu quo* recherché par l'URSS. Le levier politique devrait être considéré à la lumière de plusieurs éléments qui peuvent faire partie des outils de la diplomatie canadienne et non exclusivement à partir de l'intervention militaire comme le fait Roy Rempel. Mentionnons l'utilisation de la puissance industrielle du pays, ses moyens financiers, ses échanges scientifiques, le déploiement de son appareil diplomatique, ses appuis symboliques et, finalement, la participation aux organisations interétatiques telles que la *Live Oak Organisation*.

Cette étude examine la politique étrangère canadienne sous un angle « réaliste ». Il présente l'implication militaire canadienne lors de cette crise à Berlin comme un outil de négociation qui était nécessaire, mais qui n'a pas été assez développé ou qui a été mal compris, même si les troupes canadiennes sont restées en Europe. Le Canada ne s'est jamais engagé unilatéralement dans une voie agressive en utilisant l'armement. Son histoire est parsemée de conflits où le gouvernement canadien agit, le plus souvent, de concert avec d'autres puissances, c'est-à-dire des coalitions formées par la Grande-Bretagne et, après la Deuxième Guerre mondiale, par les États-Unis. Le multilatéralisme sert donc à promouvoir, sans l'interventionnisme militaire, une politique typiquement canadienne basée sur la

³⁹ Rempel, « Canada, Germany and alliance... », p. 85.

consultation des pays alliés, ce qui permet d'obtenir une forme de reconnaissance de l'indépendance canadienne. Bien que la guerre froide puisse mener à une confrontation nucléaire entre les deux superpuissances, cette ère, en apparence bipolaire, est propice à l'utilisation du multilatéralisme comme moyen de diminuer les tensions et de trouver des solutions politiques à la crise de Berlin. La dynamique de l'Alliance atlantique a laissé une marge de manœuvre pour de plus petites puissances, malgré la prépondérance américaine durant la guerre froide⁴⁰.

Une autre vision négative de cette crise laisse un peu plus de place à la nuance quant au succès ou à l'échec de la politique étrangère canadienne. Les années de la crise de Berlin sont le terrain d'âpres négociations autour de plusieurs questions, tant politiques qu'économiques. Larry D. Collins, qui a étudié les relations canado-soviétiques de 1939 à 1980, voit le jeu diplomatique des conservateurs lors de la crise de Berlin devenir assez hasardeux et moins planifié que sous le gouvernement libéral⁴¹. Lorsque les conservateurs arrivent au pouvoir en 1956, la glorieuse image canadienne d'après-guerre est en déclin. La stratégie conservatrice est très différente de celle des libéraux qui était basée sur le multilatéralisme. Collins observe que, durant cette période, de plus en plus de moyennes puissances sont en train d'émerger tant en Europe qu'en Asie (Inde), mais que le Canada n'en profite pas pour établir des liens stratégiques avec de nouveaux partenaires. Elle est également plus agressive et radicale que celle des libéraux, qui pratiquent une diplomatie de paix et de bonne entente entre les nations; on nomme cette dernière la « quiet diplomacy ».

Mais était-ce la bonne position à adopter pour résoudre cette crise politique majeure? En fait, quelle était la possibilité d'action du Canada, s'il décidait de participer à un conflit où s'affrontaient deux géants⁴²? Pour Larry D. Collins, le rôle du Canada dans tous ces événements est minime. Il qualifie ce jeu diplomatique de « yoyo », spécialement

⁴⁰ Steven J. Brady. *Eisenhower and Adenauer : alliance maintenance under pressure, 1953-1960*. Toronto, Lexington Books, 2010, p. 3.

⁴¹ Larry D. Collins. « Canadien-Soviet relations during the Cold War ». *Canadian-Soviet Relations 1939-1980*. Oakville, Aloysius Balawyder Editor, 1981, p. 56.

⁴² *Ibid.*, p. 56.

lors de la crise de Berlin. Il ajoute que l'influence canadienne demeura faible dans les événements qui suivirent : un dégel des relations entre l'URSS et les États-Unis en 1959 pendant une courte période de temps, l'incident de l'avion-espion U-2 de la CIA capturé en territoire soviétique et l'annulation du sommet de Paris sur le désarmement. Il y eut aussi l'aventure de la baie des Cochons et, finalement, l'érection du mur de Berlin.

La période de dégel de 1959 permet au Canada de développer des échanges culturels diversifiés et de négocier certains accords commerciaux avec les Soviétiques. L'auteur fait ici référence aux équipes de hockey, aux troupes de ballet, aux académiciens, aux scientifiques, aux groupes religieux, aux délégations commerciales privées, etc.⁴³. De plus, en 1963, le gouvernement de Diefenbaker donne le statut de « nation la plus favorisée » à certains pays de l'Est (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie), alors qu'il accorde peu de concessions aux pays où les partis communistes sont plus forts et répressifs. Toutefois, cesser toutes relations commerciales avec l'URSS est hors de question tant que les Soviétiques ne coupent pas aux Occidentaux l'accès aux routes vers Berlin-Ouest. Ainsi, la politique canadienne est présentée comme paradoxale, dans la mesure où le gouvernement de Diefenbaker condamne l'URSS sur toutes les tribunes publiques, mais signe des accords d'échanges économiques, notamment sur le blé⁴⁴. Ainsi, les alliés du Canada considèrent Ottawa comme un partenaire suspect en qui ils ne peuvent pas avoir totalement confiance. Il en ressort que la politique nationaliste de Diefenbaker n'a pas obtenu de gain sur le plan de la diplomatie étrangère et que le Canada ne peut pas vraiment se priver de son alliance géographiquement déterminée avec les États-Unis⁴⁵.

Finalement, Collins soutient que, dans les circonstances de la guerre froide, Ottawa a peu d'options d'action pour une puissance moyenne dans un « monde bipolaire »⁴⁶. L'auteur constate que le Canada n'a pas joué un rôle important à l'OTAN lors des discussions sur les problèmes de la crise et ses solutions. Il tient cependant à nuancer son

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ *Ibid.*, p. 57.

⁴⁵ *Idem.*

⁴⁶ *Ibid.*, p. 58.

jugement : la politique étrangère canadienne n'est pas un échec complet. Certains objectifs sont atteints dans la politique canadienne envers l'URSS, malgré sa dépendance envers les États-Unis. Malheureusement, l'auteur ne donne pas d'exemple et ne précise pas ce qu'il entend par l'atteinte de certains objectifs dans la politique canadienne envers l'URSS. Quels étaient les objectifs du ministère des Affaires étrangères lors de la seconde crise de Berlin? Il aurait été avantageux que ces succès ou insuccès soient identifiés afin que l'on puisse se faire une idée claire de ce que l'auteur voulait montrer.

En ce qui concerne la politique étrangère canadienne, Robert Bothwell⁴⁷ soutient une hypothèse semblable à celle de Larry D. Collins. Le rôle du Canada lors de la seconde crise de Berlin n'était pas grand. Bothwell qualifie le comportement du gouvernement du Canada comme étant contradictoire, hésitant, mais surtout inefficace, sans expliquer les raisons de son échec diplomatique⁴⁸. Cependant, Robert Bothwell analyse partiellement les archives des autres diplomates canadiens qui ont eu une influence sur la politique canadienne à l'OTAN et envers l'URSS. Selon lui, ni Diefenbaker ni son ministre des Affaires étrangères, Sidney Smith, n'avaient d'objectif ou de plan lors de cette crise⁴⁹. De plus, Robert Bothwell dépeint plus particulièrement les origines de la seconde crise de Berlin comme le désir de Khrouchtchev d'étendre son contrôle à la ville de Berlin-Ouest⁵⁰. En rappelant les accords signés entre l'URSS et les puissances occidentales qui garantissaient l'accès à Berlin-Ouest, Bothwell minimise la perception soviétique du conflit sur Berlin, car le véritable bouleversement du *statu quo* était l'inclusion de la RFA dans l'OTAN en 1955⁵¹. La guerre froide, telle que décrite par Bothwell, ne reflète pas la réalité soviétique du conflit et ne prend pas en compte la menace que posait l'Occident au régime soviétique.

⁴⁷ Bothwell, *Alliance...*, p. 165.

⁴⁸ *Idem.*

⁴⁹ *Idem.*

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ *Ibid.*, p. 163.

1.1.2 Succès : agressivité envers l'URSS et influence canadienne à l'OTAN

L'historiographie canadienne présente une autre version, plus optimiste, des événements entourant la politique étrangère canadienne durant la crise de Berlin; cette lecture positive est principalement axée sur les succès canadiens envers l'URSS. Jamie Glazov tente de montrer les succès de Diefenbaker dans sa politique agressive contre Khrouchtchev lors de cette période de tensions⁵².

Entre 1958 et 1962, le premier ministre canadien entreprend de raffermir la politique canadienne envers les Soviétiques en accordant par exemple un soutien inconditionnel aux États-Unis et la garantie de la participation du Canada aux actions de l'OTAN; en même temps, Diefenbaker s'oppose à la ligne plus subtile proposée par le département des Affaires extérieures⁵³. Le succès de cette politique se manifeste dans l'affaire de l'avion-espion américain U-2, durant la crise de Berlin et dans le refus de recevoir Castro et Khrouchtchev au Canada. Diefenbaker appuie clairement la politique américaine et il le fait publiquement en présentant à l'ONU un discours très dur à l'égard des Soviétiques, dans lequel il condamne l'URSS pour sa politique expansionniste à l'égard des États baltiques et de l'Ukraine. La position de Diefenbaker était beaucoup plus dure que celle d'Howard Green, ministre des Affaires étrangères canadiennes, qui s'opposait clairement à l'agenda antisoviétique de Diefenbaker⁵⁴. Pour Jamie Glazov, les attaques de Diefenbaker contre les communistes sont aussi soutenues par des actions politiques⁵⁵. Toutefois, il note qu'après 1961, c'est-à-dire après l'élection de Kennedy, l'administration de Diefenbaker développera un sentiment ultranationaliste qui nuira aux relations canadiennes avec les Américains concernant la politique à adopter envers l'URSS. Jamie Glazov suggère qu'il y avait une mésentente personnelle avec Kennedy et que l'admiration

⁵² Jamie Glazov. *Canadian Policy Towards Khrushchev's Soviet Union*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, 251 pages.

⁵³ *Ibid.*, p. 87.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 99.

⁵⁵ *Ibid.*, p.106.

qu'avait Diefenbaker à l'égard d'Eisenhower n'existait manifestement pas à l'égard de l'administration américaine sous Kennedy⁵⁶.

Cette interprétation plus générale de la crise comporte plusieurs lacunes. Jamie Glazov sous-estime quelques éléments de la guerre froide et de la crise de 1958-1962. En effet, il adopte une position très partisane qui ne reflète pas tout à fait la réalité complexe de la seconde crise de Berlin et de la guerre froide. Il attribue par exemple un rôle important aux « esprits calmes » et aux « visions plus clairvoyantes » dans l'élaboration de la politique canadienne à l'égard des Soviétiques : « But there is evidence to suggest that Canada's Soviet policy resulted from calmer minds and clearer visions, as well as from greater faith, over all, in the strength of democracy »⁵⁷. Cette conception de la situation politique du Canada est incorrecte et sous-évalue le fait que la démocratie au Canada a aussi subi le choc de la guerre froide. Ainsi, à la suite de l'affaire d'espionnage Gouzenko, le Canada, étant informé de la présence d'un réseau d'espionnage soviétique sur son territoire, a réagi en mettant en œuvre une politique antidémocratique très radicale tant sur la scène internationale que locale⁵⁸. L'auteur fait aussi état de plusieurs mésaventures de l'ambassadeur canadien en visite à Moscou façonnées par le KGB, telles que le chantage sexuel et la manipulation médiatique qui peuvent justifier le raffermissement de la politique canadienne envers l'URSS. En outre, Glazov utilise un style littéraire qui semble très partisan, favorisant le point de vue occidental sur la guerre froide. Au total, il présente Diefenbaker comme un chef d'État très influent; il fut à la source de plusieurs crispations diplomatiques entre l'Est et l'Ouest, mais sa politique envers l'URSS, prétend Glazov, fut en général un succès pour la diplomatie canadienne. En résumé, son ouvrage contient plusieurs affirmations partisanses et s'inscrit dans le courant des études occidentales qui ne tentent pas de comprendre la perception soviétique du conflit. De plus, sur le plan méthodologique, Jamie Glazov n'analyse pas les archives militaires rapportant les discussions qui ont eu lieu sur la consultation entre les membres de l'OTAN à l'occasion de

⁵⁶ *Ibid.*, p. 108.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 31.

⁵⁸ Whitaker et Marcuse, *Cold war Canada...*, p. 95-97.

cette crise; il se concentre sur Diefenbaker comme seul vecteur décisif dans l'élaboration de la politique canadienne envers l'URSS.

Sean M. Maloney interprète l'implication militaire canadienne à l'ONU dans les années 1945 à 1970 lors des opérations de maintien de la paix comme faisant partie d'une stratégie globale de défense contre l'URSS et d'endigement de l'idéologie communiste⁵⁹. La participation du Canada à l'OTAN a permis de développer sa force militaire et d'obtenir une certaine crédibilité au plan international pour intervenir lors des missions de maintien de la paix dans des zones stratégiquement importantes en cas d'une Troisième Guerre mondiale avec l'URSS⁶⁰. De plus, le gouvernement canadien a toujours voulu participer aux missions de maintien de la paix pour garder l'initiative de la politique onusienne sous le contrôle des pays de l'Ouest.

De façon plus précise, lors de la seconde crise de Berlin, Diefenbaker voulait laisser de Gaulle, Eisenhower et Macmillan régler la situation. Maloney montre que Diefenbaker ne portait aucun intérêt aux relations internationales ou à la guerre froide⁶¹. Il attribue plutôt le crédit de la diminution des tensions aux diplomates canadiens à l'OTAN, champions du développement de la réponse flexible basée sur l'usage progressif de la force, dépendant de la situation et des tensions, allant de l'emploi des armes conventionnelles jusqu'à l'arme nucléaire⁶². Selon lui, le succès de la politique canadienne ne relève donc pas d'Howard Green et de Norman Robertson dont les interventions inefficaces diminuent le prestige du Canada et se rapprochent de l'ONU au détriment de l'OTAN. Il sous-entend qu'Howard Green et Norman Robertson, aux motivations obscures, paralysent la politique canadienne à l'OTAN pour favoriser un règlement de la seconde crise de Berlin grâce à l'ONU⁶³.

L'apport de Sean Maloney est important pour mieux comprendre l'influence qu'a pu jouer le Canada lors de cette crise. Il ne s'agit peut-être pas d'une influence de premier

⁵⁹ Sean M. Maloney. *Canada and UN peacekeeping : Cold war by other means, 1945-1970*. Saint Catharines, Vanwell Publishing Limited, 2002, p.57.

⁶⁰ *Ibid.*, p.9 et 246.

⁶¹ *Ibid.*, p. 84.

⁶² *Ibid.*, p. 85.

⁶³ *Idem.*

plan, telle que celle des États-Unis et des puissances européennes, mais plutôt d'une participation à titre de chef de file des petites puissances dans les domaines militaire et économique. L'incompréhension de Maloney de la politique de Norman Robertson et d'Howard Green montre qu'il ne voit pas la nécessité de l'ONU comme instance supranationale qui peut jouer le rôle de médiateur entre l'URSS et les pays de l'Ouest. Maloney sous-entend que Robertson et Green recherchent leur prestige personnel⁶⁴. À l'inverse, nous suggérons l'hypothèse que s'ils veulent prendre leur distance de l'OTAN (comme organisation militaire, hiérarchisée et belliqueuse) et de la politique nucléaire canadienne, c'est pour favoriser une diminution des tensions internationales de la guerre froide grâce à la coopération multilatérale inscrite dans la mission de l'ONU. En prenant parti pour la nucléarisation des forces canadiennes et le rapprochement du Canada de l'OTAN au détriment de l'ONU, Maloney prend une position pro-occidentale de la guerre froide.

Dans un article, Sean M. Maloney étudie le plan de contingence de Berlin (BERCON)⁶⁵. La problématique qu'il développe porte sur l'évolution de l'attitude de l'OTAN envers les Soviétiques, et ce, afin de comprendre les changements de la pensée stratégique de l'Alliance. Avant la seconde crise de Berlin (1958-1961), plusieurs concepts stratégiques des pays occidentaux à l'égard des Soviétiques laissent peu de place à la négociation dans le cas d'une éventuelle attaque de l'Armée soviétique⁶⁶. La seconde crise de Berlin montre l'importance pour l'OTAN de réaménager ses concepts stratégiques envers l'URSS et de développer une stratégie de réponse flexible. Sa perspective est toutefois axée sur les objectifs occidentaux et ne tient pas compte de la pensée stratégique soviétique. La compréhension de l'OTAN de la seconde crise de Berlin est typiquement occidentale. Cette perspective partielle soutient que tout ce que faisaient les mouvements de gauche occidentaux pour la paix et le désarmement nucléaire servait à miner les intérêts des

⁶⁴ *Idem.*

⁶⁵ Sean M. Maloney. « Berlin Contingency Planning: Prelude to flexible response, 1958-1963 ». *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 25, No.1 (Mars 2002), p. 99.

⁶⁶ *Ibid*, p. 101.

pays européens et s'inscrivait dans une campagne pour affaiblir l'OTAN au profit de l'URSS :

The campaign to weaken NATO increased in intensity after 1958 to include political ultimatums, military harassment, and the covert support of intense left-wing peace movement in West Germany like *Kampf Dem Atomtodt* and campaign for nuclear disarmament in the United Kingdom⁶⁷.

Dans un deuxième temps, Sean Maloney⁶⁸ estime que le Canada a eu de l'influence dans une certaine mesure dans le cadre de la crise de Berlin. Il tente de démontrer l'importance du plan de contingence de Berlin pour comprendre l'évolution de la pensée stratégique de l'OTAN, fondée sur une réponse stratégique flexible; celle-ci aurait eu comme résultat de diminuer les tensions avec les Soviétiques et témoigne d'un changement d'attitude de l'Alliance atlantique envers les Soviétiques. Le plan de contingence de Berlin était un plan développé en cas d'hostilité de la part des Soviétiques ou d'une tentative de blocage complet de leur part du secteur routier vers Berlin-Ouest. Une réponse stratégique flexible est un concept du domaine de la sécurité faisant référence à une hypothétique contre-mesure progressive qui favorise, au début des hostilités avec les Soviétiques, l'utilisation d'armes conventionnelles au détriment de l'arme nucléaire. En quoi le plan de contingence de Berlin marque-t-il un changement dans l'attitude militaire et la diplomatie occidentale? Selon Sean Maloney, les concepts stratégiques se sont transformés et ont modifié l'ensemble des mesures qui devaient être employées contre l'URSS. Par exemple, pour se pencher sur la problématique de Berlin, les Anglais, les Américains et les Français créent une organisation externe à l'OTAN, la *Live Oak Organisation*, qui propose diverses actions possibles dans l'éventualité de la dégradation de la situation avec les Soviétiques. L'organisation du plan créé par la *Live Oak Organisation* nécessite, par sa complexité stratégique, la consultation des autres membres de l'OTAN. Cependant, les petites puissances, à l'exception du Canada, n'ont pas été consultées. À l'OTAN, le Canada mène

⁶⁷ *Ibid.*, p.100-104.

⁶⁸ *Ibid.*, p.128-129.

l'opposition et les critiques du mouvement pacifique contre l'utilisation éventuelle de l'arme nucléaire par la *Live Oak Organisation*. Dans les faits, durant la crise de Berlin, la politique nucléaire de Diefenbaker est bien plus complexe que Sean Maloney ne l'évalue. Diefenbaker et Lester B. Pearson étaient pour l'obtention d'ogives nucléaires américaines pour les forces armées canadiennes, alors que plusieurs fonctionnaires canadiens semblaient promouvoir une autre direction⁶⁹. Maloney tente d'expliquer que l'élaboration du plan de contingence de Berlin permet de comprendre la pensée stratégique de l'OTAN qui se développe en période de crise, et de rendre compte des intérêts divergents au sein de l'Alliance atlantique⁷⁰.

En résumé, l'article de Sean Maloney est très important non seulement pour comprendre les enjeux de la crise de Berlin, mais aussi pour analyser les stratégies des acteurs qui interviennent compte tenu de l'existence de l'armement nucléaire. Bien qu'il ne désire pas faire de lien entre le développement du plan de contingence de Berlin et celui de la réponse flexible, il n'en demeure pas moins qu'il lie les deux en analysant concrètement les considérations stratégiques de l'application du plan et la recherche de solutions à la crise. En effet, d'une part, il établit un lien entre les plans militaires BERCONs, qui font partie du Berlin contingency planning, et une stratégie de réponse flexible envers les Soviétiques qui pourrait éventuellement mener à la détente après les crises de Berlin et de Cuba⁷¹. D'autre part, il aborde très brièvement le rôle du Canada dans le développement de cette stratégie et ne précise pas sa politique nucléaire durant la crise de Berlin.

D'autres auteurs dont les études portent sur les relations politiques entre le Canada et l'URSS effleurent le sujet ou le passent sous silence. C'est le cas notamment de l'ouvrage collectif *Canada and the Soviet Experiment*⁷² qui n'aborde pas les tensions entre le Canada et l'URSS avant la détente et qui évite d'interpréter tout évènement portant sur la

⁶⁹ Patricia I. McMahon. *Essence of indecision : Diefenbaker's nuclear policy 1957-1963*. Montreal & Kingston, McGill Queen's University Press, 2009, p. 175.

⁷⁰ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 99-100 .

⁷¹ *Ibid.*, p. 128-129.

⁷² David Bercuson *et al.*. *Canada and the Soviet experiment*. Toronto, David Davies, 1994, 169 pages.

diplomatie canadienne en lien avec la seconde crise de Berlin. Ainsi, le collectif du *Canada and the Soviet Experiment* présente un ensemble d'articles qui permet de constater toute l'importance qui est accordée à la détente des années soixante et au rôle joué par le premier ministre libéral canadien, Lester B. Pearson, au détriment des événements qui l'ont immédiatement précédée, c'est-à-dire les tensions et les crises entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Pourquoi le collectif a-t-il mis de côté l'étude de ces événements conflictuels menant à la seconde crise de Berlin? Le sujet a-t-il été évité parce que cette période constituait une ère trop sombre favorisant une dépendance plus grande du Canada envers les États-Unis ou, inversement, une ère de paix et de détente mettant en valeur l'indépendance canadienne? Il est possible de penser que si la détente constitue un facteur déterminant dans l'approche historiographique de la seconde crise de Berlin, c'est parce qu'elle est une période beaucoup plus glorieuse pour la diplomatie canadienne et qu'elle permet, selon ce collectif, de définir le Canada comme le chef de file du multilatéralisme et de la négociation dans la recherche d'une solution pacifique à la crise de Berlin.

Ce dernier courant historiographique ne met pas assez l'accent sur les événements qui ont provoqué la deuxième crise de Berlin⁷³. C'est donc dire qu'il y a encore matière à réflexion sur l'historiographie canadienne concernant le rôle du Canada dans la seconde crise de Berlin, les stratégies de la détente et de la confrontation utilisées, ses capacités à conserver son indépendance dans le contexte de la guerre froide et, globalement, sa politique étrangère envers l'URSS et ses alliés de l'OTAN.

1.2 Politique étrangère canadienne dans les années 1950

Dans les années 1950, le Canada devait choisir entre deux options concernant sa politique internationale. La première consistait à appuyer l'ONU comme agence supranationale qui pouvait encadrer les États pour éviter d'autres conflits éventuels, notamment celui de la Crise de Suez en 1956. La seconde option consistait à joindre les

⁷³ La table des matières de l'ouvrage *Canada and the Soviet Experiment* passe des années 45-50 directement à la détente de 1964 en faisant un détour par Lester B. Pearson et ignore la politique canadienne lors de la seconde crise de Berlin.

États-Unis et la sécurité collective que pouvait apporter l'OTAN à ses membres. Les élites canadiennes semblaient se complaire dans cette position de force internationale en appuyant l'ONU, mais leur cœur appartenait très clairement à l'Alliance atlantique. Gary Marcuse⁷⁴ réussit bien à expliquer cette ambiguïté dans son ouvrage *Cold war Canada : The making of a national insecurity state 1945-1957*. Les archives du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense montrent que cette ambiguïté est en continuité dans les années cinquante et début soixante. Un des exemples les plus flagrants de cette continuité réside dans la politique canadienne lors de la seconde crise de Berlin entre 1958 et 1961. Ainsi, le double rôle qu'a toujours voulu jouer le Canada, celui de participant à l'Alliance atlantique et celui de pays internationaliste/pacifique n'étaient pas toujours compatibles. Ces deux positions allaient se confronter de façon directe durant toute cette crise. Il s'agira donc, d'une part, d'analyser ces tensions qui seront exprimées par les positions du premier ministre canadien, le Bureau des Affaires étrangères et le ministère de la Défense lors de la seconde crise de Berlin, dimension peu étudiée dans l'historiographie canadienne à l'exception des études de Roy Rempel, Sean Maloney et de Jamie Glazov et d'autre part, de comprendre comment l'intervention canadienne a contribué à diminuer les tensions internationales à Berlin ou, à l'inverse, à accentuer les conflits entre l'URSS et l'Occident.

Deux écoles de pensée influençaient la politique du gouvernement fédéral au moment de cette crise internationale. La première, formulée par Dana Wilgress, ancien ambassadeur du Canada à Moscou de 1944 à 1946, prônait un endiguement du communisme tout en restant juste : « Be firm but be fair »⁷⁵. Alors que la seconde, celle d'Arnold Smith, ancien diplomate et ambassadeur en URSS de 1961 à 1963, proposait, outre l'endiguement du communisme, une politique très agressive envers l'URSS⁷⁶. John Diefenbaker favorisait l'école d'Arnold Smith, en raffermissant la politique canadienne envers l'URSS, alors que la majorité des diplomates du Bureau des Affaires étrangères

⁷⁴ Whitaker et Marcuse, *Cold war Canada...*, p. 21.

⁷⁵ *Ibid.*, p.116-117.

⁷⁶ *Idem.*

soutenaient une politique moins agressive envers l'URSS. Comment la diversité de perception et les conflits au sein du cabinet des ministres et du ministère des Affaires étrangères canadiennes ont-ils influencé la politique canadienne envers ses alliés et l'URSS? Plusieurs questions restent en suspens, dont celle-ci, fort importante : comment les divisions au sein du gouvernement canadien ont-elles influencé la politique canadienne? Selon Marcuse, c'est l'école de Wilgress, basée sur le principe « Be firm but be fair » qui a fini par triompher⁷⁷.

Mais en quoi cette victoire d'une école de pensée diplomatique sur une autre allait-elle influencer la politique canadienne envers l'URSS et ses alliés de l'OTAN lors de la seconde crise de Berlin? Est-ce que l'envoi des troupes canadiennes en plus grand nombre aurait permis au Canada de jouer un plus grand rôle, comme le suggère la théorie de Rempel⁷⁸? Pour aller au cœur de cette problématique, il faut revoir les raisons qui ont poussé le Canada à rejoindre l'OTAN.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a amené le Canada à adopter une politique étrangère interventionniste où le multilatéralisme était le mot d'ordre pour consolider l'OTAN, l'ONU et le Commonwealth⁷⁹. Certains hommes politiques, comme Lester B. Pearson et Escott Reid, permirent de sortir le gouvernement canadien de sa torpeur isolationniste d'avant-guerre⁸⁰. Sept facteurs motivèrent l'adhésion du Canada à l'OTAN. Le premier élément fut la recherche d'un meilleur contrôle de l'effort canadien pour mieux tenir compte des relations avec les États-Unis⁸¹. Deuxièmement, l'expérience de guerre avait prouvé que la sécurité du pays reposait sur la mise au point d'une sécurité internationale stable et sur celle de l'Europe. Troisièmement, l'article 2 du Traité atlantique Nord, soutenu par le Canada, faisait la promotion d'une meilleure coopération culturelle et

⁷⁷ *Idem.*

⁷⁸ Rempel et Rempel, *Counterweights...*, p. 35.

⁷⁹ Paul Létourneau (dir.). « Les motivations originales du Canada lors de la création de l'OTAN (1948-1950) ». *Le Canada et l'OTAN 40 ans 1949-1989*. Montmagny, Centre québécois des relations internationales, Université Laval, 1992, p. 49-66.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 49.

⁸¹ Létourneau, « Les motivations originales... », p.49-66.

économique, ce qui allait directement dans le sens d'un monde de coopération multilatérale. Avoir un siège à l'OTAN signifiait bénéficier d'un droit de parole sur le développement de liens plus solides. Quatrièmement, le Canada ne voulait pas d'une alliance qui ne donnerait que des solutions militaires aux problèmes de sécurité mondiale⁸². Cinquièmement, en s'insérant dans une alliance en temps de paix, le Canada affirmait une fois de plus son indépendance et contribuait à la sécurité collective, élément qui est l'affaire des plus petites comme des plus grandes puissances du monde⁸³. Sixièmement, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada prenait place parmi les petites puissances tant par son économie que sa puissance militaire. Cette ascension permettait aux diplomates canadiens d'exercer une influence sur les relations internationales. Finalement, un dernier facteur fut celui du climat de la guerre froide qui se déclencha avec l'affaire Gouzenko en 1945⁸⁴. Lors de la crise de Berlin, est-ce que la politique étrangère canadienne, illustrée ici par les facteurs ayant motivé son adhésion à l'OTAN, a diminué sa souveraineté ou augmenté son prestige international? Tous ces facteurs démontrent que le Canada était surtout motivé par des préoccupations d'ordre économique et politique plutôt que militaire, démontrant une fois de plus l'ambiguïté du Canada⁸⁵. Cette politique fut-elle un succès?

1.3 Interprétation occidentale de l'origine de la seconde crise de Berlin

Pour arriver à qualifier les résultats de la politique canadienne, il faut bien comprendre la crise de Berlin. À cette fin, il est important d'identifier trois perspectives qui permettront de jeter un éclairage nouveau sur cette question qui a eu un impact considérable sur les relations diplomatiques canadiennes. La première perspective présente les tensions entre Berlin-Ouest et Berlin-Est engendrées plus particulièrement par les questions de l'espionnage et de la fuite des citoyens de l'Allemagne de l'Est vers l'Ouest comme

⁸² *Idem.*

⁸³ *Idem.*

⁸⁴ *Idem.*

⁸⁵ *Ibid.*, p. 61-62.

déterminantes dans la compréhension de ce problème. La seconde met l'accent sur l'existence de Berlin-Ouest comme enclave capitaliste dans un monde communiste et sur les tensions politiques que cela peut engendrer chez le géant soviétique. Enfin, la troisième perspective concerne les tensions provenant de la division de l'Allemagne et de son projet de réunification. Celle-ci bouleverserait la balance du pouvoir en Europe. Pour les alliés et particulièrement pour le gouvernement canadien, la situation est complexe, car, d'une part, celui-ci veut garder l'Allemagne dans la sphère d'influence occidentale et, d'autre part, il veut résoudre la crise efficacement en ménageant l'Allemagne et l'URSS. Or, ce ne sont pas toutes les puissances de l'OTAN qui ont la même vision de la crise et de ses éléments de solution⁸⁶.

Les Britanniques ne veulent pas faire de sacrifice pour Berlin-Ouest ni mettre trop de pression sur l'URSS. Sur ce point, la politique canadienne est semblable à la politique britannique. Cependant, les autres puissances occidentales ont d'autres approches. Ainsi, le gouvernement britannique est inquiet de la politique française et américaine qui prône une politique ferme envers l'URSS allant de la menace à l'utilisation de l'arme nucléaire⁸⁷. Quant aux Allemands de l'Ouest dont la politique est sans compromis, ils appuient le *statu quo* sur la situation légale de Berlin parce que la suggestion faite par l'URSS –mettre Berlin-Ouest sous la tutelle de l'ONU – n'est pas raisonnable pour une puissance économique telle que la RFA, mais surtout parce qu'Adenauer considère Berlin-Ouest comme faisant intégralement partie de la RFA⁸⁸. En effet, dans les années 1950, la reconstruction allemande et la croissance économique de la RFA ont largement dépassé les attentes américaines. Le nouvel État allemand pèse plus lourd dans toutes les négociations chez les alliés depuis la reconstruction fulgurante de son économie et de son intégration à l'Europe de l'Ouest.

⁸⁶ *Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning*, 24 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.5-6.

⁸⁷ Rempel, *Canada, Germany and alliance...*, p. 86-87.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 86.

Les archives canadiennes montrent que les Canadiens et les Américains ont évoqué la crise de Munich de 1938 pour sonner une cloche d'alarme annonçant l'imminence d'une guerre entre l'URSS et les alliés de l'OTAN. Cette crise de Munich de 1938 faisait référence à la partition de la Tchécoslovaquie, une alliée des Occidentaux et des Soviétiques, par Hitler qui réclamait l'annexion des territoires germanophones, sous peine de déclaration de guerre. La crise de Munich est le symbole de l'échec de la politique d'apaisement pratiquée par les démocraties occidentales envers le régime nazi. Canadiens et Américains se réfèrent donc à cette crise en raison des nouvelles demandes de l'URSS aux démocraties capitalistes et de sa prétention sur Berlin-Ouest; les Occidentaux comparent l'URSS à l'Allemagne nazie sur les bases dictatoriales des deux régimes, entre autres arguments⁸⁹. Ce rapprochement que les Occidentaux font entre la crise déclenchée par Hitler et la seconde crise de Berlin sert de propagande pour les puissances de l'Ouest. Cette dernière n'est aux yeux de Dean Rusk, secrétaire d'État Américain sous l'administration Kennedy, qu'un prétexte créé par Khrouchtchev pour attaquer le monde « libre » :

The 1961 crisis is not more than a « Berlin crisis» than that of a 1938 was a « Czech» crisis or that of 1939 a « Polish» crisis. This is Khrushchev's crisis as the others were Hitler's crises. Berlin is only the pretext. The fundamental issue is the clash between the world of free choice and the world of coercion. There is no need for a Berlin crisis, it is of Soviet manufacture⁹⁰.

On ne veut pas que cette crise soit le début d'une série de grandes demandes menant ultimement à la guerre, comme cela avait été le cas en 1938 avec les incessantes demandes d'Hitler envers les pays occidentaux et l'URSS concernant la Tchécoslovaquie. Vingt ans après la crise de Munich, les alliés se souviennent du caractère du dictateur ainsi que de ses aspirations au pouvoir et voudront alors se montrer plus fermes envers l'URSS. On sait aujourd'hui que, dérivées du conservatisme politique de la guerre froide, les interprétations occidentales du déclenchement de la crise de Berlin et l'analogie avec le comportement

⁸⁹ Whitaker et Marcuse, *Cold war Canada...*, p. 4-5.

⁹⁰ *German and Berlin-publicity themes*, 8 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.1.

d'Hitler lors de la Deuxième Guerre mondiale ne reflétaient pas la réalité. En ce qui concerne la crise de Munich en 1938, il est important de noter que les puissances de l'Ouest avaient abandonné leurs obligations envers la Tchécoslovaquie au nom d'une politique d'apaisement qui caractérisait l'ère de Chamberlain, premier ministre britannique en 1938, et de Pierre Laval, président du Conseil de la IIIe République, puis, homme politique français d'importance sous le régime de Vichy. Il est donc possible de conclure que les alliés se sont servis de cet événement hautement symbolique à des fins de propagande antisoviétique. Les archives du ministère des Affaires étrangères montrent combien les Américains et les Canadiens gardent en tête une vision dégradée des événements de la crise de Munich. Le gouvernement canadien, comme celui des autres gouvernements occidentaux, impute le déclenchement de la seconde crise de Berlin à Khrouchtchev. Comme l'ont montré les auteurs qui ont étudié cet événement, la perception de l'ensemble du gouvernement canadien des origines de la seconde crise de Berlin ne diffère pas des autres pays de l'OTAN et est très partielle. Il n'en demeure pas moins que les élites canadiennes de l'époque se dirigeront vers l'interventionnisme en Europe pour endiguer le communisme, alors que certains fonctionnaires canadiens seront opposés à la politique orthodoxe de Diefenbaker en refusant d'adopter la rhétorique occidentale sur la crise.

Selon l'école diplomatique d'Arnold Smith, pour pallier les problèmes de sécurité canadiens que posait la menace soviétique, le gouvernement canadien devait appuyer l'Allemagne de l'Ouest dans ses requêtes quant au régime de Berlin-Est. Toutefois, adepte de l'école de Dana Wilgress, Escot Reid, ambassadeur du Canada en Allemagne, adopte une position qui va à l'encontre de la politique orthodoxe de Diefenbaker et d'Arnold Smith. Dans un mémo de 1959, il explique la politique que devrait soutenir le gouvernement canadien pour résoudre la crise :

There is a chance that this year the West and the USSR will be able to agree to take at least a few steps towards the easing of tension through reciprocal concessions on matters related to the reunification of Germany, disarmament, European security. We must be careful not to throw away this chance of making progress by trying to go too far and too fast. If we can make some progress this year we shall have

overcome the inertia and next year it may be possible to advance at a good deal more rapid rate. My impression also is that it would be unwise this year to make a frontal attack on such orthodox beliefs of the west and especially of Germany as that there must be no de facto recognition of the east German government, no confederation between east and west Germany, no acceptance of the polish-german border except as part of the price of reunification, no consideration of paying as part of the price of reunification the barring of a united Germany from membership in NATO, and no disengagement. It may be that the time has come when we and our allies should examine together how far these orthodox beliefs are still valid. I suggest however, that to begin with we should not attack them too directly⁹¹.

Escot Reid soulignait qu'il serait peu sage de faire des demandes diplomatiques à l'URSS basées sur les croyances conservatrices de l'Occident, plus spécialement en ce qui concerne la reconnaissance de la RDA, la réunification allemande et l'acceptation de la frontière Oder-Neisse, dont le statut est réglé par les Accords de Potsdam que les Occidentaux ont signé, l'inclusion de l'Allemagne comme pays membre de l'OTAN et le désengagement américain en Europe. Plusieurs fonctionnaires canadiens⁹² sont en accord avec Escot Reid et remettent en cause plus de dix ans de politiques agressives envers l'URSS et de soutien inconditionnel à l'Allemagne de l'Ouest.

Il n'en demeure pas moins que le Canada envoie des troupes en Europe pour appuyer ses alliés et contrer la « menace communiste ». Est-ce que l'envoi de ses troupes a permis au Canada de jouer un plus grand rôle dans le règlement de la crise de Berlin? Est-ce que la politique canadienne lors de cette crise a diminué sa souveraineté ou augmenté son prestige international? La crise de Berlin et la crise de Cuba eurent une influence importante sur la capacité du Canada d'influencer ses alliés lors de la préparation des plans militaires⁹³. Pour nous en tenir à la seconde crise de Berlin, retenons que la délégation du Canada à l'OTAN se préoccupait beaucoup de son image⁹⁴. L'implication militaire canadienne en Europe dans

⁹¹ *The German question*, 11 février 1959, Librairie and Archives Canada, RG 25, volume 6072, fichier 50341.40, partie 5.1, p.1-2.

⁹² Référence à George Ignatieff, Norman Robertson et Howard Green qui travaillent au ministère des Affaires étrangères.

⁹³ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 129.

⁹⁴ Joseph Sinasac. « The three wise men : the effects of the 1956 committee of three on NATO ». *Canada and NATO uneasy past, Uncertain future*, Waterloo, University of Waterloo Press, 1990, p. 27-46.

le cadre des missions de protection de l'OTAN s'explique en partie par le désir de maintenir une image de solidarité nord-américaine et de montrer la voie à suivre au reste de l'Europe. Pour une petite puissance comme le Canada, avec des effectifs assez réduits, participer à la protection de l'Europe relève en partie de l'engagement symbolique aux côtés de ses alliés. Toutefois, les politiciens et les diplomates utilisent cette implication militaire pour dorer le blason du Canada. L'implication canadienne à l'OTAN permet d'acquérir une forme de reconnaissance et de développer un appui mutuel entre les pays capitalistes.

Conclusion

Les années 1958-1961 sont des années de tensions internationales et de développement technologique qui bouleversent la façon de faire la politique internationale. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Canada tente de développer des stratégies favorisant son indépendance. En ce sens, sa politique étrangère sera construite autour d'un objectif précis, celui de sa participation aux institutions internationales afin d'augmenter son influence auprès des autres pays membres de l'OTAN. Dans le contexte d'une nouvelle crise mondiale, est-ce que le Canada a gagné son pari? Est-ce que le multilatéralisme proposé par le Canada a été suffisant pour accroître son pouvoir d'intervention diplomatique auprès des alliés et de l'URSS?

Il se dégage des recherches historiographiques canadiennes deux courants de pensée qui s'opposent sur la réussite ou l'insuccès de la politique étrangère canadienne lors de la crise de Berlin. Ainsi, les études de Glazov sur l'attitude de Diefenbaker envers l'URSS et de Sean Maloney sur l'influence du Canada à l'OTAN et à l'ONU soutiennent la thèse du succès de la politique étrangère du Canada, que ce soit envers l'URSS ou les alliés de l'OTAN; par contre, l'implication militaire canadienne en Allemagne de l'Ouest, expliquée par Rempel, et le jeu diplomatique vraisemblablement ambigu du gouvernement conservateur, analysé par Larry D. Collins et Robert Bothwell, présentent plutôt cette même politique comme un échec. Cette période de tension doit être analysée pour rendre

justice à l'évolution de l'intervention diplomatique et de sa capacité d'influence à l'échelle internationale. Le gouvernement canadien aurait développé sa voie propre, et la deuxième crise de Berlin serait un exemple de son habileté diplomatique.

L'ensemble des ouvrages qui ont traité des relations internationales du Canada lors de la guerre froide a montré une lacune majeure, c'est-à-dire l'incompréhension de la perception soviétique de la guerre froide. À cet égard, les deux courants historiographiques sont composés d'auteurs qui ont adopté des points de vue typiquement occidentaux, mettant en relief les problèmes d'incompréhension entre l'Est et l'Ouest. Analyser le point de vue soviétique sur la seconde crise de Berlin est primordial pour éviter ce piège méthodologique. La revue du contexte de la politique étrangère canadienne dans les années cinquante explique son ambiguïté. Le gouvernement canadien, impliqué dans la guerre froide depuis l'affaire Gouzenko en 1945, a développé deux écoles de pensée s'opposant quant à la politique à adopter envers l'URSS. L'existence en parallèle des écoles de Dana Wilgress et d'Arnold Smith permet de comprendre la dualité diplomatique du Canada lors de la seconde crise de Berlin, c'est-à-dire une politique juste, mais ferme pour la première école, alors que la seconde soutenait l'endiguement sous toutes ses formes. Déchiré entre l'internationalisme pacifique que proposent l'ONU et la sécurité collective qu'offre l'OTAN, le gouvernement canadien utilise son double rôle pour manœuvrer à travers les difficultés immédiates de l'après-guerre, comme la guerre de Corée et la crise de Suez; par le fait même, le Canada augmente son influence internationale en utilisant l'ONU comme outil de son interventionnisme dans les pays occidentaux.

Avec le déclin de l'alliance anglo-canadienne et la venue des États-Unis comme superpuissance, un pacte de défense multilatérale tel que l'Alliance atlantique permettait de situer le Canada dans une position relativement favorable pour assurer son indépendance et de faire la promotion de la démocratie libérale en Europe⁹⁵. L'engagement du Canada à l'OTAN et en Europe met Ottawa à l'avant-scène de la sécurité de l'ensemble des nations européennes. Bien ancré dans la perception occidentale de la guerre froide, l'engagement

⁹⁵ Whitaker et Marcuse, *Cold war Canada...*, p. 147.

canadien en Europe répond à la « menace » que posent les Soviétiques alors que ces derniers tentent de négocier le statut de Berlin. La compréhension occidentale des origines de cette crise fait appel à la peur imaginaire qu'ont les démocraties occidentales des dictatures en comparant injustement le régime nazi, la crise de Munich et les deux crises de Berlin déclenchées par le gouvernement de l'URSS.

Dans la prochaine partie de ce mémoire, nous présenterons une analyse des objectifs et des réalisations diplomatiques du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense lors des tensions à Berlin entre 1958 et 1961. Plus précisément, nous soutiendrons l'hypothèse suivante: il est possible d'analyser l'influence que certains ambassadeurs canadiens et hauts fonctionnaires du cabinet des ministres ont eue quant à la politique à adopter envers l'URSS de même qu'envers les alliés de l'OTAN lors des préparations militaires et politiques durant la crise de Berlin. De plus, nous serons à même de confirmer que l'attitude, parfois agressive, parfois désintéressée, de Diefenbaker envers l'URSS a eu un impact sur la politique étrangère canadienne. Dans le chapitre suivant, il sera question d'analyser d'autres explications que celles mentionnées dans l'historiographie canadienne sur la réussite du Canada à jouer un rôle important à l'OTAN; nous nous baserons sur les archives du ministère de la Défense et celles des Affaires étrangères du Canada; seront en cause la voie du multilatéralisme et la mise en place d'un système de négociation privilégié par la diplomatie canadienne dans le but d'augmenter son influence politique. Pour comprendre quelle est la politique étrangère canadienne lors de la seconde crise de Berlin, il faut analyser la position canadienne au sein de l'OTAN, son attitude envers ses alliés, son action politique, militaire et économique, les problèmes de consultation et le plan de défense nationale préparé pour pallier la menace nucléaire.

Chapitre 2

Implication militaire et politique canadienne dans la seconde crise de Berlin

Le soutien canadien aux alliés de l'OTAN s'exprime à travers les deux phases de la seconde crise de Berlin. On y remarque les tensions entre la position de Diefenbaker et celle des fonctionnaires concernant l'élaboration et l'application de mesures militaires allant jusqu'à l'usage de l'arme nucléaire. Les archives du ministère de la Défense et du bureau des Affaires étrangères permettront de confirmer ces contradictions et d'observer l'influence que le Canada avait réellement sur ses Alliés en favorisant la consultation, malgré la prépondérance américaine dans la préparation des plans militaires. Ainsi, le Canada utilise la stratégie du multilatéralisme pour conserver son indépendance par rapport aux États-Unis et son prestige auprès des pays alliés.

2.1 Première phase de la crise de Berlin : 1958-1959

La première phase de 1958 à 1959 est caractérisée par une agressivité virulente de la part des Américains qui s'engagent à utiliser la bombe nucléaire dans l'éventualité d'un conflit ouvert avec l'URSS et à répondre par des mesures employant la force de façon disproportionnelle. Cette première phase de la crise de Berlin se caractérise par l'approche stratégique de dissuasion massive ou *massive retaliation*⁹⁶. Elle permet de confronter directement la politique américaine à une autre doctrine, celle de la réponse flexible prônée par certains pays de l'OTAN, dont le Canada, l'Angleterre, la Norvège et le Danemark⁹⁷. Ainsi, le Canada s'implique concrètement dans la préparation d'un plan politique des contingences pour résoudre la situation à Berlin.

L'action canadienne sera centrée principalement sur la préparation d'un plan politique qui donne un sens au plan militaire de la *Live Oak Organisation*. Ce plan vise à empêcher les Soviétiques de couper complètement les routes vers Berlin, mais plus particulièrement

⁹⁶ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 100.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 99-100.

de dissuader les Américains de répondre agressivement par leur arsenal nucléaire à « l'ultimatum » posé par Khrouchtchev⁹⁸. Le Canada travaille donc à élaborer des mesures militaires et politiques qui ont pour but d'entamer des négociations avec l'URSS et d'empêcher la fermeture des routes de la RDA vers Berlin-Ouest. Trois contingences possibles doivent être prises en compte dans l'élaboration d'un plan politique et militaire pour répondre à la situation de Berlin⁹⁹. La première contingence consiste à un transfert *de facto* du contrôle routier de l'URSS à la RDA, ce qui affecterait le trafic militaire allié seulement. La deuxième contingence prévoit une coupure complète de l'accès routier et du trafic aérien par le gouvernement de la RDA. Dernière contingence, il faut évaluer la possibilité du harcèlement du trafic allié de façon agressive par les forces soviétiques.

2.1.1 Création de la Live Oak Organisation

Entre le 11 et le 17 décembre 1958, à peine un mois après le discours de Khrouchtchev sur le statut de Berlin-Ouest, les puissances occupantes occidentales de Berlin se rencontrent et créent un groupe d'ambassadeurs pour discuter des problèmes d'accès routier et ferroviaire à Berlin-Ouest alors que ces pouvoirs sont toujours entre les mains des Soviétiques. C'est en 1958 que la *Live Oak Organisation* est créée par les trois puissances occupantes occidentales de l'Allemagne de l'Ouest : les États-Unis, l'Angleterre et la France et, dès 1959, elle se propose de préparer les plans militaires contre les Soviétiques dans le cas d'une agression armée.

La grande majorité des membres de l'OTAN ne furent pas consultés pour préparer les plans de la *Live Oak Organisation*. Pourtant, la Norvège, le Canada et d'autres alliés s'attendaient à recevoir des précisions quant aux intentions américaines, françaises et anglaises dans la région de Berlin. Les problèmes de consultation étaient fréquents dans la première phase de la crise de Berlin. À ce moment, le US Berlin commandant Barksdale Hamlett et le général Cortland du SHAPE (Supreme Headquarter of

⁹⁸ *Ibid.*, p. 106.

⁹⁹ *Draft Paper on Berlin*, 12 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymond fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 1-9.

Allied Power Europe) déclarent : « [...] Under certain circumstances we might have to act unilaterally in view of our much larger capabilities and the far greater expectations entertained of us by Berliners and West Germans, but I fervently hope we will not have to do so¹⁰⁰. » Il semble que les Américains ne désiraient pas se préoccuper, en cas d'urgence, d'un protocole de négociation et de communication avec les pays alliés. Un autre facteur rendait la consultation difficile: plusieurs alliés de l'OTAN, notamment les Anglais et les Allemands, n'avaient pas la même vision quant à l'utilisation de la force pour faire valoir les droits occidentaux à Berlin. En plus de devoir faire face aux tensions entre les deux blocs hégémoniques, les membres de l'OTAN devaient éviter à tout prix les scissions au sein de l'Alliance.

2.1.2 Problèmes de consultation au sein de l'Alliance

Le Canada se considérait comme un partenaire privilégié des États-Unis. Ainsi, il était informé fréquemment par la diplomatie américaine de l'évolution de la situation politique et militaire de Berlin. De plus, le Canada avait des effectifs aériens importants pour la défense nord-américaine en cas d'attaque-surprise et possédait des escadrons pour la défense aérienne du territoire européen. Malgré la volonté marquée du Canada de s'impliquer dans cette crise importante, il est toutefois arrivé à quelques reprises que le gouvernement canadien ait été mis à l'écart des négociations parce qu'il ne faisait pas partie des puissances occupantes d'Allemagne. Les problèmes de consultation persistent tout au long de la crise de Berlin et même jusqu'à la crise de Cuba. Par exemple, le 5 septembre 1962, un mémo en provenance de Washington et destiné aux Affaires extérieures explique le plan de contingence politique que les trois puissances occupantes devaient appliquer, tout en excluant notamment le Canada de leur stratégie¹⁰¹. De plus, certains États ont été informés des débats entre les trois puissances occupantes par les journaux et non par leurs

¹⁰⁰ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 102-103.

¹⁰¹ *Joint staff memorandum : Berlin and Germany, Contingency planning*, 6 September 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168.

alliés¹⁰². Ce plan de contingence politique est constitué d'un ensemble de mesures développées par les trois puissances occupantes en septembre 1961 à l'intention de l'OTAN, comprenant notamment un pont aérien pour ravitailler Berlin-Ouest, une préparation de l'opinion publique occidentale à accepter que les Soviétiques signent un traité de paix avec la RDA et une invitation potentielle par l'URSS destinée aux membres de l'OTAN pour participer à une conférence sur un traité de paix avec les deux Allemagnes. De façon plus spécifique, le plan de contingence servait à préparer l'opinion publique en cas d'intervention militaire massive ou de guerre généralisée. Pour être au même niveau de préparation que les puissances occupantes de Berlin-Ouest, la délégation canadienne à l'OTAN exigeait une plus grande coordination entre les membres de la *Live Oak Organisation* et le Conseil de l'OTAN. La volonté manifeste du Canada de développer un plan politique de contingences mettait en évidence des lacunes dans le fonctionnement et les structures de communication de l'Alliance ainsi que le désir de contrôle des États-Unis sur l'Alliance. Le gouvernement canadien suggérait donc un développement de la cohésion, de la coopération et de la consultation entre les membres de l'Alliance. George Pavlovitch Ignatieff, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, envoie le 12 octobre 1962 un mémo au général de brigade R. L. Purves expliquant l'importance du développement d'un catalogue de plans politiques pour les autres pays de l'OTAN.

[...] Diplo planning was welcome but not enough. I pointed out that the rest of the alliance was being pressed to accept a catalogue of military plans; why could there not be a parallel catalogue of political plans. It would greatly help in the process of obtaining reactions of Govts (governments) to military plans if more info about diplo plans was forthcoming [...]¹⁰³.

Le mémo d'Ignatieff montre clairement la pression exercée par les trois puissances occupantes de l'Allemagne sur les autres membres de l'OTAN concernant l'adoption des mesures militaires. Il était accepté par la communauté atlantique que les trois puissances

¹⁰² *Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2464, 12 October 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p. 3.*

¹⁰³ *Joint staff memorandum Berlin contingency planning, Telegram 2370, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1.*

occupantes de Berlin de concert avec la RFA devaient se charger de l'application des mesures non militaires. Mais plusieurs autres Alliés tels que la Norvège, la Belgique le Danemark et l'Italie voulaient un plan politique d'ensemble avant d'accepter des actions qui pouvaient avoir une répercussion directe sur leurs obligations militaires¹⁰⁴. Il y avait toutefois des problèmes de consultation entre les puissances tripartites et le reste de l'Alliance. Les États-Unis auraient eu besoin de l'aide du gouvernement canadien pour l'application des mesures politiques et militaires visant à faire comprendre la volonté occidentale de préserver leurs droits à Berlin.

Or, concernant les mesures militaires, le Canada se trouvait directement impliqué dans les zones à haut risque par sa présence militaire en Europe et pour la défense de l'Amérique du Nord. Pour cette raison, un accord avec le gouvernement américain fut signé en 1959 pour permettre une meilleure consultation entre les deux gouvernements avant d'accroître l'état d'alerte des troupes des pays de l'OTAN¹⁰⁵. Malgré ces ententes bilatérales, la *Live Oak Organisation* et l'OTAN ne s'entendent pas sur le transfert de la gestion du problème de Berlin à l'OTAN. Le gouvernement canadien comprend bien que la *Live Oak Organisation* voulait rester maîtresse des stratégies et des opérations militaires, par exemple en utilisant progressivement des convois pacifiques pour connaître les intentions soviétiques dans la crise¹⁰⁶. Cependant, jusqu'où la *Live Oak Organisation* peut-elle contrôler la politique et l'implication militaire des autres pays de l'OTAN? Un autre mémo de George Pavlovitch Ignatieff, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères et délégué du Canada à l'OTAN, daté du 12 octobre 1962, exprime ses inquiétudes concernant cette question :

The tripartite paper did not intend that control would pass to NATO automatically when Soviets resist a probe or use force per se. Intention was rather to establish the

¹⁰⁴ *Joint staff memorandum Berlin contingency planning, Telegram 2360*, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1-3.

¹⁰⁵ *Berlin Contingency planning*, Avril 1959, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 7.

¹⁰⁶ *Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning*, 1 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.3.

principle that, in order to avoid premature political escalation, control should be passed to NATO when it is clearly established that Soviets are determined to use force in blocking access and a decision is made to reinforce with intent to expand action on the ground. This transfer would probably have to take place in phase 3, although it is obviously impossible to forecast precisely circumstances in which it should be agreed. For possible action in more remote areas, naval measures, we believe that the concept behind the passage of control to NATO should rest on the criterion of the action reaching that level of intensity of conflict which requires involvement of the entire alliance military power¹⁰⁷.

Ce mémo souligne donc que les trois puissances occupantes de Berlin (États-Unis, France et l'Angleterre) n'ont pas l'intention de partager leur responsabilité avec l'OTAN en cas de blocus à Berlin et désirent conserver le monopole décisionnel jusqu'à l'intensification du conflit exigeant la participation militaire de toute l'Alliance.

Le transfert de pouvoir de la *Live Oak Organisation* à l'OTAN constituait non seulement un véritable problème pour certains membres de l'OTAN qui voulaient une plus grande consultation sur une ligne politique claire envers l'URSS, mais aussi parce que les analystes politiques pouvaient difficilement prévoir le déroulement de la crise. En fait, il n'y avait pas de bon moment pour faire ce transfert de pouvoir. Un mémo de Norman Robertson, ambassadeur canadien aux États-Unis, reçu le 18 septembre 1962, montre l'intérêt d'établir une meilleure communication entre les deux organisations parce qu'elles ont les mêmes objectifs stratégiques qui est de résoudre la crise de Berlin à l'avantage des pays occidentaux sans le déclenchement de la guerre¹⁰⁸. Norman Robertson note que le Conseil de l'OTAN cherche à obtenir de l'information plus précise au sujet des mesures diplomatiques que les puissances tripartites ont l'intention d'utiliser parallèlement aux plans militaires de la *Live Oak Organisation* :

It appears to us that if the NATO council is to be able to take informed decisions in the political, economic and military field at different stages of a mounting Berlin

¹⁰⁷ *Berlin Contingency planning, Telegramme 2370*, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.1.

¹⁰⁸ *Berlin Contingency planning*, 18 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1.

crisis, it must have more definite info about the diplomatic measures which the tripartite powers intend to take in parallel with the «live oak» plans¹⁰⁹.

Ce problème du transfert de pouvoir relevait principalement du désir des puissances occupantes de garder une forme d'ascendant sur les autres membres de l'Alliance puisque le commandant de la *Live Oak Organisation* est aussi commandant du *SACEUR* (Supreme Allied Command of Europe)¹¹⁰. Situées dans un contexte plus large, on comprend mieux ces tensions entre les deux organisations occidentales. En effet, la situation politique désavantage les pays occidentaux parce qu'elle oblige les membres de l'OTAN à agir les premiers si les voies d'accès sont coupées par la RDA, et les analystes militaires du Conseil atlantique devaient absolument se concerter avec les conseillers de la *Live Oak Organisation*. Pour ces raisons, les membres de l'OTAN devaient à la fois être convainçants et fermes envers l'URSS et représenter la volonté de l'Alliance atlantique de garder ouvert à la circulation le corridor vers Berlin¹¹¹.

Les problèmes de consultation et de transfert de pouvoir de la *Live Oak Organisation* vers l'OTAN ont permis de comprendre, sur la base de mémos de certains ambassadeurs canadiens de l'époque, la position canadienne au sein de cette alliance, les préoccupations pour sa sécurité et indirectement pour sa souveraineté. À la lumière de ce bref portrait, pouvons-nous soutenir que la politique canadienne avec ses partenaires de l'OTAN et l'URSS fut une réussite? Il y a plusieurs éléments qui contribuent au succès de la politique extérieure canadienne durant cette crise. Il semble y avoir une constante augmentation de l'importance de la position et du prestige du Canada, que différents facteurs expliquent, tels que sa position géostratégique et son implication militaire en Europe. De plus, la pression exercée par la délégation canadienne à l'OTAN pour développer un plan politique qui s'allierait aux mesures militaires de l'OTAN souligne l'implication canadienne à l'OTAN non seulement comme acteur symbolique, mais aussi

¹⁰⁹ *Idem.*

¹¹⁰ *Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning*, 18 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1-2.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 1.

comme chef diplomatique des petites puissances; le Canada semble prêt à assumer la direction et l'intensification des consultations entre les pays membres de l'OTAN, et ce, même en temps de crise.

En résumé, la première phase de la crise de Berlin est un conflit où les relations sont complexes entre les pays occidentaux, et où les tensions peuvent être extrêmes entre ces derniers et les pays communistes. Les intérêts divergents entre l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest ont divisé l'Alliance atlantique, augmentant ainsi les tensions à un niveau inégalé¹¹². L'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest ne s'entendent pas sur les contingences qui devraient mener l'OTAN à employer la force militaire contre l'URSS¹¹³. Tout comme l'Angleterre, le Canada adhère à une politique plus prudente concernant l'usage de la force et le désengagement militaire de l'Europe que celle du général de Gaulle, d'Adenauer ou de Kennedy. Ce conflit pose des problèmes de sécurité nationale pour chacune des puissances impliquées en raison de l'existence de l'arme nucléaire, mais surtout à cause des menaces de son utilisation de part et d'autre. Il est important de comprendre ces problèmes de sécurité pour expliquer l'attitude canadienne envers l'URSS et son engagement en Europe.

Le plan de contingences de Berlin, développé au début des années 1960 dans la seconde phase de la crise de Berlin, devait permettre de répondre aux problèmes créés par la crise de Berlin et donner une ligne directrice à l'ensemble des pays occidentaux. Les alliés de l'OTAN devaient développer alors un ensemble de mesures économiques, politiques et militaires dans le but de se doter d'une politique commune pour contrer l'initiative soviétique et garder leur rôle prédominant et leur prestige en Europe centrale.

2.2 Deuxième phase de la crise de Berlin : la planification militaire de l'OTAN 1960-1962

En mai 1960, un sommet américano-soviétique devait prendre place à Paris pour continuer les négociations sur la question de Berlin et la question allemande en général.

¹¹² Rempel, « Canada, Germany and alliance relation ... », p. 87.

¹¹³ *Ibid.*, p. 86.

Toutefois, un incident imprévu modifia la tournure des événements. Le premier mai 1960, un avion-espion américain de reconnaissance U-2 était abattu dans l'espace aérien soviétique et son pilote capturé. Le sommet qui devait avoir lieu fut annulé par les Soviétiques. En effet, pourquoi tenir un sommet si l'attitude générale des pays occidentaux n'a pas changé? Depuis quatre ans, les Américains envoyaient des avions-espions U-2 en haute altitude pour survoler le territoire de l'URSS¹¹⁴. L'utilisation d'un avion-espion dans leur espace aérien constituait un acte de guerre contre l'URSS : elle menaçait les Américains de bombarder les pistes de lancement de ces avions si les vols en haute altitude continuaient sur leur territoire. Ces événements complexifièrent la situation de Berlin. C'est alors que Khrouchtchev, lors d'une conférence internationale communiste en novembre 1960, relance l'idée de modifier le statut d'occupation de Berlin à quatre puissances, c'est le deuxième « ultimatum » de Berlin¹¹⁵. De plus, lors d'un entretien avec le président Kennedy à Vienne en 1961, Khrouchtchev ajoute comme date butoir la fin de l'année pour résoudre le conflit sur la question de Berlin. Loin d'être terminée, la seconde crise de Berlin prend une nouvelle forme. Alors que la seconde phase de cette crise de Berlin débute, les négociations entre la *Live Oak Organisation* et l'Alliance atlantique commencent pour la prise en charge de la crise. Selon la position officielle du gouvernement canadien, le but premier de Khrouchtchev était de déstabiliser l'OTAN et de détruire la solidarité qui existait entre les différents membres de l'Alliance en opposant la politique des puissances européennes aux intérêts des États-Unis¹¹⁶. Mais Diefenbaker et la majorité de son cabinet ne tenaient pas compte, dans cette problématique, de tous les problèmes de sécurité perçus du côté soviétique. Berlin devenait un poste avancé du monde capitaliste qui déséquilibrerait les économies des pays d'Europe de l'Est et qui exerçait de nombreuses missions d'espionnage en URSS, versant même dans la propagande antisoviétique.

Dans la seconde phase de cette crise, les réflexions des pays membres de la *Live Oak Organisation* (États-Unis, France et Angleterre) ont abouti à la préparation d'un plan

¹¹⁴ Nation, *Black Earth...*, p. 235.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 236.

¹¹⁶ *The Berlin problem*, 21 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 2-3.

de contingences, qui sera par la suite transféré à l'OTAN, pour contrer l'intention qu'ils attribuent aux Soviétiques de vouloir fermer l'accès aux routes menant à Berlin-Ouest, même si cela n'a jamais été exprimé clairement par l'URSS. Selon le point de vue américain, le plan contient quatre phases. Dans la première, l'OTAN attend que l'armée soviétique refuse l'accès aux convois de l'Ouest¹¹⁷. Dans un tel cas, la phase deux prévoit le recours à des mesures politiques, notamment la préparation de l'opinion publique occidentale à une intervention à Berlin-Ouest, et à des mesures économiques, par exemple l'embargo sur les pays du Pacte de Varsovie; cette phase durerait 60 jours¹¹⁸. De plus, cette deuxième phase inclut des négociations intensives entre les membres de la *Live Oak Organisation* et l'OTAN pour préparer les forces alliées qui auront pour mission de prendre le contrôle de l'autoroute vers Berlin-Ouest¹¹⁹. La phase trois est constituée d'un catalogue des plans BERCON et MARCON qui sont des plans exclusivement militaires. Le premier est une invasion calculée de l'espace aérien et terrestre menant à Berlin-Ouest, alors que le second est un plan naval où les bateaux de l'ensemble du camp socialiste en dehors des eaux territoriales seraient saisis et fouillés; ce plan mènerait ultimement à un blocus maritime de certaines zones commerciales importantes pour les pays de l'Est¹²⁰. Dans la quatrième et dernière phase, l'OTAN utiliserait l'arme nucléaire¹²¹.

Quant à la politique étrangère canadienne, elle se démarque de l'approche stratégique américaine basée sur l'utilisation de l'arme nucléaire en favorisant une position moins agressive et plus flexible; elle varierait en fonction de la gravité des tensions¹²². Bien que le Canada veuille se distinguer des États-Unis, la préparation des forces canadiennes en Amérique du Nord et en Europe se conforme à la politique américaine pour la préparation des forces de l'ensemble de l'OTAN¹²³. Certains éléments compliquent toutefois

¹¹⁷ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 122.

¹¹⁸ *Idem.*

¹¹⁹ *Idem.*

¹²⁰ *Idem.*

¹²¹ *Idem.*

¹²² *Ibid.*, p. 99-100.

¹²³ *German and publicity themes*, 8 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 1.

l'application de mesures militaires et la préparation des forces alliées. Voici les principales difficultés en cause. En premier lieu, il existe un désaccord des puissances de l'OTAN sur le moment idéal pour l'utilisation des mesures militaires. Deuxièmement, la situation à Berlin est telle que les communistes peuvent forcer les puissances capitalistes à commettre la première action militaire agressive envers l'Union Soviétique, ce qui ferait perdre l'avantage de la légitime défense pour l'Occident. Troisièmement, dans un contexte d'augmentation de l'influence de la politique onusienne, il existe une vision de plus en plus répandue, à savoir celle qui rejette la force comme moyen privilégié pour régler les conflits entre États et qui privilégie le droit international. Quatrièmement, les forces conventionnelles, excluant l'arme nucléaire, favorisent très clairement les Soviétiques en raison du grand nombre de divisions de l'Armée rouge encore mobilisées. En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS a maintenu en Europe de l'Est des effectifs militaires en grand nombre, car elle percevait l'Europe de l'Ouest capitaliste et la présence américaine en Asie du Sud-est comme les principales menaces à la sécurité soviétique et à celle de son allié, la République populaire de Chine. Finalement, malgré toutes ces difficultés, la Grande-Bretagne demeure convaincue que les États-Unis et l'URSS peuvent trouver un arrangement politique, contrairement aux perceptions américaine et allemande¹²⁴. Ainsi, l'OTAN se trouve embourbée dans plusieurs problèmes entre ses propres membres et avec l'URSS.

C'est dans ce contexte trouble que le Canada participe aux préparations militaires pour mettre en place les plans BERCON et MARCON qui sont de véritables plans d'invasion de la RDA pour prendre le contrôle de l'autoroute vers Berlin-Ouest. Pour freiner l'application de la politique étrangère américaine, le Canada utilise la voie diplomatique en invitant les autres membres de l'OTAN à débattre d'enjeux importants tels que le protocole de passation des pouvoirs de la *Live Oak Organisation* à l'OTAN et l'utilisation de l'arme nucléaire : c'est la solution du multilatéralisme, privilégiée par le Canada.

¹²⁴ *Draft Paper on Berlin*, 12 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymond fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 6.

2.2.1 Rôle du Canada et préparation des forces alliées (BERCON/MARCON) : un plan d'invasion

L'implication militaire canadienne en Europe s'inscrit dans une politique de développement de la solidarité entre pays membres de l'alliance. Comme Sean Maloney l'indique, dès octobre 1959, la *Live Oak Organisation* produit un catalogue de plans qui permet aux trois puissances de l'alliance (États-Unis, France, Angleterre) de jouer un rôle de leadership que les autres membres de l'OTAN n'ont pas et leur assure une certaine marge de manœuvre politique pour bien connaître les intentions soviétiques au début de la crise, dans le cas où le trafic routier serait remis à la RDA¹²⁵. Ces plans comprennent un ensemble de convois dont les missions (noms de code *Free style* et *Back Stroke*) sont de tester le degré d'agressivité soviétique, d'envoyer de petits contingents de soldats pour garder ouverte la voie de l'autoroute vers Berlin et quelques escadrons pour conserver les corridors aériens ouverts, et, advenant un blocus de la part des Soviétiques, d'établir un pont aérien sur Berlin-Ouest. Les différents plans préparés par la *Live Oak Organisation* ont progressivement permis la création de plans plus sophistiqués basés sur un armement plus dissuasif. Ceux-ci furent baptisés BERCONs. Ces plans précisaient le nombre et le type d'escortes de transports aériens alliés (plan BERCON alpha 1), le plan pour une bataille aérienne majeure dans le but d'assurer la supériorité aérienne des alliés de l'OTAN (plan BERCON alpha 2) et le plan pour l'usage sélectif de l'arme nucléaire (BERCON Bravo); les autres plans expliquaient l'envoi de divisions pour protéger l'autoroute entre Helmstedt et Berlin¹²⁶. Il faut noter que, dans le plan BERCON Bravo, l'utilisation de l'arme nucléaire posait un important problème pour plusieurs membres de l'OTAN, notamment le Canada. Ces mesures étaient extrêmement agressives comme le confirme le mémo du 6 avril 1962 écrit par le vice-amiral H. S. Rayner de la RCN:

¹²⁵ Maloney, *Berlin Contingency Planning...*, p. 104.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 105.

It is further noted that with the exception of BERCON ALPHA ONE, which provides for fighter escort of flights through the air corridors, all of SACEUR's plans postulate direct military action in major proportions against communist territory, air-space and forces. Such acts would seem, unless taken as measures in retaliation to overt Soviet bloc hostilities, to constitute direct aggression. The risk of escalation attendant on the implementing of any of the measures proposed by SACEUR is assessed as very grave¹²⁷.

Ce plan fut donc soumis à la critique grâce aux pressions du Canada, qui exigeait une meilleure consultation des autres gouvernements alliés sur l'usage de l'arme nucléaire en période de conflit¹²⁸.

De plus, quelques mois avant le règlement de la crise en 1962, le SACLANT (*Supreme Allied Command of Atlantic*) présente un autre plan au comité militaire de l'OTAN. Celui-ci, le plan MARCON (*Marine Contingency plan*), développe une autre dimension des préparatifs militaires, à savoir les grandes lignes des actions possibles pour la marine. De façon générale, ce plan permet de suivre certains navires marchands et des navires de guerre soviétiques dans certaines zones précises, puis de les harceler, de les réquisitionner et finalement de bloquer le passage de certains bateaux soviétiques¹²⁹. Le plan MARCON est un plan extrêmement agressif et la crise de Berlin constitue un prétexte pour le SACLANT de préparer une intervention plus musclée sur l'ensemble du territoire des pays communistes si jamais les Soviétiques bloquent complètement la route vers Berlin. Comment les petites puissances pouvaient-elles intervenir durant cette crise? Comment le Canada a-t-il pu jouer un rôle dynamique lors des négociations pour le transfert des plans d'invasion de la *Live Oak organisation* vers l'ensemble des pays l'OTAN?

Le Canada, en tant que membre de l'OTAN, a exercé une influence importante sur la préparation et la nature de ces deux plans. En effet, un mémo en provenance de P. F.

¹²⁷ *Chairman, Chief of staff, NATO planning for Berlin emergency, NSTS 1640-46, 6 avril 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 2002/17 fichier 168.*

¹²⁸ *Berlin contingency planning, Telegram 2258, 28 septembre 1958, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p. 1-6.*

¹²⁹ *Ibid.*, p. 121.

Peter, directeur du Centre de *Strategic studies*, et destiné à Ignatieff, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, expose bien la politique canadienne envers les Américains en Europe, c'est-à-dire une politique de la négociation pour que les alliés du Canada, en particulier les États-Unis et l'Allemagne lui soient redevables politiquement lors du choix de la solution de la crise :

It is unlikely that Canada's intervention will be decisive one way or the other. However the discussion on Berlin may well have a substantial bearing upon Canada's diplomatic prestige. If there were any likelihood that the Americans would back out of Berlin our national interest might well lie in avoiding any responsibility for the resulting fiasco. Since there is no likelihood whatever of this, our principal national interest lies in making western resolve and determination crystal clear and in placing the USA and west Germany under obligation to us¹³⁰.

S'il y avait intervention canadienne, elle ne devait pas être à n'importe quel prix. Le gouvernement canadien s'impliquait donc pour pouvoir influencer les décisions à prendre concernant Berlin. Cette évaluation confirme la thèse de Roy Rempel et d'Anthony Rempel lorsqu'ils affirment que l'interventionnisme militaire donne des opportunités diplomatiques, et ce, même pour le Canada qui a des effectifs réduits¹³¹. P. F. Peter, l'auteur du mémo, affirme donc que même si l'intervention canadienne ne pèse pas beaucoup dans la balance des événements entre le géant américain et le géant soviétique, il en découle que le Canada doit faire en sorte que les États-Unis et l'Allemagne soient redevables envers le Canada pour son implication tant militaire que politique.

2.2.2 Préparation des forces navales, terrestres et aériennes canadiennes

L'augmentation des tensions politiques et militaires, à la fin de la seconde crise de Berlin, engendre deux problèmes majeurs de défense et de sécurité intérieure pour le

¹³⁰ *Memorendum for chairman chief of staff*, 4 octobre 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 36, p. 2.

¹³¹ Rempel et Rempel, *Counterweights...*, p. 8.

Canada. Le premier problème a trait à l'envoi de soldats canadiens sur le continent européen, en cas de tensions plus graves, qui priverait le Canada des forces navales, terrestres et aériennes nécessaires pour assurer adéquatement la sécurité sur son propre territoire. Le second problème concerne la sécurité civile reliée au danger de l'explosion d'une bombe nucléaire au Canada ou en Europe. Pour contrer cette dernière insécurité, le ministère de la Défense développe un programme de survie nationale¹³².

Dans le cadre de cette menace, le ministère de la Défense canadienne reçoit des recommandations du SACLANT (*Supreme Allied Command of Atlantic*) pour préparer les forces nécessaires en cas d'agression. Ainsi, les membres de l'OTAN conçoivent un protocole d'intervention militaire avec des étapes précises à suivre pour leur préparation en vue d'une agression soviétique. Le gouvernement canadien augmente de 25% le plafond maximum de soldats, passant de 120 000 à 150 000¹³³, ce qui lui permet de participer activement à la construction des forces en Europe et à la défense nord-américaine¹³⁴. Les mesures prises par le Canada pour accélérer la préparation de l'armée pour une intervention en sol étranger peuvent se diviser en deux parties. La première série de mesures détaille la construction des forces de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine royale; au total, 1100 Canadiens auraient été envoyés en Europe en cas d'aggravation de la crise pour renforcer les quatre brigades canadiennes déjà basées en Europe. La seconde série contient surtout des mesures liées à la prévention en sol canadien¹³⁵.

En ce qui concerne les préparatifs de la Royal Canadian Navy (RCN), plusieurs mesures devaient être mises en œuvre pour répondre aux demandes du SACLANT, notamment sur les différents niveaux d'alerte de préparation des bateaux de la RCN. La première de ces mesures consistait à accélérer le programme conjoint avec les Américains

¹³² *Department of national defence : Canadian action to improve its military position*, 13 septembre 1961, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 166, p. 2-3.

¹³³ *Record of Cabinet decision*, 22 août 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35, p.1-4.

¹³⁴ *Berlin situation build-up of forces*, 22 septembre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 36.

¹³⁵ *Berlin; Specific contingency military measures*, 08/14/61 - 09/11/61, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35, p. 1.

pour la détection des avions dotés de missiles nucléaires. La deuxième plus importante mesure est l'augmentation du personnel de la Royal Canadian Navy de 1700 personnes pour rendre la flotte de guerre pleinement opérationnelle¹³⁶. Selon le SACLANT et la Royal Canadian Navy (RCN), vingt-neuf vaisseaux devaient se tenir à un niveau d'alerte élevé au cas où les tensions augmenteraient et que la situation demanderait l'intervention de la marine pour faire pression sur les intérêts économiques soviétiques¹³⁷. Malgré l'évidente agressivité des mesures du SACLANT, certains membres du gouvernement canadien, principalement des militaires, ne s'y opposent pas, car ils estiment que la politique soviétique concernant Berlin est une action unilatérale déséquilibrant l'ordre européen post Deuxième Guerre mondiale et qu'il faut y répondre par des actions pouvant mener à la guerre¹³⁸. En effet, selon la position du gouvernement canadien, Berlin-Ouest doit rester occidentale, et l'Allemagne de l'Est ne doit pas être reconnue officiellement. Sa reconnaissance consoliderait la présence du gouvernement soviétique en RDA, même si la séparation entre Berlin-Ouest et Berlin-Est avait déjà été incluse dans les articles de traités internationaux avant et après la capitulation nazie.

Ainsi, l'engagement canadien dans la guerre froide se concrétise par l'envoi de plusieurs milliers de soldats en Europe. En plus des 12 000 soldats canadiens¹³⁹ des brigades présents et des huit escadrons déjà sur place, pour appuyer l'Allemagne de l'Ouest, le Canada envoie des troupes de l'armée de l'air supplémentaires pour faire la formation de 273 pilotes, des avions de chasse et des consultants de la *Royal Canadian Air Force*¹⁴⁰. Mais cet engagement pose problème. En effet, en raison des recommandations du SACLANT pour augmenter l'engagement du Canada en Europe, le pays manquerait de soldats pour assurer la sécurité interne advenant une attaque nucléaire en sol canadien. Ces

¹³⁶ *RCN contingency measures, NSS 1480-146/16,14*, Août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, série 1, fichier 34, p.1-2.

¹³⁷ *Berlin situation – Build- up of forces : summary of SACLANT Proposals, Telegram CS 2418-1*, 27 septembre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, 73/1223, boîte 3, fichier 36.

¹³⁸ *Berlin political planning, Telegram 1559*, 4 décembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 169, p.1-2.

¹³⁹ Maloney, *Canada and UN...*, p.10.

¹⁴⁰ *Memorandum for the minister : West German-spanish negotiation for military facilities in Spain*, 21 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-4-40 partie 3, p. 2-3.

dangers ne pouvaient pas être écartés ou minimisés par le ministère de la Défense dont le rôle était de protéger l'existence de l'État canadien. À cet effet, un mémo du Vice-maréchal de l'Air M. Hendrick du ministère de la Défense canadienne, datant du 15 septembre 1961, sur la position canadienne à l'OTAN donne des précisions sur les préparatifs de guerre au Canada :

In order to make available a large trained force for national survival purposes it has been decided to train up to 100 000 men during the winter of 1961-62. The program comprise courses of six weeks duration for up to 25 000 trainees on each course [...] When the courses completed Canada will have a sizable reserve of trained manpower essential for carrying out the many tasks required for survival in the event of nuclear attack¹⁴¹.

On voulait lever un véritable corps d'armée en un très court laps de temps, qui devait servir à protéger le territoire canadien et aussi à sauvegarder l'ordre civil en cas d'attaque nucléaire. Le ministère de la Défense canadienne prenait au sérieux la possibilité d'une attaque nucléaire et craignait d'être pris en étau entre les deux géants de la guerre froide. Au plan organisationnel, le gouvernement canadien avait commencé à répartir des quartiers généraux dans chaque province qui maintiendraient l'autorité civile près des plus grandes villes susceptibles d'être des cibles choisies par les Soviétiques¹⁴². La seconde crise de Berlin a eu clairement de l'importance dans l'imaginaire des dirigeants canadiens qui veillaient à la sécurité nationale face au danger nucléaire.

Ainsi, en s'impliquant militairement dans cette crise, le gouvernement canadien s'appuie sur de nouvelles mesures pour assurer la sécurité civile canadienne. Le ministère de la Défense nationale fait ses recommandations pour engager de nouvelles recrues dans la marine et l'aviation¹⁴³. Toutefois, malgré les voix qui s'élèvent contre les mesures agressives des plans BERCON et MARCON, notamment celle du vice amiral H. S. Rayner

¹⁴¹ *Department of national defence : Canadian action to improve its military position*, 13 septembre 1961, DGHIST, Joint staff fonds, numéro 2002/17, fichier 166, p.2-3.

¹⁴² *Idem*.

¹⁴³ *Memorandum to: Chief of naval staff: complement – Royal Canadian Navy, memorandum NSS 4100-16*, 28 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35.

ou même de l'ambassadeur canadien en Allemagne, Escot Reid et du ministre des Affaires étrangères, Howard Green, le Canada poursuit une politique semblable à celle des Américains, tout en critiquant la politique de l'OTAN au Conseil atlantique et tout en suivant les mesures du SACEUR. La participation canadienne au plan des contingences peut être vue comme un moyen d'augmenter son prestige pour lui permettre d'utiliser son droit de parole dans une alliance clairement dominée par les États-Unis. Pour contrer l'influence prépondérante des États-Unis, le Canada devait se doter, d'une part, d'une réserve de troupes suffisantes pour subvenir aux impératifs de défense intérieure et, d'autre part, d'une politique nucléaire qui lui permettait d'être considéré comme un partenaire à égalité avec les autres pays alliés. Un examen de la politique nucléaire de Diefenbaker s'impose pour bien comprendre la position canadienne sur l'arme nucléaire à l'OTAN.

2.2.3 Politique nucléaire de Diefenbaker

Le développement de la politique nucléaire canadienne est influencé simultanément par le dénouement de la seconde crise de Berlin et par le déclenchement de la crise de Cuba. Alors que plusieurs accords sur l'armement nucléaire au Canada entre le gouvernement fédéral et les États-Unis sont en voie d'être signés, la crise de Cuba en 1962 détériore les relations entre les gouvernements canadien et américain en raison des initiatives américaines à la baie des Cochons et de l'embargo imposé à Cuba, et cela, sans consultation du Canada. Les Américains sentent l'urgence de se protéger de la menace soviétique sur l'île de Cuba. Depuis le renversement du régime de Batista par Fidel Castro en 1959, le cabinet du gouvernement canadien entreprend des pourparlers avec les Américains pour faire l'acquisition de bombes nucléaires¹⁴⁴. De plus, les négociations au Conseil atlantique sur la question de l'utilisation de l'arme nucléaire lors des tensions engendrées par la seconde crise de Berlin font partie des débats les plus importants auxquels le Canada a participé à l'OTAN. Le commandement de l'Amérique du Nord de l'OTAN, le SACLANT, exerce des pressions sur Diefenbaker pour que l'Armée de l'air

¹⁴⁴ McMahan, *Essence of indecision...*, p. 52.

canadienne (Royal Canadian Air Force) en Europe arme ses avions avec des ogives nucléaires :

Norstad showed Hellyer maps and battle plans that included Canadian forces, telling him that while Canadian forces formed a major component of his battle plans, those forces were unreliable without nuclear warheads. The ambassador explained that NATO Council was losing patience with the Canadian government and had even talked about passing a resolution expressing its concern, though alliance officials had been persuaded to postpone the motion for the time being¹⁴⁵.

Pour Paul Hellyer, critique de l'opposition au parti libéral en matière de défense, la politique nucléaire du gouvernement canadien ne devait pas dépendre de la politique intérieure ni même de sa Stratégie de défense, mais elle devait surtout honorer ses obligations internationales¹⁴⁶.

En pleine crise internationale, le premier ministre canadien concentre son attention sur la politique nationale. Pour Diefenbaker, toute la question nucléaire était plus un problème de politique nationale¹⁴⁷. Dans un ouvrage récent, *The essence of the indecision*, Patricia McMahon explique que le premier ministre canadien est convaincu de la nécessité de se doter de l'arme nucléaire, mais doit convaincre son électorat et ses fonctionnaires du bureau des Affaires étrangères du bien-fondé de sa position. Il tergiverse entre l'acquisition de l'arme et les problèmes que celle-ci peut occasionner auprès de l'électorat canadien. En effet, la population canadienne est partagée : 46% des gens interrogés sont pour, 20% sont contre et 34% sont indécis quant à l'acquisition de l'arme nucléaire¹⁴⁸. Le débat sur cette question est médiatisé et fait l'objet de pressions de la part de plusieurs groupes antinucléaires. De plus, le chef de l'opposition, Lester B. Pearson, dont l'autorité morale est bien établie depuis la gestion de la crise de Suez, exaspère le premier ministre canadien en dénonçant son attitude belliqueuse sur la place publique¹⁴⁹. Par ailleurs, le ministre de la

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.156.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 157.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.175.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 94.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 162-163.

Défense George Pearks et Diefenbaker s'opposent directement à la position de son ministre des Affaires étrangères Howard Green, et de ses fonctionnaires, dont l'ambassadeur canadien à Washington, Norman Robertson, qui appuient le désarmement¹⁵⁰.

Howard Green and Norman Robertson, Green's Deputy Minister of External Affairs, strongly opposed acquiring nuclear weapons. With the assistance of George Ignatieff, Diefenbaker's special advisor on nuclear issues, the «trio» sought to delay the acquisition process, and to advise Diefenbaker against acquiring the nuclear weapons. Although the growing peace movement, and the public's increasing anti-americanism also pushed the Prime minister to rethink the nuclear issue, there is no doubt that these three tried to delay, if not reverse the prime Minister's stated policy.

In other words, the underlying attitudes and beliefs of individual policy-makers significantly influence defence policy-making. Mounting evidence indicates that the government's rejection of nuclear weapon stemmed from new ways of thinking about everything from the nature of the threat to the suitability of nuclear deterrence strategy. This was a new way of thinking and arguing first espoused by Howard Green, Norman Robertson, George Ignatieff, and eventually John Diefenbaker¹⁵¹.

Green, Robertson et Ignatieff présentaient une nouvelle approche par rapport à la dissuasion nucléaire, et avaient une perception avant-gardiste de la menace soviétique qui a influencé la politique étrangère canadienne. Malgré la pression du ministère des Affaires extérieures, Diefenbaker prendra la position suivante : il n'accorde aucun contrôle aux Américains sur les armes nucléaires en sol canadien¹⁵². À ce titre, Erika Simpson rappelle le sentiment anti-américain et la tendance nationaliste anglophone dans l'opinion publique du Canada à se dissocier de l'esprit belliqueux américain et de leur tentative de contrôle trop d'aspects de la politique canadienne, tels l'utilisation de l'arme nucléaire impliquant des chasseurs canadiens, la campagne électorale de 1962 et le débat sur le pipeline entre l'Alaska et les États-Unis. En somme, les interventions américaines dans toutes les sphères de la politique canadienne sont nombreuses et furent suffisantes lors des années cinquante

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 91.

¹⁵¹ Simpson, Erika. « New ways of thinking about nuclear weapons and Canada's defence policy », *Diefenbaker's Legacy*. Regina, D.C. Story and R. Bruce Shepard, Canadian Plains Research Centre, 1998, p.6.

¹⁵² McMahon, *Essence of indecision...*, p.74.

pour forcer le développement d'un nationalisme canadien dont Diefenbaker tentait maladroitement de se faire le promoteur et le porte-parole. C'est dans ce contexte de tensions que prend forme la politique nucléaire canadienne, divisée entre un Lester B. Pearson qui, souvent associé aux groupes antinucléaires, prône en secret un contrôle de l'OTAN sur l'armement nucléaire en sol canadien et le désir du premier ministre Diefenbaker de ne pas diminuer la souveraineté du Canada. La suite des événements donnera raison au chef libéral; en effet, en 1963, alors que la crise de Berlin se termine, le parti libéral, dirigé par Lester B. Pearson, introduit des armes nucléaires au Canada¹⁵³. Les fonctionnaires canadiens ont eu une influence importante dans le développement de la politique nucléaire canadienne et à l'OTAN concernant l'utilisation de l'arme nucléaire contre l'URSS.

Selon la politique officielle du gouvernement canadien à l'OTAN, il est impensable de faire usage de l'arme nucléaire¹⁵⁴. En effet, on calcule qu'une attaque nucléaire en Europe de l'Est ou même directement sur l'URSS provoquerait sans hésitation une riposte nucléaire de la part des Soviétiques. Or, durant les négociations pour les plans BERCON et MARCON au Conseil atlantique, il est question d'y inclure l'utilisation de l'arme nucléaire. Les Canadiens ont peur de faire usage de cette arme parce qu'ils ne connaissent pas la réaction de l'URSS qui pourrait l'utiliser à son tour de façon beaucoup plus destructrice¹⁵⁵. L'usage de l'arme nucléaire sur des zones non habitées pourrait ne pas convaincre l'URSS de la volonté occidentale de faire respecter ses droits à Berlin. À l'inverse, son utilisation sur une cible militaire d'importance pourrait mener à des représailles beaucoup plus fortes qui auraient touché des zones occidentales habitées. George Pavlovich Ignatieff, dans son mémo du 9 octobre 1962, exprime au Conseil atlantique les inquiétudes canadiennes concernant l'utilisation de l'arme atomique:

¹⁵³ Ibid, p. xi.

¹⁵⁴ *Joint staff memorandum: Berlin contingency planning, Telegram 2464, 24 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1-4.*

¹⁵⁵ *Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2466, 22 octobre 1962.DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1-2.*

What we are considering here is the possibility of a first use of nuclear weapons by the alliance not in response to a massif conventional attack or in response to the first use by the other side, but in the context of a catalogue of propping preparations supposedly related directly to the problem of restoring access to Berlin. In this context use of nuclear weapons against a significant soviet military target would seem to us to be quite clearly an act of war virtually guaranteeing a nuclear response¹⁵⁶.

L'OTAN considère donc l'utilisation de l'arme nucléaire contre l'URSS non pas en réponse à une agression des forces conventionnelles soviétiques, mais dans le contexte de la préparation de plans militaires pour faire valoir les droits occidentaux à Berlin. Le Canada, avec l'appui de pays alliés (Italie, Pays-Bas, Turquie et Belgique) critique la décision unilatérale de la *Live Oak Organisation* d'inclure l'arme nucléaire dans les plans BERCONs et d'exclure l'OTAN de sa gestion. Aux réunions du Conseil atlantique, le Canada, en tant que représentant des petites puissances, demande des clarifications quant au contexte de son utilisation¹⁵⁷. On retient principalement des réunions du Conseil atlantique sur la préparation des plans militaires et leur application, la soumission presque totale des pays alliés à la politique américaine et la crédulité des Canadiens qui tentent de remettre en question l'autorité américaine sur cette question. Cette soumission pourrait s'expliquer par la peur constante des dirigeants ouest-européens et canadiens à devoir faire face à l'URSS sans l'aide américaine et par le fait que la République fédérale allemande qui a une *Ostpolitik* agressive envers la RDA et l'URSS encourage l'ensemble de l'Europe de l'Ouest à adopter une politique aussi agressive. De plus, l'élite diplomatique canadienne tente de s'attribuer un rôle de médiateur qui consiste à diminuer les tensions de toute part et à garder le plus possible son indépendance. Par exemple, les interventions des diplomates canadiens lors des réunions du Conseil atlantique avaient pour objectif de modifier les plans BERCON et MARCON en « canadianisant » les mesures trop agressives de la *Live Oak organisation* pour ensuite les accepter. C'est ainsi que peut s'illustrer le paradoxe de la politique canadienne, proche de celle des Américains, tout en désirant donner un caractère

¹⁵⁶ *Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2307, 5 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168.*

¹⁵⁷ Maloney, « *Berlin Contingency planning...* », p. 112.

minimalement distinct à sa politique étrangère canadienne. En somme, l'ensemble des décisions prises par le gouvernement canadien et les plans préparés tant par ses diplomates à l'OTAN que par ses dirigeants politiques pour assurer la survie de l'État canadien s'inséraient globalement dans une politique d'indépendance à l'égard des États-Unis et reposait sur une certaine dépendance à l'égard de l'armement américain.

Lors de ces préparatifs de guerre, les alliés travaillent sur des mesures politiques et économiques qui s'insèrent dans la phase 2 du plan de contingences de Berlin (*Berlin Contingency planning*) et qui peuvent être utilisées comme moyen de pression sur l'URSS avant le recours ultime de la force et à l'arme nucléaire. Si l'implication militaire du Canada est symbolique, son influence politique lors des discussions au Conseil de l'OTAN devient réelle lorsqu'il s'agit d'influencer la planification des contingences de Berlin.

2.3 Planification de mesures politiques et économiques contre l'URSS

Avant la seconde crise de Berlin, la doctrine de défense américaine envers les Soviétiques était très agressive pouvant aller jusqu'à l'utilisation de l'arme nucléaire dans un conflit armé potentiel, et laissant peu de marge de manœuvre tant aux pays alliés qu'à l'URSS. Dans cette doctrine américaine, la bombe nucléaire est considérée comme n'importe quel autre type d'armement. Parallèlement aux préparatifs militaires, les alliés élaborent un plan politique, connu sous le nom de Plan politique de contingences à Berlin. Ce plan se situe dans la phase deux du plan de contingences de Berlin et se caractérise par l'usage de leviers politiques et économiques permettant de faire pression sur l'URSS.

2.3.1 Stratégie du multilatéralisme canadien: développement du Plan politique de contingences allié

Pour éviter une escalade du conflit et le contrôle soviétique sur tout Berlin, le gouvernement canadien, en lien avec le plan politique de Berlin élaboré par l'OTAN, peut utiliser un levier politique pour résoudre la crise. Ce levier politique est basé sur le

multilatéralisme caractérisé par la préparation aux négociations interalliées sur la question allemande et le désir de mettre en place un système de négociation (*un modus vivendi*) avec l'URSS sur ce problème¹⁵⁸. La position soutenant les négociations avec l'URSS, le renforcement de la solidarité de l'Alliance et l'engagement militaire reflète-elle une politique claire de la part du gouvernement canadien? On constate que des divisions ont existé entre le gouvernement Diefenbaker, le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères, mais vers la fin du conflit, le ministère de la Défense a intériorisé une partie du discours de certains haut-fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères en utilisant des expressions telles « augmenter la cohésion », « consolider l'Alliance », « éviter les divisions » et « solutionner la crise grâce à l'ONU ». Dans un mémo du ministère de la Défense du Canada adressé au chef de l'État-major le 21 juillet 1961, les états-majors canadiens affirment :

Canada's position should be that the West must be willing to negotiate and must display its willingness. Negotiations must be postponed until after the West German election. However, they should begin or be about to begin before the end of the year in order to relieve Mr. Khrushchev of his deadline.[...]
It follows that the prime aim of Canadian policy must be to maintain Western solidarity, both with respect to the commencement of negotiations and the course of negotiations¹⁵⁹.

À cet effet, l'État-major canadien suggère de poursuivre la voie de la négociation avec l'URSS pour éviter les actions unilatérales de certains membres de l'OTAN, et par conséquent, les divisions au sein de l'Alliance¹⁶⁰. Conformément à cette vision, un autre mémo écrit par Norman Robertson, approuvé par le premier ministre et envoyé à l'ambassade du Canada à Bonn expliquait :

CDN [Canadian] GOVT [gouvernement] believes that West should maintain a flexible negotiating position. Any final solution bound to contain elements

¹⁵⁸ *Department of national Defense, Joint Staff, The Berlin problem*, 21 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymond fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.1-2.

¹⁵⁹ *Idem.*

¹⁶⁰ *Idem.*

distasteful to NATO members, particularly federal Republic of Germany, as well as features unpalatable to USSR. [...] It appears to be general Canadian view that West should be ready to move away from traditional stand such as those which maintain that western position in Berlin should continue to be based upon right of conquest or that question of Germany's borders must await reunification. (...) One such avenue [pour résoudre la crise] is UN arrangements for the whole of the city or failing that, for West Berlin alone. It would of course, be difficult to persuade USSR agree to any international covering East as well as West Berlin. However, there is value in putting forward a plan for the whole of the city as a negotiation position¹⁶¹.

D'une part, ce mémo montre l'influence du ministère des Affaires étrangères, plus particulièrement dans ce cas-ci du sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Norman Robertson, sur l'attitude de Diefenbaker vis-à-vis l'URSS. D'autre part, il démontre clairement la politique du Canada à savoir l'utilisation de l'ONU pour régler le conflit de Berlin à l'instar de l'OTAN parce que l'Alliance atlantique est hostile au pacte de Varsovie.

En effet, même si la priorité est accordée à l'OTAN pour sa sécurité, la politique internationale canadienne de l'époque est centrée sur les Nations Unies pour maintenir une forme de consensus international¹⁶². Le Canada tente de sortir de ces tensions internationales avec le minimum de confrontations tout en établissant des liens avec des pays du camp socialiste. Robert Ford, l'ambassadeur du Canada à Belgrade le rappelle en 1958 :

Ford recognized that Canada shared some interests with Yugoslavia in seeking middle positions on major international issues. He found that the Yugoslavs were anxious to maintain contact with us on United Nations questions [...]. He asserted the need for an intelligent political response to the Soviet diplomatic offensive undertaken by Khrushchev¹⁶³.

La conséquence logique pour sortir de cette crise avec le moins de perte de crédibilité pour le Canada demeure l'action multilatérale et la réponse politique à l'URSS privilégiées par

¹⁶¹ *Germany and Berlin, Telegram S437*, 11 octobre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymond fonds, 73/1223, boîte 3, fichier 36, p.2-3.

¹⁶² Charles A. Ruud. *The constant diplomat : Robert Ford in Moscow*. Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, p. 42.

¹⁶³ *Idem*.

les hauts-fonctionnaires canadiens. En analysant l'attitude et les actions du ministère des Affaires étrangères sous le gouvernement de Diefenbaker, on se rend compte que la diplomatie canadienne n'a pas le réflexe de l'intervention multilatérale telle qu'elle le développera sous Lester B. Pearson. Le diplomate Robert Ford avait prévu dès le mandat de Diefenbaker, qu'il y aurait des opportunités pour le Canada s'il exploitait les divisions qu'amenait la seconde crise de Berlin et certains mouvements d'indépendance parmi les pays satellites pour influencer la politique de Moscou¹⁶⁴. La Yougoslavie, avec laquelle le Canada conservait de très bonnes relations, constitue un bon exemple de l'évolution d'un régime communiste qui pourrait se transformer en un système qui respecte les valeurs de l'individu. Ainsi, le multilatéralisme sous toutes ces formes peut permettre au Canada d'augmenter son influence.

Pour maintenir une politique étrangère influente, l'Alliance, selon le secrétaire d'État américain Dean Rusk, devait adopter des mesures politiques qui serviraient à contrebalancer les pressions soviétiques pour démilitariser Berlin-Ouest¹⁶⁵. Durant les derniers mois de la crise et jusqu'en 1962, les diplomates canadiens, tout en privilégiant la voie multilatérale dans les institutions internationales, contribuent à ce projet de construction d'un levier politique en s'alignant sur une partie de la politique de la *Live Oak Organisation* en acceptant les plans BERCONs. Pour développer leur plan d'action politique, les membres de l'OTAN envisageaient toutes les avenues, incluant un pont aérien, une campagne de propagande à grande échelle¹⁶⁶ et l'élaboration de mesures économiques pour faire pression sur l'URSS. Celles-ci sont des exemples parmi tant d'autres des actions politiques accessibles que les gouvernements canadien et américain peuvent appliquer contre l'URSS; les actions envisagées illustrent bien l'incompréhension occidentale des requêtes soviétiques face à Berlin-Ouest ou expriment la peur de la menace communiste.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 43.

¹⁶⁵ *German and Berlin-publicity themes*, 8 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymond fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.1.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.1-5.

2.3.2 Sanctions économiques contre l'URSS

Durant cette seconde crise de Berlin, la dépendance de Berlin-Ouest envers les pays occidentaux constitue un des problèmes importants pour les puissances occupantes de Berlin. En effet, tout le trafic routier par rail et le ravitaillement en eau seraient bloqués par les Soviétiques¹⁶⁷. Malgré ces contraintes, pour parvenir à rouvrir l'accès vers Berlin, les premières mesures prévues comme moyen de pression sur l'URSS sont des leviers économiques modérés. Cette pression économique peut être efficace, entre autres raisons, parce que l'Allemagne de l'Est est dépendante de l'Allemagne de l'Ouest pour certains produits spécialisés tels que l'acier, le charbon et certains produits manufacturés. De plus, à la fin de 1960, la RFA menace la RDA de bloquer le commerce interzonal (entre les anciennes zones d'occupation française, anglaise et américaine de l'Allemagne de l'Ouest, la RDA et les autres pays communistes) à cause du harcèlement que des unités est-allemandes exercent sur certains convois occidentaux. Finalement, en raison de la puissance économique de l'Allemagne de l'Ouest, les négociations seront favorables aux Allemands de l'Ouest. En effet, les membres de l'OTAN avaient créé un *modus vivendi* concernant le commerce qui donnait un cadre aux négociations permettant de déséquilibrer le commerce européen de l'Est. Les Soviétiques devaient résoudre des problèmes économiques aggravés par les mesures prises par l'Allemagne de l'Ouest et les Américains. Les alliés prévoyaient aussi des mesures économiques, telles que le blocage du commerce interzonal¹⁶⁸, l'arrêt de la vente de certains produits autorisés ou même un embargo économique contre la RDA.

L'application d'un embargo complet contre les pays communistes, comme moyen de pression, aurait été presque impossible à légitimer auprès des puissances neutres au plan du droit international. Aussi, les mesures économiques radicales auraient constitué une source de tension entre les pays alliés, ce qui n'aurait pas permis l'ouverture de l'accès à

¹⁶⁷ *Draft Paper The problem of Berlin*, 12 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.4.

¹⁶⁸ Le commerce interzonal est la balance des exportations et importations entre les différentes zones d'occupation de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest.

Berlin. Or, l'URSS s'avère un excellent client du Canada et les politiciens canadiens pensaient que le développement du commerce avec les Soviétiques permettrait de détruire le communisme petit à petit¹⁶⁹. Le Canada se fait discret sur ces mesures économiques à adopter et prend ses distances par rapport à la position américaine. En effet, l'URSS est un partenaire économique fiable et on ne veut pas adopter une politique d'éclat sur cette question. Dans son mémo du 12 octobre 1961 adressé au chef d'État-major canadien, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, George P. Ignatieff, montre que l'option des mesures économiques n'est pas celle qu'il favorise :

Finally, your paragraphe 3 mentions economic countermeasures. In a formal sense, this question is separate from approval of BERCON/MARCON plans. The Three have now made clear that economic countermeasures would belong largely to phase II of a crisis. Thus it would be theoretically possible to approve them without necessarily accepting further decisions on economic countermeasures. [...] If we take initiative to raise this question, the result will be immediate pressure on CDA [Canada], since CDA has the most reserve position on the whole question of economic countermeasures¹⁷⁰.

Ces mesures économiques étaient loin d'être une des solutions privilégiées par le gouvernement canadien; malgré les pressions américaines, les fonctionnaires négociaient des ententes économiques avec l'URSS, et ce, depuis 1959¹⁷¹. Certains mémos de la division européenne du gouvernement canadien expédiés à l'attention du ministre des Affaires étrangères décrivaient les bienfaits des échanges russo-canadiens tant au plan économique, culturel, scientifique et technologique. Toutefois, ces mémos allaient à l'encontre de la politique de Diefenbaker, qui était bien plus acerbe dans ses propos contre le gouvernement de l'URSS que les fonctionnaires et les diplomates travaillant sur le terrain¹⁷².

¹⁶⁹ Bothwell, *Alliance...*, p. 155.

¹⁷⁰ *Joint staff memorandum : Berlin contingency planning*, 11 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.3.

¹⁷¹ *Memorandum for the minister : East-West relations*, 11 février 1959, Library and Archives Canada, RG 25, volume 6072, dossier 50341 , partie 5.1 , p. 4.

¹⁷² *Ibid.*, p. 5.

Les mesures économiques devaient être appliquées conjointement avec la pression diplomatique et l'intervention militaire. Il devient clair que les mesures économiques, en plus de ne pas être la meilleure option pour le gouvernement canadien, n'étaient pas suffisantes à elles seules. Il fallait passer d'une politique d'affrontement économique à une approche par la négociation.

Conclusion

Le discours de Khrouchtchev du 10 novembre 1958 adressé aux puissances occidentales et le second « ultimatum » de 1961 sur la démilitarisation de Berlin visent à redonner à l'URSS un regain de vitalité politique contre l'Occident. En effet, dans son discours de 1958, Khrouchtchev somme les puissances occidentales d'amorcer les négociations pour démilitariser Berlin; sinon, l'URSS signera un traité de paix avec l'Allemagne de l'Est six mois plus tard si celles-ci en sont toujours au point mort. Pour coordonner leurs réponses, les puissances tripartites (France, Angleterre, États-Unis) créent une organisation spéciale pour régler tous les problèmes liés de près ou de loin à la seconde crise de Berlin. La *Live Oak Organisation* est créée pour sonder les intentions soviétiques concernant Berlin d'une part et, d'autre part, permettre à l'OTAN de préparer une intervention politique et militaire ciblée. Son objectif est de préparer un plan au nom des puissances occupantes.

Les archives du ministère des Affaires étrangères canadiennes contiennent des informations selon lesquelles la politique du gouvernement canadien quant à ses alliés est contradictoire. Le gouvernement fédéral élabore un ensemble de mesures qui tendent difficilement à ménager à la fois les Soviétiques et les Américains dans le but d'aboutir à un règlement de la crise. D'une part, pour ménager les États-Unis, on envisage que l'armée canadienne irait jusqu'à réarmer ses chasseurs postés en Europe avec des armes nucléaires, alors qu'elle était contre leur utilisation envers les Soviétiques¹⁷³. D'autre part, pour tempérer la Russie, le Canada critique certains protocoles du fonctionnement de l'OTAN et proteste contre l'utilisation de l'arme nucléaire; son opinion sera prise en considération par

¹⁷³ Rempel, « Canada, Germany and alliance... », p. 99.

certaines alliés, notamment la Belgique, la Turquie, les Pays-Bas et l'Italie¹⁷⁴. De plus, il exerce des pressions pour qu'un plan de contingences politique accompagne les opérations militaires qui progressivement augmenteront en intensité évitant ainsi les actions extrêmes. Selon les archives consultées du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense datant de 1958-1962, le Canada demande des clarifications auprès des puissances tripartites quant à l'utilisation de l'arme nucléaire et au transfert des pouvoirs de la *Live Oak Organisation* aux pays membres de l'OTAN. Il va sans dire que les critiques de la délégation canadienne à l'OTAN influencent positivement le fonctionnement de l'Alliance; les États-Unis et l'Allemagne sont redevables au Canada pour son intervention politique et militaire durant cette crise. Son engagement, lors des événements de cette seconde crise de Berlin, vise comme petite puissance, des objectifs bien précis et différents des autres pays membres de l'OTAN et repose sur un programme qui, bien que s'alignant en partie sur la position officielle des autres membres de l'OTAN et en particulier des États-Unis, a ses propres stratégies. Il s'agit pour le Canada de s'impliquer au maximum dans les prises de décision politique et militaire, d'envoyer des troupes en Allemagne pour diminuer l'agressivité américaine concernant l'utilisation de la bombe nucléaire, tout en gardant une partie de sa liberté de commerce avec la Chine, l'URSS et Cuba. Le terrain politique demeure pour le Canada le moyen le plus sûr pour sauvegarder son indépendance, son image et sa crédibilité dans le monde.

La présence canadienne sur la scène internationale lors de la seconde crise de Berlin permet au Canada d'exercer une influence au sein des pays membres de l'OTAN et d'imposer dans une certaine mesure le respect au sein de l'Alliance en tant que représentant des petites puissances. Sa stratégie du multilatéralisme permet à l'ensemble des petites puissances de garder un minimum d'influence dans une période de haute tension et de forte polarisation entre l'URSS et les États-Unis. Ainsi, le Canada cherche à diminuer les tensions générées par la guerre froide, grâce au travail de ses fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, dont Norman Robertson, Howard Green, Escot Reid et George

¹⁷⁴ Maloney, « Berlin Contingency Planning... », p.112.

Pavlovitch Ignatieff¹⁷⁵. La politique étrangère canadienne envers l'OTAN et l'URSS, distincte de celle de certains alliés, repose principalement sur la négociation et la coopération avec les autres pays membres de l'Alliance ainsi qu'avec le camp socialiste.

Le gouvernement canadien, les militaires et les diplomates tirent plusieurs leçons de la crise de Berlin. La première est qu'il ne faut pas aller vers les extrêmes trop rapidement, comme les États-Unis le désiraient au départ. Deuxièmement, il faut prendre du recul et concevoir des plans politiques et militaires flexibles envers l'adversaire¹⁷⁶. En ce sens, Sean Maloney voyait juste en affirmant que les crises de Berlin et de Cuba inciteraient certains pays alliés à développer le concept de réponses stratégiques flexibles pour contrer la menace nucléaire de part et d'autre¹⁷⁷.

Plongé dans le conflit de la guerre froide lors de la seconde crise de Berlin, le gouvernement fédéral met en œuvre tout un appareil diplomatique pour appliquer la politique qu'il croit juste; mais cela se fait sans vraiment comprendre la perspective soviétique. Ses analyses, influencées par les Américains, ignorent plusieurs aspects de l'histoire soviétique qui sont déterminants pour expliquer le comportement de Khrouchtchev et de son gouvernement. Pour pallier ces difficultés historiographique et méthodologique, le chapitre trois se concentre sur l'analyse de la position soviétique envers les Occidentaux lors de la seconde crise de Berlin.

¹⁷⁵ Simpson, « New ways of thinking... », p.6.

¹⁷⁶ *Télégramme 3443 East-West negotiations*, 26 novembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 169, p. 1-5.

¹⁷⁷ Maloney, « Berlin Contingency Planning... », p. 99.

Chapitre 3

Politique soviétique de la seconde crise de Berlin

La comparaison de la politique canadienne avec la politique soviétique lors de la seconde crise de Berlin permet d'établir que le gouvernement canadien percevait l'URSS comme l'instigateur des problèmes de la guerre froide. Nous allons montrer que cette vision ne reflète pas la réalité. À cet effet, ce chapitre analyse la politique soviétique de la seconde crise de Berlin à partir des archives du camp socialiste; cette lecture des archives permet de confirmer l'agressivité de la politique de l'OTAN envers l'URSS. Cette démarche est nécessaire principalement pour comprendre la volonté soviétique de négocier avec l'Occident, fait qui est souvent évacué du récit occidental de cette crise. Ce chapitre est divisé en deux sections, la première est une revue de l'historiographie dont les auteurs ont cherché à comprendre la politique de l'URSS et le rôle des acteurs communistes lors de la seconde crise de Berlin en se basant sur des sources soviétiques, alors que la seconde section porte sur l'analyse de la politique étrangère soviétique de 1953 à 1962, centrée sur le problème de la réunification allemande et de la sécurité du camp socialiste. Élargir le cadre temporel de la crise, habituellement étudiée de 1958 à 1961, permet de mettre en lumière de nouveaux facteurs qui ont été déterminants dans les relations Est-Ouest, notamment l'offensive diplomatique pour la paix prônée par le gouvernement soviétique en 1953.

3.1 Historiographie basée sur des sources soviétiques

La crise de Berlin a longtemps été vue comme une action politique agressive de la part de l'Union soviétique et, encore aujourd'hui, les vieux fantômes de la guerre froide demeurent pour faire place à une vision purement occidentale de cette période de tension. Afin d'éviter, dans la mesure du possible, la politisation de notre recherche à cause d'évènements récents, tels que le conflit géorgien et les tensions entre l'OTAN et la Russie, il semble important de pouvoir aborder la politique étrangère de l'URSS et sa perception de la politique occidentale durant la seconde crise de Berlin dans le cadre général de la guerre

froide entre les blocs de l'Ouest et de l'Est. Une revue de l'historiographie de cette crise, vue par les analystes et historiens occidentaux, laisse en suspens plusieurs questions concernant les intentions du gouvernement soviétique lors de ces tensions internationales. Les Occidentaux perçoivent depuis longtemps les motifs et les actions de Khrouchtchev comme agressifs. Ils sont influencés par le fait que Khrouchtchev utilise la vulnérabilité de Berlin-Ouest pour faire pression sur l'OTAN, les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest pour obtenir des concessions sur le statut de Berlin et de l'Allemagne. Ainsi, le thème de la sécurité idéologique et militaire prend une importance et une signification concrètes pour les pays occidentaux. Or, depuis sa création en 1917, l'URSS fait face à une menace constante et doit se battre pour survivre contre l'attaque de l'Armée blanche soutenue par des pays de l'Europe de l'Ouest qui appuient la chute de la Russie soviétique. Ainsi, la période 1917 à 1922 est considérée comme le début de la guerre froide en raison de l'intervention des Européens et des Américains contre les Bolchéviks¹⁷⁸. De plus, en 1941, lors du déclenchement de l'opération *Barbarossa*, l'URSS a fait face à une croisade paneuropéenne anticommuniste avec la montée des États fascistes.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS affronte plusieurs problèmes économiques, politiques et stratégiques. Ceux-ci seront expliqués dans la revue d'historiographie dont les auteurs se sont basés sur des archives soviétiques, polonaises, et est-allemandes pour comprendre la perspective soviétique de la crise de Berlin. Les thèmes abordés pour traiter de la politique soviétique envers Berlin-Ouest seront les suivants : la nucléarisation de la *Bundeswehr*, les pressions du camp socialiste pour la construction du mur de Berlin, les problèmes de la signature du traité de paix avec la RDA et les relations sino-soviétiques.

¹⁷⁸ Nation, *Black Earth...*, p. 26 ; E. Donald Davis et Eugene P. Trani. *The first Cold war : The legacy of Woodrow Wilson in U.S-Soviet relations*. Columbia, University of Missouri Press, 2002, p. 175-206.

3.1.1 Nucléarisation de la Bundeswehr

La question nucléaire et la sécurité nationale constituent un enjeu important pour la compréhension des rapports entre le Canada et l'URSS au moment de la deuxième crise de Berlin. Staline avait réussi à maintenir la puissance soviétique en Europe, mais des tensions idéologiques se sont développées avec le camp occidental lors de l'arrêt de l'aide américaine à l'URSS pour sa reconstruction. Il faut comprendre que l'Union soviétique est seule pour subvenir à ses besoins économiques et de sécurité. En 1953, Khrouchtchev prend le pouvoir et donne l'image d'un chef plus conciliant et moins antagoniste que son prédécesseur envers les puissances de l'Ouest. L'image que projette Khrouchtchev laisse croire aux Occidentaux à une reprise du dialogue et à une diminution des tensions avec l'Occident. Cependant, malgré le fait que le désir de dialogue fasse partie de la politique soviétique, une question demeure : pourquoi Khrouchtchev adresse-t-il à l'Occident un « ultimatum » le 27 novembre 1958? Plusieurs hypothèses peuvent être examinées, notamment celles élaborées par certains auteurs comme Craig Nation¹⁷⁹, Vladislav Zubok¹⁸⁰ et Hope M. Harrison¹⁸¹. Ils avancent, tout comme Adam Ulam, Jack Shick et Marc Trachtenberg, que les frustrations soviétiques dans le dossier de l'armement nucléaire de l'Allemagne de l'Ouest sont à l'origine de cette crise¹⁸². Le 5 octobre, Smirnov, ambassadeur soviétique en RFA, dit à Ulbricht, président de la RDA:

Since April of this year, the situation in West Germany has become more much complicated for us. In West Germany they are continuing the arming of the

¹⁷⁹ Nation, *Black Earth...*, p.235.

¹⁸⁰ L'interprétation de Vladislav Zubok se concentre sur le rôle de l'idéologie communiste dans le combat pour Berlin et la « communisation » de la RDA, ce qui a pour effet de minimiser tous les autres problèmes de sécurité nationale de la guerre froide. Vladislav Zubok, « Khrushchev and the Berlin... », p.9 ; Vladislav Zubok, et Constantine Pleshakov. *Inside the Kremlin's Cold war : From Staline to Khrushchev*. Harvard University Press, London, 1996, p.194-202.

¹⁸¹ Hope M. Harrison. « Ulbricht and the concrete rose : New archival evidence on the dynamics of Soviet-East German relations and the Berlin crisis : 1958-1961 ». *Cold war international history project*, No 5, mai 1993, p. 17.

¹⁸² Adam Ulam. *Expansion and Coexistence : the History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*. New York, Prager, 1968, 775 pages ; Jack Shick. *The Berlin Crisis : 1958-1962*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1971, 266 pages. ; Marc Trachtenberg. « The Berlin crisis ». *History and strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p.169-234.

Bundeswehr with nuclear weapons, which are now legal. The *Bundeswehr* does not yet have the strength which would allow it to fulfill its aims unilaterally, however, in the next few years the arming of the *Bundeswehr* will be completed, and then West Germany will have a modern trained and equipped army of 350-550,000 men. In this connection, our general goal is to continue to exert a breaking influence on the arming of the *Bundeswehr*. If all countries of the socialist camp unite their forces in this direction, then the arming of the *Bundeswehr* could be delayed for 2-3 years, which would be a serious victory for our general cause¹⁸³.

C'est ainsi que Smirnov décrit la peur soviétique face à la nucléarisation massive de la RFA et montre clairement que la politique soviétique constituait une réponse à la menace que l'Occident posait en réarmant la *Bundeswehr*. Les Soviétiques ont peur de perdre la RDA soit militairement soit à cause des pressions économiques exercées par la RFA. De façon précise, Moscou craint que l'économie de l'Allemagne de l'Est se dégrade à un point tel que ses citoyens soient tentés d'émigrer en beaucoup plus grand nombre vers l'Allemagne de l'Ouest, et que cette dernière devienne une puissance militaire qui pourrait, sans l'accord de l'OTAN, envahir la RDA. Cette peur a donc une grande influence sur la *Deutschlandpolitik* (politique envers l'Allemagne) de l'URSS en lien avec la crise.

3.1.2 Pressions du camp socialiste pour un règlement allemand et la construction du mur de Berlin

Bien que Vladislav Zubok ait abordé les relations entre Khrouchtchev et Ulbricht, Hope M. Harrison a identifié de nouveaux documents est-allemands qui ont permis de montrer qu'après la mort de Staline en 1953 et jusqu'à la construction du mur de Berlin, le parti socialiste allemand (SED) visait à contrôler sa propre politique envers Berlin¹⁸⁴. L'Allemagne de l'Est dépend de l'URSS dans les domaines économique et militaire. L'URSS veut conserver à tout pris l'Allemagne de l'Est dans le giron socialiste afin qu'elle ne rejoigne pas l'OTAN qui verrait, si ce projet occidental réussissait, sa puissance économique et militaire multipliée. Selon Hope M. Harisson, les députés socialistes et le

¹⁸³ Harrison, « Ulbricht and the concrete rose ... », p. 17.

¹⁸⁴ Harisson, *Driving the Soviets...*, p. 12.

premier ministre Ulbricht de l'Allemagne de l'Est sont au courant de ce levier politique mis à leur disposition¹⁸⁵. Les politiciens de l'Allemagne de l'Est pouvaient négocier des avantages financiers au détriment des autres pays socialistes.

L'interprétation de Hope M. Harrison insiste donc sur les liens qu'entretiennent Khrouchtchev et Ulbricht et sur la position politique de Khrouchtchev. Le déclenchement de la crise servait les intérêts défensifs de la politique extérieure pour l'URSS, mais répondait aussi à des exigences internes au bloc de l'Est. En effet, comme le montre Hope M. Harrison, la question des relations diplomatiques à l'intérieur du camp socialiste peut avoir influencé le déroulement de la crise de Berlin. Ulbricht a exercé des pressions sur les Soviétiques pour que ceux-ci agissent contre Berlin.

Il ressort des documents analysés par Hope M. Harrison que l'influence d'Ulbricht sur la politique soviétique de Nikita Khrouchtchev envers la RDA est plus grande que nous l'avons toujours pensé¹⁸⁶. Ces documents, selon Hope M. Harrison, montrent que la RDA avait beaucoup plus de marge de manœuvre concernant sa *Berlinpolitik* et que, finalement, le gouvernement d'Ulbricht agissait indépendamment des requêtes soviétiques durant la crise de Berlin¹⁸⁷. Il existe des différences d'objectifs entre Ulbricht et Khrouchtchev lors de cette crise. Ces différences ne résultent pas d'une division du travail, comme l'ont pensé les Occidentaux, mais plutôt des tensions au sein des pays communistes. Khrouchtchev désirait avant tout utiliser l'accès à Berlin-Ouest comme un levier envers les puissances occidentales pour faire reconnaître le *statu quo* d'après-guerre, alors qu'Ulbricht considérait l'acquisition de Berlin-Ouest comme un objectif politique¹⁸⁸. Une lettre d'Ulbricht à Khrouchtchev datant du 18 octobre 1960 expose sa frustration à l'égard de l'ouverture des frontières et de l'inaction du gouvernement soviétique sur ce problème :

The Soviet Union has diplomatic relations with the Federal Republic and also with West Berlin officials. But the USA demands uncontrolled entrance into the capital of the GDR in order to demonstrate that it does not recognize the GDR. Comrade

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 5.

¹⁸⁶ Harrison, « Ulbricht and the concrete... », p. 6.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 8.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 11.

Selyaninov did not notice these fundamental differences. The CD-license plates are no ID for us, since they can be bought in stores in West Berlin. A long time ago we asked the state organs of the GDR to carry out [passport] controls of CD-cars, since many more CD-cars travel from West Germany to West Berlin than there are embassy employees there...We do not believe that the work of the Soviet organs in West Berlin will be complicated by our [passport] controls. We cannot have a situation in which a four-power status is in principle not recognized, but in reality the representatives of the states which do not want to recognize the GDR government can come into the capital of the GDR without identifying themselves¹⁸⁹.

Pour assurer la reconnaissance de la RDA et protéger sa souveraineté, le régime d'Ulbricht devait imposer un contrôle d'identité à ses frontières parce que les représentants des États-Unis pouvaient circuler à leur guise dans Berlin-Est. Il semble clair que le gouvernement de la RDA suit ses propres objectifs politiques sans se conformer à la direction qu'aimerait imposer l'URSS. Cet état de fait démontre premièrement que la cohésion entre pays communistes est fragile et qu'il existe des éléments fermes dans le camp communiste qui insiste pour adopter une politique cohérente en réaction à celles des pays Occidentaux, nuançant ainsi le point de vue de Michael Tatu, de Norman Gelb et de Honoré M. Catudal qui soutenaient que des éléments radicaux dans le gouvernement soviétique étaient la cause de la deuxième crise de Berlin¹⁹⁰. Deuxièmement, ce différend permet de constater qu'Ulbricht, dans son désir d'indépendance, peut utiliser comme levier politique la peur de Khrouchtchev de perdre la RDA au profit des Occidentaux.

Selon les archives consultées par Douglas Selvage¹⁹¹, le gouvernement soviétique évalue qu'Ulbricht fait pression sur l'URSS pour débloquer la situation de Berlin, devenue insoutenable économiquement pour la RDA. En effet, le flot de réfugiés quittant Berlin

¹⁸⁹ Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung (IfGA). *Zentrales Parteiarchiv (ZPA)*. JIV 2/202/128, p. 1-2.

¹⁹⁰ Michael Tatu. *Power in the Kremlin : from Khrushchev to Kosygin*. New York, Viking Press, 1971, 570 pages ; Norman Gelb. *The Berlin wall*. Londres, Édité par Michael Joseph, 1986, 321 pages. ; Honoré M. Catudal. *Kennedy and the Berlin wall crisis. A case study in U.S decision making*. Berlin, Berlin Verlag, 1980, 358 pages.

¹⁹¹ Douglas Selvage. « The end of the Berlin crisis : New evidence from the Polish and East German archives ». *Cold war international history project*, bulletin 11, Hiver 1998, p. 218-229 ; Douglas Selvage. « Khrushchev's November 1958 Berlin Ultimatum: New Evidence from the Polish Archives », *Cold war international history project*, bulletin 11, Winter 1998, p. 200-203.

était embarrassant pour le camp socialiste. Non seulement le nombre de réfugiés augmentait tout en créant un problème de prestige pour les pays socialistes, mais l'ouverture des frontières drainait une partie de la main-d'œuvre spécialisée d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest; car en plus des Allemands de l'Est, ces travailleurs provenaient surtout de la Tchécoslovaquie et de la Pologne¹⁹². Les analystes politiques soviétiques ont clairement vu se développer le miracle économique allemand à l'Ouest et des liens très serrés entre l'Allemagne et les puissances capitalistes. Cette réussite économique s'explique par l'émergence d'une bourgeoisie extrêmement forte en Allemagne de l'Ouest. Il en découle un étouffement économique de la RDA par la RFA, dont le modèle économique et politique constitue une réussite inquiétante pour les Soviétiques. Même si les autres pays socialistes sont sollicités par l'URSS pour soutenir économiquement la RDA, ils résisteront aux demandes de Khrouchtchev, tout en favorisant la construction du mur de Berlin pour améliorer leur économie. Douglas Selvage montre que Wladyslaw Gomulka, chef d'État polonais, Antonin Novotny, chef d'État tchécoslovaque et Janos Kadar, chef d'État hongrois soulignent qu'une grande partie de leurs relations commerciales se pratiquent avec des partenaires de l'Europe de l'Ouest¹⁹³. Or, un traité de paix entre l'URSS et la RDA, tel qu'il a été prévu dans la note de Khrouchtchev du 27 novembre 1958, pouvait éventuellement provoquer suffisamment l'Alliance atlantique pour que les membres de l'OTAN déclarent un embargo non seulement contre la RDA, mais aussi contre tous les pays socialistes.¹⁹⁴ Alors que la situation économique de la RDA s'aggrave, Ulbricht veut accélérer le processus de prise de décision concernant le règlement de la situation de Berlin. Le 19 mai 1961, l'ambassadeur soviétique en RDA, Mikhail Pervukhin, écrit au ministre des Affaires étrangères soviétiques, Andreï Andreïevitch Gromyko, concernant l'attitude d'Ulbricht et son implication dans le règlement de la crise :

¹⁹² *Ibid.*, p. 218.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 219.

¹⁹⁴ *Idem.*

Our friends would like to establish now such control on the sectoral border between democratic and West Berlin which would allow them to, as they say, close "the door to the West" and reduce the exodus of the population from the Republic and weaken the influence of economic conspiracy against the GDR, which is carried out directly from West Berlin. Trying to liquidate the remnants of the occupation period as soon as possible, our German friends sometimes exercise impatience and a somewhat one-sided approach to this problem, not always studying the interests of the entire socialist camp or the international situation at the given moment. Evidence of this, for example, is their efforts to stop free movement between the GDR and West Berlin as soon as possible with any means, which in the present conditions would complicate carrying out the struggle for a peace treaty. Recognizing the correctness of our position that the liquidation of the remnants of the occupation period is possible only on the basis of a peace treaty, our friends therefore urge a speedy conclusion of a peace treaty with the GDR¹⁹⁵.

Cette lettre évoque donc l'existence de différends entre l'URSS et la RDA concernant le règlement de la question de Berlin. Selon Pervukhin, Ulbricht veut imposer sa solution pour résoudre la crise de Berlin, à savoir la fermeture des frontières entre Berlin-Est et Berlin-Ouest le plus rapidement possible. Les pressions d'Ulbricht ont porté fruit, car un mois et demi plus tard, le 4 juillet 1961, l'ambassadeur Pervukhin renvoie une autre lettre au ministère des Affaires étrangères soviétiques soutenant la position d'Ulbricht en favorisant la fermeture de la frontière rapidement et la construction d'un mur¹⁹⁶. En expliquant le facteur économique et les pressions des autres pays du camp socialiste en Europe de l'Est, Douglas Selvage met de l'avant un autre élément important démontré par les archives.

Ensuite, à cette inquiétude face au miracle économique ouest-allemand s'ajoute la peur de la nucléarisation de la *Bundeswehr* ouest-allemande. Michael Beschloss, Peter Wyden, Raymond, Garthoff, et Hannes Adomeit considèrent que c'est l'augmentation fulgurante de la puissance de la RFA et la perception de cette menace qui motiveront

¹⁹⁵ *Letter from Ambassador Pervukhin to the Minister of Foreign Affairs of the USSR*, Comrade A.A. Gromyko, 19 May 1961, AVP, RF, Referentyra po GDR, Opis 6, Por. 34, Papka 46, p. 2-3.

¹⁹⁶ *Letter from Ambassador Pervukhin to Foreign Minister Gromyko sent to the Central Committee*. 4 July 1961, Top secret fichier, Russian Foreign Ministry Archive. Fond: referentyra po GDR, Opis 6, Por 34, Inv. 193/3, volume 1, Papka 46.

Khrouchtchev à agir et à déclarer son « ultimatum » pour des raisons défensives¹⁹⁷. La montée en puissance de la RFA menace les intérêts soviétiques en matière de sécurité pour l'Europe de l'Est : les pays de l'Est pourraient négocier directement avec Bonn sans passer par l'URSS pour établir leur politique envers l'Allemagne de l'Ouest. La documentation des archives polonaises accessibles aux chercheurs de l'Ouest depuis les années 1990 montre que « l'ultimatum » lancé par Khrouchtchev relève principalement de l'improvisation et non pas d'une politique clairement définie¹⁹⁸. Zubok voit dans ces problèmes stratégiques les circonstances menant à la crise; mais les engagements de Khrouchtchev envers l'Allemagne de l'Est et la sécurité du camp socialiste constituent les principaux facteurs du déclenchement de la deuxième crise de Berlin¹⁹⁹. Dans ce contexte, Ulbricht utilise Khrouchtchev et sa peur de perdre la RDA aux mains des Occidentaux. En réaction à cette pression, si Khrouchtchev ne signe pas de traité de paix avec Ulbricht, c'est pour que ce dernier ne puisse pas augmenter son influence au sein du camp socialiste, et surtout pour qu'il ne puisse pas développer sa propre *Berlinpolitik* (politique envers Berlin-Ouest) et sa *Deutschlandpolitik*.

En somme, Hope M. Harrison, Douglas Selvage et Vladislav Zubok expliquent pourquoi Khrouchtchev tient à se distancier de ses opposants politiques, à asseoir son autorité en URSS et dans les pays socialistes, à contrer l'influence de la RFA (République fédérale d'Allemagne) qui joue un rôle de plus en plus déterminant au sein de l'OTAN et finalement, le plus important, à faire reconnaître l'Allemagne de l'Est aux yeux des autres puissances occidentales.

¹⁹⁷ Michael Beschloss. *The crisis Years, Kennedy and Khrushchev, 1960-1963*. New York, HarperCollins, 1991, 816 pages. ; Peter Wyden. *Wall : the inside story of divided Berlin*. New York, Simon and Schuster, 1989, 765 pages ; Raymond L. Garthoff. « Berlin 1961 : the record corrected ». *Foreign Policy*. Automne 1991, numéro 84, p142-156 ; Hannes Adomeit. *Risk-taking and crisis behaviour. A theoretical and empirical analysis*. Boston, George Allen and Unwin, 1982, p. 306-307.

¹⁹⁸ *Letter from Ambassador Pervukhin...*, p. 12.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 10.

3.1.3 Relations sino-soviétiques

Pour avoir le dernier mot sur la question de Berlin, dont l'initiative semble leur échapper peu à peu, les Soviétiques terminent cet épisode de turbulence par la construction en 1961 d'un mur divisant la ville en deux. Khrouchtchev donne l'impression de contrôler complètement les événements, car les Occidentaux protesteront seulement verbalement et ne tenteront aucune action pour empêcher la construction du mur. Par cette action volontaire, Khrouchtchev montre aux pays communistes qu'il peut être encore le chef le plus important du camp socialiste, qu'il possède son autorité centrale, et plus particulièrement qu'il envoie un message politique clair aux Chinois en terminant la crise par la construction du mur de Berlin, et ce, sans confrontation²⁰⁰. Il présente aux Chinois la politique à adopter avec l'Occident : une politique clairement basée sur la coexistence pacifique. Ainsi, l'URSS conserve un minimum de crédibilité auprès des pays socialistes de l'Europe et réussit à reprendre le contrôle de la crise²⁰¹.

Le développement et le maintien d'une alliance entre l'URSS et la Chine a eu un impact sur l'orientation de la politique étrangère soviétique. Khrouchtchev ignorait les demandes de la Chine concernant la partition du territoire chinois et l'acquisition d'ogives nucléaires pour améliorer les relations avec Eisenhower afin d'avoir plus de poids pour ses propres requêtes en RDA et RFA²⁰². De plus, Lorenz Lüthi soutient que le Kremlin annonçait, le 20 juin 1959, que l'URSS ne livrerait pas à la Chine les ogives nucléaires soviétiques comme prévu et que l'Empire du Milieu devrait plutôt compter sur les armes soviétiques pour se défendre en cas d'agression américaine²⁰³. Le refus soviétique de livrer à la Chine un modèle de bombe atomique a été perçu par les Chinois comme un moyen pour Khrouchtchev d'améliorer les relations avec les États-Unis au détriment de la Chine. Ainsi, l'annonce de la visite de Khrouchtchev aux États-Unis fut interprétée comme un

²⁰⁰ Zubok, « Khrushchev and the Berlin Crisis... », p. 31-32.

²⁰¹ *Idem.*

²⁰² *Idem.*

²⁰³ Lorenz M. Lüthi. *Cold war in the communist world. The Sino-Soviet Split*. Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2008, p.138.

échec de la politique étrangère de la Chine : cette dernière ne croyait plus en l'URSS pour défendre les intérêts chinois concernant ses requêtes sur le territoire insulaire²⁰⁴.

Le problème de la partition du territoire se posait aussi en Asie avec l'existence de l'enclave taïwanaise. La division du territoire chinois (entre Chine continentale et Taiwan) incite à penser que l'Allemagne pourrait tout aussi bien être divisée perpétuellement en faveur des États-Unis et des autres pays capitalistes. Pour Khrouchtchev, le parallèle entre la RFA / RDA et la zone insulaire de la Chine est très clair : dans les deux cas, les États-Unis tentent de diviser le territoire pour mieux contrôler les îles chinoises et empêcher la propagation du système communiste dans le monde²⁰⁵. Or, l'allié chinois tente de plus en plus de compromettre l'URSS en remettant en question son autorité sur la scène internationale et en préparant des plans pour attaquer les îles occupées par les forces du Kuomintang (alliées aux Américains)²⁰⁶. La similarité de la situation entre l'Allemagne, la Corée et finalement la Chine était très bien perçue par Khrouchtchev qui pensait que ces États pouvaient être divisés au détriment des pays communistes. Il fallait que les dirigeants soviétiques agissent et projettent l'image d'un État fort, tout en ayant le contrôle de la politique étrangère du camp socialiste. Selon le point de vue ferme du gouvernement chinois, seule la signature d'un traité de paix entre l'URSS et la RDA permettrait de garantir les frontières de la RDA et donnerait une avance diplomatique au camp socialiste. De plus, selon ce qu'avait annoncé Khrouchtchev, à la fin des négociations sur Berlin, l'URSS devait signer un traité de paix avec la RDA pour régulariser ses relations avec cet État et le reconnaître de façon officielle. Or cette promesse faite à Ulbricht et favorisée par les Chinois ne fut pas tenue, contrairement aux aspirations chinoises, pour ne pas confronter de façon directe les États-Unis qui considéraient ce traité comme une défaite totale et inadmissible de leur politique en Europe de l'Est. En conséquence, pour le gouvernement chinois, l'URSS n'était plus apte à protéger les intérêts de l'ensemble des pays communistes

²⁰⁴ *Idem.*

²⁰⁵ Zubok, « Khrushchev and the Berlin Crisis... », p. 11.

²⁰⁶ *Idem.*

et leurs frontières parce qu'elle tendait à adopter une politique raisonnable envers les États-Unis.

Finalement, cette revue d'historiographie a permis d'expliquer plusieurs facteurs décisifs de la politique soviétique lors de la seconde crise de Berlin : la nucléarisation de la *Bundeswehr*, les pressions du camp socialiste pour la construction du mur de Berlin et les relations sino-soviétiques. Les recherches récentes de Lorenz M. Lüthi ont montré que la volonté politique de Khrouchtchev de négocier directement la question allemande avec les Américains a favorisé la détérioration des relations sino-soviétiques et a eu comme conséquence d'affaiblir le camp socialiste; cela démontre l'importance pour l'URSS d'une victoire prestigieuse en RDA²⁰⁷.

Jusqu'à maintenant, les hypothèses annoncées dans les revues de littérature, sous-estiment la perception du pouvoir que chacune des puissances possède réellement. Cette prise en compte de la perception du pouvoir est essentielle pour comprendre comment ont pu penser ou agir les dirigeants politiques tant du côté occidental que soviétique. En effet, l'action diplomatique est directement influencée par cette perception des capacités militaires des acteurs en présence. Il y avait des changements militaires qui s'opéraient dans l'équilibre des forces, comme l'explique William Curti Wohlforth.

After Sputnik in 1957, Khrushchev seems to have concluded that now the USSR's perceived missile capability could be similarly useful against the United States itself. He initiated the missile deception, making extravagant claims about Soviet forces and capabilities. During the Taiwan Straits crisis in 1958 he threatened to use nuclear weapon to support China if the United States attacked. He began the Berlin crisis in the year, and throughout the three years of its duration he made repeated threats to various Americans²⁰⁸.

Ainsi, le déclenchement de la seconde crise de Berlin s'inscrit dans un cadre politique plus général. La politique soviétique durant ces années de crise peut être considérée comme une invitation aux Occidentaux à retrouver plus largement un sens de l'égalité et de la parité du pouvoir politique dans le monde. Le principe de perception du

²⁰⁷ Lüthi, *Cold war in the communist world ...*, p. 137-138.

²⁰⁸ Curti, *The elusive balance...*, p.158.

pouvoir n'est pas nouveau dans l'analyse de la crise de Berlin. McGeorge Bundy soutient que Khrouchchev était motivé par le changement de l'équilibre nucléaire en faveur de Moscou et que le déclenchement de la crise était un exercice de la diplomatie soviétique.²⁰⁹ La perception qu'une puissance a d'elle-même et du pouvoir qu'elle possède est un phénomène difficilement décelable de façon empirique, tant dans la sphère historique que politique. Toutefois, cette puissance peut se mesurer par le développement technologique. Par exemple, la possession de l'arme atomique par les Soviétiques a eu un effet sur leur diplomatie. « Khrushchev's diplomacy and a large proportion of his public assertions about the correlation of forces were thus based in large part on an effort to capitalize on the partly real and partly imaginary shift in the strategic nuclear correlation²¹⁰ ». Il y a donc clairement eu un changement conceptuel qui s'est opéré dans la diplomatie soviétique à cause du développement des nouvelles armes stratégiques. Ce n'est qu'à partir du moment où des ogives nucléaires sont postées à proximité de l'Amérique (lors de la crise de Cuba) que le gouvernement américain comprend un peu mieux la position dans laquelle l'URSS se trouve et tentera un rapprochement par la détente²¹¹. Dès 1963, la Grande-Bretagne, l'URSS et les États-Unis signent un traité d'interdiction d'essai nucléaire partiel, et Washington et Moscou installent un téléphone rouge pour communiquer directement entre eux dans l'éventualité d'une confrontation, preuve que la communication entre les deux grandes puissances était manquante²¹².

Les auteurs cités dans cette revue d'historiographie, ont omis de mentionner plusieurs facteurs qui montrent l'importance de la RDA et de Berlin aux yeux du gouvernement soviétique. En effet, les archives des pays communistes indiquent plusieurs autres causes au déclenchement de la seconde crise de Berlin qui nous semblent importantes dont la violation des Accords de Potsdam, l'offensive diplomatique soviétique

²⁰⁹McGeorge Bundy. *Danger and Survival : Choices about the bomb in the first fifty years*. New York, Random House, 1988, p. 359-364.

²¹⁰ Curti, *The elusive balance...*, p. 159

²¹¹ Judt, *Après Guerre...*, p. 307.

²¹² *Ibid.*

pour la paix, les négociations de la RFA avec les dictatures de la péninsule ibérique en vue d'établir des bases militaires en Espagne et les enjeux des frontières de Berlin-Ouest.

3.2 Importance de Berlin pour les Soviétiques

Du point de vue soviétique, toutes les préparations militaires occidentales dirigées contre l'URSS avaient de quoi inquiéter Nikita Khrouchtchev et Ulbricht. Pour les Russes, la crise de Berlin met en évidence le fait que le règlement du problème de Berlin-Ouest, comme enclave capitaliste démontrant un meilleur standard de vie pour les gens qui y vivent et illustrant les différences entre le capitalisme et le socialisme, est inséparable du problème de la réunification allemande. Dans cette perspective, l'objectif ultime derrière le discours de Nikita Khrouchtchev du 10 novembre 1958 était avant tout de faire avancer les négociations sur le règlement de la réunification allemande et le problème que représentait Berlin-Ouest. La perception soviétique de la deuxième crise de Berlin semble plus globale que celle du Canada. En effet, le point de vue soviétique fait appel à des problèmes remontant aux règlements de la Deuxième Guerre mondiale, notamment les Accords de Potsdam et les Accords de Londres. Cette perception comprend notamment une révision des Accords de Potsdam de 1945 et l'offensive diplomatique pour la paix du ministère des Affaires étrangères soviétiques dans les années cinquante.

3.2.1 Règlement du problème de réunification allemande

Dès 1959, les Soviétiques veulent négocier et trouver un compromis de sortie de crise dont l'objectif est d'apaiser les tensions entre l'URSS et l'Occident. Pour les Occidentaux, il fallait négocier la réunification de l'Allemagne entre puissances occupantes, alors que l'URSS écartait définitivement cette proposition, répondant qu'elle était la seule puissance occupante socialiste. Le gouvernement soviétique voulait absolument que l'Allemagne règle son problème d'unification par elle-même en ayant un représentant de chaque Allemagne.

Du point de vue soviétique, la reconnaissance de la réunification et le règlement d'un traité de paix avec l'Allemagne s'inscrivent dans un plan précis. Le premier point et le plus important est la neutralité allemande, à savoir que l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est ne peuvent rejoindre aucune alliance incluant un membre de la coalition qui a combattu Hitler; ainsi, les deux Allemagnes, ou l'Allemagne réunifiée, seraient maintenues à distance aussi bien de l'OTAN que du Pacte de Varsovie²¹³. Le deuxième point est l'arrêt de la nucléarisation de la *Bundeswehr*. En tant que nation pacifique, l'Allemagne ne doit ni posséder ni produire des armes de destruction massive (biologiques, chimiques ou nucléaires)²¹⁴. Enfin, toutes les troupes des puissances étrangères doivent quitter l'Allemagne et ce pays garderait ses frontières sur l'Oder-Neisse établies après 1945, ce qui la priverait d'une partie de son ancien territoire par rapport à la frontière allemande de 1939. Pourquoi les États-Unis et la RFA n'ont-ils pas voulu négocier sur ces bases? Il est important de noter que la division politique en RFA incite l'URSS à faire des offres d'unification dont les intentions sont difficiles à évaluer. De plus, le gouvernement soviétique s'oppose à la tenue d'élection libre à la façon des démocraties libérales. En outre, l'obsession et la peur de l'URSS façonnées par la propagande américaine permettent aux Américains d'assurer un certain contrôle sur les alliés. À l'échelle des nations, nous étions dans un système quasi totalitaire dans lequel les plus petits pays devaient se ranger du côté des grandes puissances par nécessité et par peur de représailles du plus fort.

La proposition du gouvernement soviétique de démilitariser la ville de Berlin-Ouest devait mettre fin à la situation anormale du régime d'occupation des puissances de l'Ouest à Berlin. L'extrait traduit de l'aide-mémoire d'Anastas Mikoyan de 1959, vice-premier ministre soviétique, illustre les efforts de l'URSS pour régler de façon pacifique la question de Berlin :

In order to strengthen confidence in the stability of the status of West Berlin as a free city, the soviet government proposes that appropriate international guarantees

²¹³ *Berlin soviet aide mémoire of jan. 5, 8 janvier 1959, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 3.2, p.2.*

²¹⁴ *Ibid.*, p. 3.

be worked out. In the opinion of the USSR the implementation of the status of a free city and the protection of its independence in conformity with such guarantees could be supervised by a permanent international commission created by an agreement between the states concerned. The USSR is prepared to take part in such commission. As it has already declared the soviet government likewise does not exclude a certain form of participation by the UN in the supervision of the status of the free city. The soviet government, of course, does not in any way regard its proposals concerning the status of a free city as excluding any supplements or corrections. It is quite willing to consider appropriate proposals on this subject from other states, keeping in mind the fact that such proposals should be directed towards liquidating the occupation regime in West Berlin and strengthening peace in Europe²¹⁵.

Ce mémo montre bien la position de l'URSS par rapport à la question de Berlin et les motifs soviétiques derrière la proposition du 10 novembre de Khrouchtchev. Un règlement de la question de Berlin et du problème de la réunification permettrait de rendre neutre le territoire de Berlin et, à une plus grande échelle, celui de l'Allemagne réunifiée. Le 27 novembre, Khrouchtchev fait parvenir une note aux gouvernements alliés et met par écrit le discours du 10 novembre 1958. Cette note a pour but de rappeler les engagements des États-Unis, de l'Angleterre et de la France aux Accords de Potsdam signés en 1945 après la chute du régime hitlérien²¹⁶. Elle présente les dix dernières années de politique soviétique envers l'Allemagne et le déclenchement des hostilités entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Suite à « l'ultimatum » du 10 novembre, le vice-premier ministre Mikoyan ira à Washington lors d'un voyage officiel pour expliquer aux Américains l'importance de Berlin pour les Soviétiques. Selon Khrouchtchev, le plus grand bouleversement des relations entre les Alliés de l'OTAN et le Pacte de Varsovie provient du fait que les pays membres de l'OTAN n'ont pas respecté leurs engagements par rapport aux Accords de Potsdam, c'est-à-dire démonter 10 % du potentiel industriel de l'Allemagne de l'Ouest non essentiel à l'économie de paix et le rendre à l'URSS à titre de compensation pour la Deuxième Guerre mondiale et remettre un autre 15 % du potentiel industriel de la RFA en échange de denrées alimentaires ou de charbon soviétique de valeur équivalente livrés à

²¹⁵ *Ibid.*, p. 6.

²¹⁶ Fursenko et Naftali, *Khrushchev's Cold war...*, p.210-213.

l'Allemagne de l'Ouest²¹⁷. De plus, ces accords stipulent que les Alliés n'encourageront pas le réarmement de la *Bundeswehr* et n'incluront l'Allemagne dans aucune alliance militaire²¹⁸. Il est important de noter que les Alliés réarment la *Bundeswehr* pour contrebalancer la police militaire encasernée de la RDA qui possède le même équipement qu'une armée. Toutefois, aux yeux des Soviétiques, ce réarmement constitue quand même une violation des Accords de Potsdam. Selon eux, les Occidentaux avaient perdu le droit d'occupation de Berlin²¹⁹. Ainsi, pour mettre fin au régime d'occupation « illégale » de Berlin-Ouest par les Occidentaux, les Soviétiques veulent signer un traité de paix avec l'Allemagne de l'Est pour rétablir une forme de stabilité en Europe centrale.

Du point de vue occidental, la réunification allemande devait se négocier entre les principaux alliés de la Deuxième Guerre mondiale (France, États-Unis, Angleterre, URSS). Les Américains prônaient un règlement du contentieux de Berlin en se basant sur le droit international; ainsi, ils remettaient en cause la perspective soviétique qui se référait à la violation des Accords de Potsdam, « violation » permettant aux Soviétiques de remettre en question la validité des autres accords internationaux. Dans un mémorandum américain du 19 décembre 1958 écrit par le Département d'État à l'intention de la presse américaine sur le statut légal de Berlin, on peut lire que le sort de la capitale allemande n'a aucun rapport avec les Accords de Potsdam : « From this mere statement of the time it is apparent that the Agreement on Zones of Occupation and the Status of Berlin which had entered into force on February 6, 1945, approximately six months earlier, does not depend for its validity upon the Potsdam protocol of proceedings²²⁰ ». Ainsi, à la lumière du mémo américain sur la validité des Accords de Potsdam, il est possible de conclure que le statut légal de Berlin, contrairement à ce que suggérait le gouvernement soviétique, ne relève pas des Accords de Potsdam qui ne contenaient aucun protocole sur le statut de Berlin. Toutefois, la suspicion de l'URSS envers le gouvernement américain s'avère justifiée parce

²¹⁷ *European Navigator : La référence multimedia sur l'histoire de l'Europe* [En ligne] <http://www.ena.lu/> (page consultée le 22 octobre 2010)

²¹⁸ *Daily review of soviet press*, 28 novembre 1958, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 2.2, p. 15.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 16.

²²⁰ *Memorandum : Department of State for the press*, 19 décembre 1958, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 3.2, p. 10.

que plusieurs articles des Accords de Potsdam ont été violés par les Occidentaux concernant le réarmement de la Bundeswehr, le démantèlement des cartels et monopoles qui ont appuyé le régime nazi, et finalement, la distribution garantie à l'URSS de 25 % du matériel industriel prévu provenant des zones d'occupation occidentales de l'Allemagne. Or, pourquoi les Soviétiques devraient-ils, eux, respecter leurs engagements internationaux si les Occidentaux ne sont pas tenus de le faire? C'est le calcul qui est fait par le gouvernement soviétique en menaçant de déclarer nuls et nonavenus ses engagements internationaux contractés avec les puissances occupantes de Berlin si jamais les négociations avec ces puissances menaient à un cul-de-sac après un délai de six mois. Or, pour les Américains, il n'y a aucun lien d'interdépendance entre l'occupation de l'Allemagne, les Accords de Potsdam et le statut légal de Berlin²²¹.

3.2.2 Offensive diplomatique de l'URSS pour la paix et le réarmement allemand

Le non-respect des Accords de Potsdam ne suffit pas à lui seul pour expliquer la politique du gouvernement soviétique. Dès la mort de Staline en 1953, le gouvernement soviétique, dirigé par Malenkov, premier ministre, et Lavrenti Pavlovich Beria, vice-premier ministre, mène une offensive pour la paix, pour la diminution des tensions de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne. En 1954, lors d'une conférence entre ministres des Affaires étrangères communistes et occidentaux, les Soviétiques proposent la formation d'un gouvernement provisoire des deux Allemagnes qui organiserait des élections libres et procéderait à la réunification du pays rapidement²²². L'élan soviétique allait être radicalement ralenti avec l'application d'une stratégie de sécurité collective européenne mise de l'avant par l'OTAN et dont les Soviétiques seraient écartés. Les sources russes récentes montrent que cette offensive pour la paix n'était pas une simple

²²¹ *Ibid.*, p.11.

²²² Geoffrey Roberts. « A chance for peace? The Soviet campaign to end the cold war 1953-1955 ». *Cold war international history project*, décembre 2008, working paper 57, p. 1.

opération de propagande orchestrée par le gouvernement soviétique²²³. En effet, depuis 1953 plusieurs diplomates et hommes politiques favorisaient la réconciliation entre l'Est et l'Ouest sur plusieurs tribunes internationales²²⁴. Les deux principaux artisans de cette « offensive de la paix » sont Molotov et Malenkov qui ont préparé plusieurs discours sur le problème allemand dans le milieu des années cinquante et expliquaient le point de vue des Affaires étrangères soviétiques, notamment lors d'une conférence des ministres des Affaires étrangères du 25 janvier au 18 février 1954²²⁵. Aux dires de Molotov : « We have gathered here to arrive at some compromises. We have not assembled to make categorical statements but to listen to one another with a view to reaching agreement on some questions²²⁶ ». En ce sens, Molotov réfutait les accusations occidentales sur le fait qu'un gouvernement provisoire en Allemagne existerait dans l'objectif unique de retarder les élections, et suggérait qu'un protocole entre l'Est et l'Ouest permettrait ces élections après un court laps de temps. Molotov proposait même un référendum en Allemagne sur la possibilité de lier la sécurité collective européenne à la signature d'un traité de paix menant à la réunification²²⁷. Molotov et Malenkov étaient ouverts au débat, contrairement à ce que pensait John Foster Dulles, ministre des Affaires étrangères américain, qui voyait en l'État soviétique une machine poussée par l'idéologie socialiste et prête à dominer l'Europe de l'Ouest si elle le pouvait :

Dulles described Soviet aims as being a communist-controlled Germany and a Soviet controlled Europe from which the U.S. would be excluded. He ridiculed Molotov's collective security proposal as "so preposterous that when he read it laughter rippled around the Western sides of the table to the dismay of the Communist delegation." In his private report to the National Security Council two days later, Dulles was no less scathing, arguing that the conference showed that the neutralization of Germany and Austria was not possible because the Soviets would accept nothing less than full control of those countries. What the Soviets wanted, said Dulles, was a division of the

²²³ *Ibid.*, p. 2.

²²⁴ *Ibid.*, p.4.

²²⁵ *Ibid.*, p.27.

²²⁶ *Idem.*

²²⁷ *Idem.*

world with the United States, under which the US would be restricted to the Western Hemisphere while the USSR dominated Eurasia²²⁸.

John Foster Dulles se refuse de croire en la volonté soviétique de négocier et met définitivement de côté toute possibilité de compromis. Les Américains attribuent aux Soviétiques l'intention de diviser le monde en deux, alors que l'URSS voulait régler de façon pratique les tensions générées par le problème allemand.

L'attitude américaine envers l'offensive diplomatique soviétique pour la paix provient principalement de l'influence de la RFA comme l'a montré Steven J. Brady²²⁹. En effet, John Foster Dulles était complaisant aux demandes d'Adenauer pour bloquer toutes tentatives de rapprochement entre l'URSS et les États-Unis. En fait, Adenauer souhaitait même l'existence d'une certaine division au sein de l'Alliance atlantique pour qu'elle ne soit pas assez forte pour négocier en son nom un accord avec l'URSS²³⁰. Après la mort de Staline, les Allemands de l'Est se soulèvent massivement forçant l'intervention de l'Armée rouge. En général, les préparatifs militaires occidentaux existent mais ceux de l'URSS également. Ainsi, lorsque les Anglais désirent se rapprocher de l'URSS sur la question de Berlin, les Américains répondirent en donnant raison aux Allemands en refusant la tenue d'un sommet sur le problème allemand avec le gouvernement soviétique²³¹. La radicalisation de la politique américaine se concrétise par l'absence de sommet en 1953 avec le gouvernement soviétique et par l'inefficacité du sommet de Genève en 1955 pour arriver à un accord. L'Allemagne avait peur de tout rapprochement entre l'Est et l'Ouest et Adenauer ne voulait pas d'un autre « Accords de Potsdam » qui dictait la politique du pays²³². La vision conservatrice allemande et américaine de la politique soviétique, encore véhiculée par une littérature récente, est invalidée par les documents soviétiques de Molotov et de Malenkov. Dans sa recherche, Steven J. Brady ne fait pas les liens nécessaires entre les rebuffades essuyées par la diplomatie soviétique et la deuxième crise

²²⁸ *Ibid.*, p.32.

²²⁹ Brady, *Eisenhower and Adenauer...*, p.30.

²³⁰ *Ibid.*, p. 43.

²³¹ *Ibid.*, p. 44.

²³² *Ibid.*, p.114.

de Berlin. Il tente d'expliquer la crise qu'à court terme en se basant sur les archives américaines et ouest-allemandes. Cependant, en procédant à une analyse à long terme, l'offensive soviétique pour la paix des années 1950 en Europe permet de comprendre le désir de Khrouchtchev de prendre l'initiative dans le règlement du problème allemand, contrairement à certaines études qui en mettant l'accent sur le court terme ne tiennent pas compte de cette vision soviétique²³³.

Les Soviétiques durciront le ton lorsqu'aucune option pour les négociations ne sera plus possible. Béria, un des principaux défenseurs des négociations avec l'Allemagne, fut exécuté, en raison de sa volonté d'abandonner la RDA au profit de la neutralisation d'une Allemagne unifiée. Pour certains dirigeants soviétiques, on ne pouvait pas abandonner la RDA et risquer l'unification allemande et son intégration à l'OTAN. Ainsi, après l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN en 1955 et la prise du pouvoir par Khrouchtchev, la politique soviétique sur la réunification et sur les problèmes de Berlin se radicalise. Khrouchtchev repense sa *Deutschlandpolitik*, à savoir : seules des concessions de la part des Américains sur le problème allemand auraient persuadé le gouvernement soviétique de s'éloigner d'un soutien inconditionnel envers la RDA :

By the time of the Geneva Foreign Ministers Conference only radical concessions by the West on the German question could have persuaded Khrushchev and the rest of the Soviet leadership to step away from the policy of unconditional and unbending support for the GDR²³⁴.

Le refus de négocier des Occidentaux ne s'arrêtait pas à la rebuffade des délégations soviétiques sur les tribunes internationales. Alors que les Soviétiques et les Allemands de l'Est n'ont pas fermé les frontières de Berlin, les Occidentaux préparent un embargo économique et même des plans allant jusqu'à l'usage de l'arme nucléaire. Ces derniers définissent la situation comme une crise majeure et sont déjà à l'étape d'un ultimatum. Un mémo de l'ambassadeur canadien à Moscou rapporte les propos d'Anastas Mikoyan, vice-

²³³Gordon S. Barass. *The Great Cold War*. Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 121-138 ; Georges-Henri Soutou. *L'Europe de 1815 à nos Jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, 518 pages.

²³⁴*Ibid.*, p. 62.

premier ministre de l'URSS, qui disait ceci à un journaliste de la *Pravda* le 29 janvier 1959 :

The main thing that upsets many Americans is that we allegedly placed before everyone an ultimatum which defined the time for the conclusion of negotiations. They even accuse us of this, that we allegedly threatened the use of force. I tried to show the full error of such a representation of our position. We have never made any ultimatums to anyone, and we have threatened no one; this is all fabrication; the Americans thought it up themselves and they have frightened themselves²³⁵.

Ainsi, Mikoyan soulignait le fait que les Américains avaient créé de toutes pièces cette « crise » par leur désir de ne pas négocier avec les Soviétiques. Nikita Khrouchtchev gagnerait un capital politique extrêmement important s'il faisait déboucher les tensions de la guerre froide vers un règlement du problème allemand et de la question de Berlin. Adopter le plan politique de l'URSS aurait montré sa supériorité diplomatique sur les États-Unis. Or, la perte de prestige pour ces derniers aurait eu des conséquences importantes sur la cohésion de l'OTAN et leurs relations diplomatiques avec l'Europe. En réponse à cette tentative de diminuer les tensions de la guerre froide, dès les années cinquante, le gouvernement américain, obsédé par la « supposée » supériorité technologique et militaire soviétique, crée le *missile gap* pour surpasser l'armement soviétique. En 1958, les requêtes de Khrouchtchev sur la résolution du statut de Berlin-Ouest constituent l'occasion idéale pour radicaliser la politique de l'OTAN envers l'URSS, permettant par le fait même le réarmement allemand. Cette crise consacre l'ennemi soviétique une fois de plus en le catégorisant dans les stéréotypes diffusés par la propagande occidentale.

La création de cette crise permet aux militaires allemands d'obtenir plusieurs concessions de l'OTAN, dont celle d'être réarmé et de se préparer pour une guerre à long terme. L'Allemagne de l'Ouest est prête à faire des alliances avec les dictatures de l'Europe de l'Ouest. Pendant que les Soviétiques expriment leur désir de négocier pour régler le conflit, l'Allemagne de l'Ouest entame des discussions pour avoir des dépôts

²³⁵*The Canadian ambassador, Moscow : Berlin*, 26 janvier 1959, RG 25 volume 6072, fichier 50341-40, partie 4.2, p. 1.

d'approvisionnement en Espagne franquiste en 1959. La même année, l'URSS déclenche l'opération Atom qui aura pour but de stationner des brigades soviétiques armées de missiles nucléaires en RDA²³⁶. En effet, dans une note soviétique basée sur une revue de presse d'Allemagne de l'Ouest, on observe que la RFA remet en question l'accord de Paris stipulant avec précision les armements auxquels elle a droit. La RFA veut faire l'acquisition d'armes de destruction massive (missile Polaris) et de navires plus grands avec des rampes de lancement pour ces missiles, et ce, lors de la seconde crise de Berlin²³⁷.

Selon les Soviétiques, ces discussions sont la preuve irréfutable que les Allemands veulent s'engager dans un conflit à long terme, et ce, même si les alliés ne les soutiennent pas dans leur entreprise²³⁸. Les membres de l'OTAN furent unanimes contre l'établissement des bases allemandes en Espagne. Toutefois, pour les Soviétiques, la RFA veut se préparer à répondre aux besoins logistiques d'une opération de grande envergure qui demanderait des ressources et un terrain qu'elle ne possède pas pour mettre en œuvre une préparation de guerre. Selon le gouvernement soviétique, les Allemands de l'Ouest s'opposent à toute concession sur Berlin pour régler le conflit :

The negotiations between the Federal government in Franco Spain once again confirm the fact that the Federal government really does not want an improvement in the European situation. That is why it opposes the liquidation of the aftermath of the Second World War and the conclusion of a german peace treaty²³⁹.

Même si finalement les bases allemandes ne furent pas construites en Espagne, les négociations entre Bonn et Madrid furent extrêmement importantes d'un point de vue de la défense soviétique parce que ces bases militaires auraient permis de faire valoir la candidature de l'Espagne franquiste à l'OTAN ou même de l'inclure dans les territoires protégés par l'Alliance. Ces négociations n'ont pas été les seules à être faites avec des

²³⁶ Matthias Uhl et Vladimir I. Ivkin. « Operation " Atom " The Soviet Union's Stationing of Nuclear Missiles in the German Democratic Republic, 1959 ». *Cold war international history project bulletin*, Automne /Hiver 2001, numéro 12/13, p. 298-307.

²³⁷ *Polaris missiles and Germany*, 27 juillet 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie 3, p.1.

²³⁸ *Text of the soviet note to the Federal Republic of Germany*, 4 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie3, p. 3.

²³⁹ *Ibid.*, p. 4.

dictatures de l'Europe. Selon l'ambassadeur du Canada au Portugal, Salazar aurait aussi entrepris des négociations avec l'Allemagne de l'Ouest pour construire des installations spéciales pour la *Bundeswehr*²⁴⁰.

Tous les problèmes reliés à la crise de Berlin – la réunification allemande, le statut légal de Berlin, la création de la crise par les Américains, les négociations allemandes avec les dictatures de l'Europe de l'Ouest pour installer des bases militaires et finalement le réarmement allemand avec des missiles Polaris – furent pour les Soviétiques les principaux problèmes de sécurité. Or, localement, d'autres difficultés s'ajoutent à l'équation du problème allemand : celles de l'activité d'espionnage des services secrets occidentaux utilisant Berlin-Ouest comme passerelle vers le monde communiste et celles des réfugiés communistes quittant Berlin par la frontière de Berlin-Ouest.

3.2.3 Enjeux des frontières de Berlin-Ouest

Depuis la fin des années quarante, les services secrets occidentaux mènent des opérations d'espionnage à grande échelle en Allemagne de l'Est. L'existence d'une frontière divisant Berlin mine la sécurité du régime communiste de la RDA, et ce, en facilitant le recrutement d'Allemands vivant à l'Est qui recevront des formations à l'Ouest pour l'espionnage, en encourageant la désertion de personnages importants du gouvernement de la RDA, et finalement, en laissant passer à l'Est des Allemands de Berlin-Ouest faisant partie d'organisations anti-communistes financées par les services secrets occidentaux²⁴¹. « L'ultimatum », lancé par Khrouchtchev, sert de riposte à la crise de sécurité qui affecte l'Allemagne de l'Est depuis l'existence de la frontière de Berlin-Ouest²⁴².

Deux documents du « *Main department IX* » du Ministère de la Sécurité d'État est-allemand (Stasi) nous donnent d'importantes indications quant aux changements apportés à

²⁴⁰ *Military agreement with Germany*, 18 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie 3.

²⁴¹ Paul Maddrell. « Exploiting and securing the open border in Berlin : the westerns secret services, the Stasi, and the Berlin crisis 1958-1961 ». *Cold war international history* project, février 2009, n 58, p. 3.

²⁴² *Ibid.*, p. 3.

par les services secrets occidentaux – la CIA, le BND (service secret d’Allemagne de l’Ouest) et le SIS (service secret d’Angleterre en service en Allemagne de l’Est) – depuis le dépôt de la note du 27 novembre 1958 sommant les puissances occidentales de négocier avant la fin de la date butoir. Le premier document a pour titre: « *New methods of operation of Western secret services* ». Il explique, selon l’évaluation de la Stasi, l’adaptation dont ont dû faire preuve les différents services secrets occidentaux lorsque Khrouchtchev lance son « ultimatum ». En effet, on voit que les services secrets américains ont été encouragés à augmenter leurs activités par l’ultimatum de Khrouchtchev et se sont dotés d’une politique de recrutement massive d’espions en Allemagne de l’Est²⁴³. Le système de renseignement américain se base sur un large réseau d’informateurs. De plus, il distribue du matériel à la fine pointe de la technologie en communication pour éviter les déplacements entre l’Est et l’Ouest. Finalement, ces agences de renseignement se préparent et s’équipent pour la guerre en transférant une grande partie de leur personnel en Allemagne de l’Ouest²⁴⁴. Quant aux services de renseignement britannique (SIS) et ouest-allemand (BND) en activité en Allemagne de l’Est, ils sont particulièrement affectés par un grand nombre d’arrestations de leurs agents dans les années de la crise de Berlin. Cette évaluation montre que les opérations de contre-espionnage constituent un succès pour la RDA, qui a su faire face à une rapide augmentation des opérations occidentales.

Le deuxième document de la Stasi sur les enjeux de la frontière lors de la crise de Berlin porte précisément sur l’évaluation d’une enquête faite en 1961 sur les crimes d’espionnage. Selon cette enquête, jusqu’en 1961, Berlin-Ouest sert de base pour l’espionnage et la subversion en RDA²⁴⁵. Ces missions d’espionnage ont tellement bien réussi que le SIS et le BND ont infiltré les hautes sphères de l’État de la RDA pour

²⁴³ *Methods of operation of Western secret services*, Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (BSTU), ZA, Traduit par Paul Maddrell, Ministerium für Staatssicherheit, HA- IX Nr. 4350, p. 15.

²⁴⁴ *Ibid.*, p.15.

²⁴⁵ *Brief assessment of the investigation results achieved in 1961 in work on crimes of espionage*, Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (BSTU), ZA, Traduit par Paul Maddrell, Ministerium für Staatssicherheit (MFS) - HA IX, Nr. 4350, p 27.

recueillir des informations sur l'économie, la politique étrangère et l'armement²⁴⁶. Ce document suggère aussi que les services de renseignement occidentaux sont à la recherche de renseignements stratégiques et militaires concernant la capacité de transport des rues et des ponts, l'emplacement des chemins de fer, des aqueducs, des dépôts de ravitaillement, mais surtout des bases de missiles et des divisions soviétiques temporairement stationnées en RDA²⁴⁷. L'arrestation de centaines d'agents des services secrets occidentaux par la Stasi durant les années 1950 jusqu'en 1961 illustre l'efficacité du service de contre-espionnage de la RDA et l'activité intensive d'espionnage des services secrets occidentaux basée à Berlin-Ouest²⁴⁸. Le document de la Stasi montre aussi comment les services secrets américains et de la RFA ont dû modifier leur approche pour recueillir des renseignements stratégiques :

In their spying after 13.8.1961, the American secret service and BND give their main attention – apart from renewing connections which had been broken off and making new contacts – to greater inquiring into any military movements on the territory of the GDR and to the investigation of the opinion of the population about the security measures of the government, about the border incidents and provocations on the state border with West Berlin which have been organized by the Bonn Ultras in conjunction with the West Berlin Senate and USA Occupiers, and about difficulties which have arisen supplying the population with consumer goods. The aim of this work is the creation of prerequisites for the organization of counterrevolutionary activities, as a reason for an aggressive war by Bonn militarists and NATO against the GDR²⁴⁹.

Bien que ce document s'inscrive dans la ligne de parti du SED (parti communiste de l'Allemagne de l'Est), les Soviétiques ont raison de croire que les Occidentaux ne veulent pas se réconcilier avec l'URSS; ce document exprime surtout leur peur d'un *Anchluss* pacifique, annexion de la RDA par la RFA. Toutes ces missions d'espionnage visant à déstabiliser le régime de la RDA laissent croire que Bonn et Washington n'ont aucune envie de négocier la réunification allemande ni de signer un traité de paix impliquant

²⁴⁶ *Ibid.*, p.30.

²⁴⁷ *Ibid.*, p.28.

²⁴⁸ *Ibid.*, p.33.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 33.

l'Allemagne de l'Est, et ce, malgré la position officielle du département d'État américain sur cette question.

La division de l'Allemagne en deux États distincts a aussi permis aux services de renseignements occidentaux de recueillir des données importantes au plan technologique et scientifique en raison des défections de scientifiques allemands traversant par Berlin-Ouest. Les scientifiques allemands postés en URSS qui retournaient en RDA étaient récompensés en faisant partie de la *nomenklatura*, et ceux qui refusaient étaient sollicités par les services secrets occidentaux pour obtenir des données scientifiques, notamment sur les projets de défense antimissiles²⁵⁰. C'est ainsi que Heinz Barwich, scientifique allemand réputé, qui avait été nommé directeur de l'Institut de recherche nucléaire soviétique, déserta l'URSS pour s'installer en Allemagne de l'Ouest en 1964²⁵¹.

Finalement, pour Berlin-Est et la RDA, le principal enjeu de la frontière réside dans l'existence d'un nid d'espions infiltrant toutes les sphères de la société de l'Allemagne de l'Est, ce qui pourrait mener à une véritable tentative de déstabilisation du régime de la RDA en favorisant la subversion²⁵². Alors que l'espionnage signifie le transfert non autorisé d'informations d'une puissance étrangère à une autre, la subversion est beaucoup plus complexe; elle se définit, selon Reg Whitaker, par l'affaiblissement du moral et de la construction politique d'une société en raison de la corruption de ses institutions par des forces intérieures²⁵³. Ce concept suggère aussi des ramifications plus étendues et une influence dans plusieurs sphères de la société telles que la société civile, les écoles, les groupes scientifiques, les syndicats, les églises et les partis politiques²⁵⁴. Contrairement à l'opinion de David E. Murphy, de Sergei A. Kondrashev et de George Bailey, la subversion est bien réelle, et selon les Soviétiques, elle n'est pas une simple opération de propagande

²⁵⁰ Paul Madrell. « Western Intelligence Gathering and the Division of German Science », *Cold war international history project Bulletin*, Issue 12/13, p. 352.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 355.

²⁵² David Murphy et al.. *Battleground Berlin : CIA vs KGB in the cold war*. New Haven, Yale University Press, 1997, p. 311-316.

²⁵³ Reg Whitaker. « Cold war alchemy: how America, Britain and Canada transformed espionage into subversion ». *American-British-Canadian intelligence relations 1939-2000*. Portland , Franc Cass, 2000, p. 185.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 184-185.

qui tentait de faire croire aux autres gouvernements que Berlin-Ouest était un nid d'espions permettant de légitimer les demandes soviétiques à Berlin. L'URSS et la RDA étaient donc confrontés à de la subversion. Nikita Khrouchtchev et Ulbricht devaient agir devant les problèmes de la frontière de Berlin et l'opiniâtreté des gouvernements occidentaux à ne pas régler la question allemande. C'est en construisant le mur de Berlin le 13 août 1961 que Nikita Khrouchtchev ferme le dossier de la seconde crise de Berlin.

Conclusion

La seconde crise de Berlin se comprend à travers les différends entre l'Est et l'Ouest sur le droit international et les requêtes de l'Alliance atlantique pour conserver son droit d'occupation à Berlin-Ouest. Le fondement de la crise de Berlin se situe dans l'incompréhension mutuelle au sujet de la non-conformité des Occidentaux aux Accords de Potsdam. Le gouffre entre les deux puissances antagonistes se concrétise par la perception différente que chacune a des intentions de l'autre, d'où l'importance d'analyser le point de vue soviétique. Les auteurs qui l'ont étudié ont trouvé plusieurs facteurs qui expliquent le comportement de Khrouchtchev, à savoir les raisons de « l'ultimatum » qu'il a présenté aux Américains. Vladislav Zubok et Craig R. Nation suggèrent que la peur de la nucléarisation de la *Bundeswehr* a fortement influencé le gouvernement soviétique à radicaliser sa politique envers l'OTAN. En effet, par son « ultimatum », Khrouchtchev désirait freiner la politique agressive des Américains. Pour sa part, Hope M. Harrison montre que la connaissance de la dynamique des relations soviétiques avec la RDA est primordiale pour comprendre la volonté de Khrouchtchev de négocier un accord pour régler la question allemande. Quant à Douglas Selvage, il soutient que les pays du camp socialiste ont fait pression pour la construction du mur de Berlin et le règlement de la situation sans signer un traité de paix avec la RDA en prévention d'un embargo occidental contre des pays socialistes. Finalement, Lorenz Lüthi et Vladislav Zubok, dans une moindre mesure, ont démontré l'influence de la République populaire de Chine dans la politique soviétique, mettant ainsi à jour les ramifications internationales de la seconde crise de Berlin.

De ce bilan d'historiographie ressort le fait qu'aucun des auteurs qui ont consulté les archives des pays de l'Est sur la seconde crise de Berlin n'a cherché à comprendre les éléments précurseurs du durcissement de la politique soviétique avant 1958. L'importance d'élargir le contexte de Berlin se justifie par l'existence de facteurs plus anciens qui éclairent la perception soviétique envers cette crise internationale – dont le problème de la réunification allemande et du statut légal de Berlin – et qui sont au cœur de cette dispute internationale. Selon le gouvernement soviétique, le fait que les Occidentaux aient violé les Accords de Potsdam signés en 1945, qui régissaient le statut de la RFA et de la RDA, remet

en cause l'intégrité de l'OTAN et, par le fait même, rend le régime d'occupation de Berlin-Ouest illégitime. De plus, en 1953, le gouvernement soviétique tente un rapprochement avec les Américains; mais ces derniers repoussent les tentatives diplomatiques soviétiques de promotion de la paix en encourageant le réarmement allemand. À cet égard, Bonn ira même jusqu'à négocier la construction de bases militaires en Espagne franquiste.

Pour contrer la pression exercée par Bonn et les pays communistes, Khrouchtchev construit le mur de Berlin. Lorsque les Américains et les Soviétiques s'affrontent au Check point Charlie en 1961, opposant leurs chars d'assaut, Ulbricht et Khrouchtchev ont raison de s'inquiéter. L'incident du point de contrôle au Check point Charlie, après la construction du mur de Berlin en 1961, a permis aux Américains de bafouer la souveraineté de la RDA réclamée par Ulbricht et Khrouchtchev. Lorsque le Général américain Lucius Clay envoie des chars d'assaut dans le territoire de la RDA qui seront confrontés aux même nombre de chars d'assaut soviétiques, cela démontre que cette stratégie américaine aura forcé les militaires soviétiques à respecter leurs engagements à la frontière de la RDA et à respecter le statut de Berlin. On peut alors parler d'une victoire de la politique américaine qui a dénié la souveraineté de la RDA. Les Soviétiques veulent résoudre la question de Berlin dans un bref délai à cause des nombreuses tensions qui en résultent. En effet, les Soviétiques sont informés que les Américains ont conçu des plans pour défoncer le mur de Berlin si le secteur routier était complètement coupé²⁵⁵. Or, après la construction du mur, pourquoi Nikita Khrouchtchev n'a-t-il pas signé un traité de paix comme le désirait Ulbricht et conformément à sa note du 27 novembre 1958? Dans une interview faite par Hope M. Harisson, Yuli Kvitsinski, l'ex-attaché politique à l'ambassade soviétique en Allemagne de l'Est, soulignait ceci :

The Wall itself was the way with a lot of fuss and ceremony to bury the idea of a German peace treaty, in the sense of a separate treaty with the GDR. After the building of the Wall, the signing of a separate treaty with the GDR was not

²⁵⁵ William Burr. « New Sources on the Berlin Crisis, 1958-1962 ». *Cold war international history project Bulletin*, issue 2, Automne 1992, p. 4.

necessary. All issues that needed to be resolved were resolved. Ulbricht saw in a peace treaty a way to receive international recognition. For us, international recognition of the GDR was important, but not the most important. We saw that this would happen no matter what; it was a question of time. After the borders were closed, there would be no other choice than for the West to recognize the GDR. And that is what happened²⁵⁶.

Selon Kvitsinski, la reconnaissance internationale de la RDA n'était pas la priorité de l'URSS, sachant qu'elle serait reconnue *de facto*, sans véritable statut légal, après la fermeture des frontières. Ainsi, la construction du mur de Berlin permet à Nikita Khrouchtchev de régler le problème des réfugiés, de réagir à l'inaction occidentale face à la question allemande et de Berlin, et aussi de se libérer d'Ulbricht qui tente graduellement d'augmenter son influence sur le contrôle des frontières pour résoudre la situation de Berlin selon son propre programme politique²⁵⁷. À cet effet, la plus grande peur de Nikita Khrouchtchev en cas de signature d'un traité de paix avec la RDA, était la menace d'un embargo économique que l'Europe de l'Ouest pouvait exercer sur une RDA affaiblie économiquement²⁵⁸. L'érection du mur, bien que proposée par Ulbricht, fut le compromis utilisé par Khrouchtchev pour régler la situation de Berlin sans trop provoquer les pays de l'Alliance atlantique²⁵⁹. Bien que la situation économique de la RDA soit délicate, après la construction du mur de Berlin, Khrouchtchev favorise de plus en plus la position des autres chefs d'État socialistes sur la question économique. En effet, les autres pays de l'Europe de l'Est n'avaient pas à nourrir la RDA économiquement en portant préjudice à leur propre développement. La décision de Khrouchtchev de retirer sa proposition de traité de paix avec la RDA venait du fait qu'il ne voulait pas exacerber les relations avec les Occidentaux, mais aussi de la crainte qu'avait le gouvernement soviétique de l'augmentation de l'influence d'Ulbricht et de ce qu'il aurait fait pour maintenir son prestige politique dans une zone de l'Europe extrêmement sensible²⁶⁰.

²⁵⁶ Interview de Hope M. Harrison, avec Yuli Kvitsinsky, Moscou, 26 octobre 1992.

²⁵⁷ Selvage, « The end of the Berlin... », p.218.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 218.

²⁵⁹ Harrison, « Ulbricht and the concrete... », p. 62.

²⁶⁰ Selvage, « The end of the Berlin... ». p. 221.

Conclusion

La seconde crise de Berlin de 1958-1961 est peu étudiée. Pourtant, elle a été à l'origine d'un changement conceptuel important de la pensée stratégique, tant pour les membres de l'OTAN que pour l'URSS, changement qui guida les deux antagonistes vers la détente²⁶¹. Comment le Canada a-t-il vécu cette crise? Quel rôle a-t-il joué comme petite puissance par rapport aux géants américain et soviétique? Cette période de tensions fut aussi unique pour l'OTAN, dont les membres se divisèrent sur la politique à adopter envers Berlin, la RDA et l'URSS.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le statut légal de Berlin-Ouest et la réunification allemande sont les deux principaux enjeux de la guerre froide en Europe. Le 27 novembre 1958, lorsque Khrouchtchev déclare son « ultimatum » sur le statut légal de Berlin-Ouest, le gouvernement soviétique offre aux Occidentaux une dernière chance de négocier les contentieux de la guerre froide. La réaction de l'OTAN à cette tentative de négociation sous pression est très agressive envers l'URSS. La *Live Oak Organisation* prépare un ensemble de plans d'invasion de la RDA qui requéraient la participation de toutes les forces de l'OTAN pour prendre le contrôle des routes menant vers Berlin-Ouest. Le Canada, en tant que membre de l'Alliance atlantique, doit adhérer à la politique agressive de l'OTAN. Or, selon les archives consultées, le gouvernement fédéral canadien, pris en étau entre l'URSS et les États-Unis, adopte une politique ambiguë. Cette politique ambiguë est le reflet des tensions entre le premier ministre canadien John Diefenbaker, le ministre de la Défense et certains fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères²⁶² comme Howard Green, Norman Robertson, Escot Reid et George Pavlovich Ignatieff qui privilégiaient la négociation et la consultation des pays alliés et la participation de l'ONU pour arriver à une solution de la crise de Berlin.

Les auteurs (Robert Bothwell, Jamie Glazov, Isabel Campbel, Erika Simpson, Sean M. Maloney...) qui ont étudié la politique canadienne lors de la seconde crise de Berlin

²⁶¹James G. Hershberg. « The crisis years 1958-1963 ». *Reviewing the Cold war*, London , Édité par Odd Arne Westad, 2000, p. 303-325.

²⁶² Simpson, « New ways of thinking... », p. 6.

envers l'OTAN et l'URSS se partagent entre deux courants historiographiques. D'un côté, le premier courant soutient que la politique étrangère canadienne fut un succès, alors que pour le second, la politique canadienne fut un échec. Pour Jamie Glazov, l'agressivité de Diefenbaker et son refus de négocier avec l'URSS soulignent le succès de la politique canadienne en raison de son intransigeance face aux Soviétiques. Or, si la position agressive de Diefenbaker rime avec succès aux yeux de Glazov, c'est parce que son analyse de type orthodoxe ne comprend pas les motivations profondes qui ont poussé les Soviétiques à déclencher leur « ultimatum ». Le courant historiographique orthodoxe ou traditionnel occidental de la guerre froide présente l'URSS comme responsable du déclenchement de la guerre froide et soutient que les États-Unis se sont immiscés dans les affaires de l'Europe de l'Ouest pour protéger la démocratie contre l'expansion du communisme²⁶³. De son côté, Sean Maloney présente la participation du Canada à l'OTAN comme un succès, soulignant sa contribution significative, entre autres, aux négociations dans le transfert du plan de la *Live Oak Organisation* à l'OTAN. Si le Canada réussit à avoir une politique influente lors de la crise, ce n'est pas par le travail d'Howard Green et de Norman Robertson qui, selon lui, constitue une entorse au travail du gouvernement en raison de leur politique de désarmement nucléaire qui s'éloigne de la mission de l'OTAN au profit de l'ONU. Même si les interventions de maintien de la paix canadiennes à l'ONU ont toujours été faites dans l'objectif d'assurer certains aspects de la sécurité canadienne dans un cadre de guerre froide, il n'en demeure pas moins que cette solution aurait eu l'avantage d'amener l'Occident à la table des négociations avec l'URSS concernant le problème allemand. Le Canada peut agir et avoir de l'influence sur ses alliés sans déployer une grande force militaire. Bien qu'il s'agisse d'une influence relative, les conséquences de la participation canadienne se concrétisent par la remise en question du protocole de négociation au Conseil atlantique et sur la politique nucléaire de l'OTAN envers l'URSS lors de la seconde crise de Berlin. Pour préciser la thèse de Maloney, il faut noter que l'adoucissement de la politique canadienne ne venait pas de Diefenbaker qui prônait la

²⁶³ Geir Lundestad. « How (Not) to study the origins of the Cold war ». *Reviewing the Cold war*, London Édité par Odd Arne Westad, 2000, p .64.

ligne dure avec l'URSS, mais plutôt de certains hauts fonctionnaires qui ont eu une grande influence dans le développement de la politique canadienne envers l'URSS et des pays membres du Pacte atlantique.

Le second courant historiographique, représenté par Rempel, avance que la politique canadienne est un échec²⁶⁴ en raison de l'appui de Diefenbaker et du ministre des Affaires étrangères Howard Green au désengagement militaire canadien en Europe. Cette lecture des faits suggère que si le Canada avait appuyé plus fermement l'Allemagne de l'Ouest lors de la seconde crise de Berlin, le gouvernement fédéral en aurait tiré des avantages diplomatiques. Ainsi, résume Rempel, le manque d'agressivité envers l'URSS a mené le Canada à l'échec de sa politique étrangère. Or, selon nous, si le Canada avait procédé de la sorte, les efforts pour diminuer les tensions avec l'URSS auraient été vains. En ce qui concerne l'hypothétique désengagement des troupes canadiennes en Europe, il ne résultait pas d'une grande naïveté, mais de principes chers au ministre des Affaires étrangères Howard Green qui désirait diminuer les tensions de la guerre froide en n'envoyant pas de soldats supplémentaires en RFA et en ne recourant pas à l'armement nucléaire. Il a donc existé plus d'une stratégie pour augmenter l'influence du Canada en Europe. L'une, selon Rempel, voulait faire la démonstration de la force militaire canadienne en dotant ses avions d'armes nucléaires. L'autre, mise en place, selon nous, par les hauts fonctionnaires canadiens, eut recours à la stratégie du multilatéralisme qui appréhendait les peurs soviétiques correctement et permettait à l'URSS d'avoir une sortie honorable de la seconde crise de Berlin. Pour le Canada, il existait donc d'autres façons que la militarisation pour exercer son influence.

Sur la base des archives consultées, ce mémoire rejette le courant de l'insuccès de la politique étrangère canadienne et de son mauvais jeu diplomatique²⁶⁵; il n'adhère pas au courant d'idées qui soutient que la politique canadienne de Diefenbaker fut un succès en

²⁶⁴ Voir les ouvrages suivants qui ont déjà été cités dans la revue de la littérature: Rempel et Rempel, *Counterweights : the failures...*, 391 pages ; Rempel, « Canada, Germany and alliance... », p. 85-100.

²⁶⁵ Voir les ouvrages suivants qui soutiennent l'insuccès du jeu diplomatique canadien : Bothwell, *Alliance...*, 464 pages. ; Collin, « Canadian-Soviet relation... », 222 pages.

raison de son agressivité et de son refus de négocier²⁶⁶. La consultation des archives canadiennes a permis de détailler la position de Sean M. Maloney²⁶⁷ en orientant notre hypothèse sur l'influence de certains membres du ministère des Affaires étrangères sur la politique canadienne à l'OTAN, la politique nucléaire du Canada et la politique à adopter envers l'URSS pour résoudre la crise. Ce mémoire montre que la pierre angulaire de la politique canadienne est le multilatéralisme privilégié par le gouvernement pour le maintien de son indépendance, ce qui fut un succès. En effet, cette stratégie est utilisée tout au long de la crise pour soutenir un plan politique de contingences à Berlin et favoriser la consultation du Conseil atlantique sur la politique nucléaire de l'OTAN.

La première partie de notre hypothèse soutenait que le gouvernement fédéral avait appliqué une politique étrangère ambiguë en raison des positions suivantes : le Canada critiquait le fonctionnement de l'OTAN concernant les consultations et la politique nucléaire, tout en appuyant la préparation des forces coalisées de l'Alliance qui ultimement envahiraient une partie de la RDA. La politique canadienne était aussi contradictoire parce qu'elle était le reflet de l'attitude agressive de Diefenbaker envers l'URSS, attitude à laquelle s'opposait le ministère des Affaires étrangères représenté par Norman Robertson, Howard Green, George P. Ignatieff et Escott Reid, qui privilégiaient la négociation et la consultation des pays alliés pour arriver à une solution diplomatique de la crise de Berlin.

Au terme de ce mémoire, les archives canadiennes et les documents secondaires concernant la politique canadienne confirment :

- 1) La participation du Canada à l'élaboration d'un plan de contingences politiques qui allait aboutir au concept stratégique de réponse flexible et, par le fait même, à la détente des années suivant la crise de Cuba.
- 2) L'influence qu'ont eue le Ministère des Affaires étrangères et certains hauts fonctionnaires comme Howard Green, Escot Reid, George P. Ignatieff et Norman

²⁶⁶ Voir Glazov, *Canadian Policy...*, 251 pages.

²⁶⁷ Voir l'article de Maloney, « Berlin Contingency... », 99-134.

Robertson, sur le ministère de la Défense, représenté notamment par George Pearks, et sur le premier ministre John Diefenbaker vers la fin de la crise, envers l'URSS lors des discussions sur la politique nucléaire à l'OTAN²⁶⁸. La démarche des premiers a permis au Canada de garder le cap vers une politique moins agressive envers l'URSS en favorisant la négociation et une stratégie du multilatéralisme.

3) Le succès de cette politique multilatérale pour le Canada. Bien que difficile à évaluer, cette politique a réussi à conserver une forme de notoriété auprès des plus petites puissances de l'OTAN en raison de l'appui de plusieurs autres délégations sur les questions débattues au Conseil atlantique.

4) Le soutien de Diefenbaker au désengagement canadien en Europe et son refus des armes nucléaires en territoire canadien. Cette position sert ses propres intérêts politiques, appuie une politique nationaliste à l'égard de l'administration de Kennedy et conserve son image publique auprès de son électorat²⁶⁹. Les plus grands désaccords entre les Américains et les Canadiens demeuraient la présence d'armes nucléaires en territoire canadien, le réarmement des avions de chasse canadiens en Europe avec des ogives nucléaires et finalement l'utilisation de ces armes contre l'URSS.

5) L'existence d'un objectif qui était de rendre les Américains redevables au Canada dans le cadre de l'appui à la protection de la RFA. Cet objectif a été partiellement atteint parce que, pour faire suite aux critiques du gouvernement canadien, les Américains modifieront le fonctionnement de l'OTAN en ce qui a trait à la consultation alliée, mais incluront des annexes dans le plan BERCON comprenant

²⁶⁸ Voir les ouvrages suivants déjà cités : McMahon, *Essence of indecision...*, 246 pages ; Simpson, « New ways of thinking... », p. 27-41.

²⁶⁹ McMahon, *Essence of indecision...*, p. 112-114.

l'utilisation de l'arme nucléaire. Les documents montrent aussi la stratégie du multilatéralisme et l'engagement militaire du Canada à l'OTAN.

- 6) La préparation militaire du Canada et la mise en place d'un programme de survie et de mesures de recrutement massif pour assurer sa sécurité intérieure nationale en cas d'explosion nucléaire sur le sol canadien.

- 7) La politique du Canada favorise un règlement de la crise de Berlin grâce à l'ONU et ce, grâce à l'influence de Norman Robertson et d'Howard Green sur Diefenbaker et sur le ministère de la Défense qui maintenait une position plus dure envers l'URSS en début de crise. Le ministère des Affaires étrangères n'essayait pas de paralyser la politique canadienne à l'OTAN, comme Sean M. Maloney le suggère, mais essayait d'utiliser la voie de l'ONU pour créer un consensus international.

La deuxième partie de notre hypothèse portait sur la perception erronée et stéréotypée des Occidentaux envers l'URSS. Ce mémoire montre aussi que la perception des intentions soviétiques qu'ont les pays occidentaux, dont le Canada, ne reflète pas la réalité. Cette perception erronée est encore véhiculée par une historiographie récente portant sur la seconde crise de Berlin et la guerre froide en général. À cet égard, cette recherche révisé l'interprétation des origines de la seconde crise de Berlin, en explorant le point de vue des Soviétiques.

Les études qui traitent de la politique soviétique nous éclairent sur plusieurs points intéressants qui sont sous-estimés dans les ouvrages qui analysent la politique canadienne par rapport à l'URSS et ses alliés lors de la seconde crise de Berlin. Les historiens de la guerre froide ont montré comment cette politique avait été influencée par des impératifs stratégiques pour la plupart immédiats, tels le flot de réfugiés quittant Berlin, l'armement nucléaire de la *Bundeswehr*, la reconnaissance de la RDA, la faiblesse économique de la RDA et les pressions du camp socialiste pour la construction du mur de Berlin. Or, les nouvelles recherches dans les archives soviétiques montrent comment les enjeux de la

frontière de Berlin ne relèvent pas seulement des impératifs de sécurité immédiats, mais doivent être analysés sur une plus longue période de temps, soit de 1953 jusqu'à 1962. En revoyant les problèmes d'après-guerre entre l'Est et l'Ouest par rapport à la signature des Accords de Potsdam, l'offensive diplomatique pour la paix de Molotov et Malenkov en 1953 et la réponse occidentale, à savoir le réarmement allemand et les négociations entre l'Espagne franquiste et la RFA, nous ouvrons la voie à une nouvelle interprétation de la politique soviétique qui répond à l'agression de l'OTAN. Donc, dans un premier temps, cette revue d'historiographie à partir d'archives du camp socialiste permet de confronter la perception canadienne et occidentale de la guerre froide à la perception soviétique de la crise et, dans un deuxième temps, elle permet d'approfondir notre compréhension de la politique soviétique en effectuant le lien entre la politique de rapprochement de Molotov de 1953 et le durcissement de la politique soviétique lors de la seconde crise de Berlin et de la crise de Cuba.

En observant la politique soviétique de plus près, on se rend compte que l'URSS voulait négocier et que la date butoir, formulée par Khrouchtchev à l'Occident, n'était pas un « ultimatum », mais bien une façon d'encadrer dans le temps la résolution du problème allemand. Les archives communistes et les documents secondaires concernant la politique soviétique confirment :

1) L'activation de la diplomatie soviétique jusqu'en 1955, avec l'aide de Molotov, visant à trouver un compromis pour régler le problème allemand. Dès 1952, Staline fait parvenir une note aux puissances occupantes de l'Allemagne de l'Ouest qui a pour objectif la réunification des deux Allemagnes. Le débat entourant l'envoi de cette note n'est toujours pas réglé aujourd'hui²⁷⁰. Est-ce que Staline désirait affaiblir les puissances occidentales en leur faisant des propositions qui allaient les diviser? Était-il sincère dans ses déclarations? La question de la sincérité soviétique semble

²⁷⁰ Steininger, Rolf. *The German question : the Stalin note of 1952 and the problem of reunification*. New York, Columbia University Press, 1990, pp.1-10.

se poser à nouveau lors des négociations durant le gouvernement par intérim de Béria. Les documents soviétiques permettent de croire que les tentatives de négociation de l'URSS en 1953 avec les pays occidentaux, visant la diminution des tensions de la guerre froide en déployant une offensive diplomatique pour la paix, étaient sincères.

2) Durant la même période, la mise en œuvre d'initiatives occidentales contrant les efforts de paix soviétiques : l'inclusion de l'Allemagne dans l'OTAN, la crise de Suez, le réarmement allemand et la destruction de l'avion-espion américain U-2. Ainsi, les années 1955-1959 marquent un tournant, mettant fin aux tentatives de rapprochement du gouvernement soviétique avec les Occidentaux principalement parce que les Américains, en incluant l'Allemagne dans l'OTAN, contrevenaient directement aux Accords de Potsdam. Combinés avec l'attitude conservatrice de John Foster Dulles et de Dean Rusk (les deux secrétaires d'État américains lors de la crise), ces événements ont clairement eu une incidence sur le durcissement de la politique de Khrouchtchev.

3) La RDA était l'objet de campagnes d'espionnage et de subversion massives de la part des services secrets occidentaux stationnés à Berlin-Ouest qui affaiblissaient le régime de Pankow²⁷¹. Les demandes de Khrouchtchev ne sont pas que pures propagandes comme le soutiennent certains auteurs.

4) La dynamique de l'alliance sino-soviétique qui subissait plusieurs soubresauts en raison des tentatives de négociation soviétiques avec les Américains en 1960 a eu un impact sur la politique soviétique. En effet, la République populaire de Chine contestait de plus en plus la ligne directrice imposée par Moscou, notamment lors de la crise de la Chine insulaire (Taiwan). De plus, Khrouchtchev voulait se faire du

²⁷¹ Le régime de Pankow fait référence au quartier de Berlin-Est où se retrouvaient les services gouvernementaux de la RDA.

capital politique auprès des Américains et aux dépens de la Chine en lui refusant l'accès aux armes nucléaires pour avoir plus d'influence lors des négociations sur la réunification allemande.

5) L'existence de pressions des pays socialistes et particulièrement d'Ulbricht dans la construction du mur de Berlin. Cette édification, commandée par Khrouchtchev, a aussi permis d'asseoir l'autorité de Moscou au détriment de celle de Beijing lors de cette résolution temporaire du problème allemand.

La seconde crise de Berlin a éclaté parce que les Occidentaux sont partis du principe qu'ils ne négocieraient pas sous la menace d'un « ultimatum ». En créant la crise de toutes pièces, les Occidentaux se sont donné l'image d'être les défenseurs exclusifs de Berlin et les victimes du gouvernement soviétique. Par définition, un ultimatum est : « la dernière condition présentée par un État à un autre et comportant une sommation²⁷² », or les archives de Molotov nous suggèrent que les Soviétiques désiraient négocier un accord intérimaire qui pourrait rapidement être remplacé pour mener à des élections libres dans une Allemagne réunifiée. Dans ce contexte, pourquoi refuser de négocier avec un ennemi, sinon dans le but d'attendre qu'il soit désavantagé lors des négociations? Ainsi, pour Khrouchtchev, la seule option demeurerait celle proposée par Ulbricht pour éviter l'effondrement économique de la RDA, soit la construction du mur de Berlin en 1961. Ce mur ne devrait pas être considéré comme le symbole de la guerre froide, mais bien comme celui de l'intransigeance occidentale à bloquer les négociations qui auraient pu mener à une diminution des tensions.

Cet épisode de la guerre froide a été une période de tensions durant laquelle on avait peur de l'« Autre ». Pour preuve, les Américains ont lié les origines de la seconde crise de Berlin à la crise de Munich de 1938 en raison de la nature dictatoriale du régime de l'URSS. Les analystes politiques de l'époque et les historiens occidentaux interprétant les

²⁷²Paul Robert. *Le Petit Robert*. Paris, Les Dictionnaires Le Robert, 1990, p. 2045.

intentions soviétiques ont attribué un rôle agressif à l'URSS en raison du type de régime politique, de la nature du dictateur, de l'existence des goulags, de la répression des mouvements populaires, de la suppression des libertés individuelles et des mauvaises conditions de vie dans les pays communistes²⁷³. On ne peut pas présumer de l'agressivité d'une nation envers une autre en analysant exclusivement sa politique intérieure. En créant le *missile gap* et la seconde crise de Berlin, les Américains ont réussi à augmenter leur budget de défense militaire pour surpasser l'arsenal soviétique et, par le fait même, manipuler l'opinion publique américaine pour les préparer à une guerre nucléaire. À cet égard, des archives du gouvernement américain²⁷⁴ datant de 1957 ont été publiées et déclassifiées en novembre 2010 sur la façon de publiciser auprès de la population américaine le recours à un nouveau prototype d'arme nucléaire contre les Soviétiques²⁷⁵. Comme notre recherche portait principalement sur les politiques étrangères canadienne et soviétique lors de la seconde crise de Berlin et que nous abordions très peu le débat auprès des populations alliées concernant l'usage de l'arme nucléaire, il serait intéressant d'examiner dans une recherche ultérieure si les pays alliés possédant la bombe nucléaire avaient développé des stratégies de propagande auprès de leur population pour publiciser son utilisation et stigmatiser dans l'imaginaire occidental l'ennemi soviétique.

²⁷³ Lundestad, « How (Not) to study... », p.64-80.

²⁷⁴ Cold War Air Defense Relied on Widespread Dispersal of Nuclear Weapons. [En ligne] <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nukevault/ebb332/index.htm> (page consultée le 29 novembre 2010)

²⁷⁵ *Letter from Herbert B. Loper to Lewis L. Strauss*, Dwight D. Eisenhower Library, December 18, 1956, dossier "OCB 000.9, Fichier 5, Boîte 11, OCB Central Files Series, White House Office, NSC Staff Papers, 1948-6, p. 1-11.

Bibliographie

Sources primaires

Fonds d'archives de l'État-major canadien de la Direction historique et patrimoine

Berlin Contingency planning, 18 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1.

Berlin Contingency planning, Telegram 2370, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1.

Berlin political planning, Telegram 1559, 4 décembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 169, p.1-2.

Department of national defence : Canadian action to improve its military position, 13 septembre 1961, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 166, p. 2-3.

Joint staff memorandum : Berlin and Germany, Contingency planning, 6 September 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168.

Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning, 18 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1-2.

Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning, 24 septembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.5-6.

Joint staff memorandum : Berlin Contingency planning, 1 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.3.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2307, 5 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, 11 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p.3.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2464, 12 October 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p. 3.

Joint staff memorandum: Berlin contingency planning, Telegram 2370, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2360, 12 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier168, p. 1-3.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2466, 22 octobre 1962. DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1-2.

Joint staff memorandum : Berlin contingency planning, Telegram 2464, 24 octobre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p.1-4.

Fonds d'archives Robert Lewis Raymont

Berlin contingency planning, Telegram 2258, 28 septembre 1958, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 2002/17, fichier 168, p. 1-6.

Berlin Contingency planning, Avril 1959, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p .7.

Berlin; Specific contingency military measures, 08/14/61 - 09/11/61, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35, p. 1.

Berlin situation build-up of forces, 22 septembre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 36.

Berlin situation – Build- up of forces : summary of SACLANT Proposals, Telegram CS 2418-1, 27 septembre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, 73/1223, boîte 3, fichier 36.

Chairman, Chief of staff, NATO planning for Berlin emergency, NSTS 1640-46, 6 avril 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 2002/17 fichier 168.

Department of national Defense, Joint Staff, The Berlin problem , 21 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.1-2.

Draft Paper on Berlin, 12 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 1-9.

Draft Paper The problem of Berlin, 12 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.4.

German and Berlin-publicity themes, 8 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p.1.

Germany and Berlin, Telegram S437, 11 octobre 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, 73/1223, boîte 3, fichier 36, p.2-3.

Memorandum to: Chief of naval staff : complement – Royal Canadian Navy, memorandum NSS 4100-16, 28 août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35.

Memorendum for chairman chief of staff, 4 octobre 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 36, p. 2.

Record of Cabinet decision, 22 août 1962, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 35, p.1-4.

RCN contingency measures, NSS 1480-146/16,14, Août 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, série 1, fichier 34, p.1-2.

Télégramme 3443 East-West negotiations, 26 novembre 1962, DGHIST, Joint Staff fonds, numéro 2002/17, fichier 169, p. 1-5.

The Berlin problem, 21 juillet 1961, DGHIST, Robert Lewis Raymont fonds, numéro 73/1223, fichier 34, p. 2-3.

Sources du Ministère des Affaires étrangères et du commerce du Canada conservées à la Bibliothèque et archives du Canada

Berlin soviet aide mémoire of jan. 5, 8 janvier 1959, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 3.2, p.2.

Daily review of soviet press, 28 novembre 1958, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 2.2, 33 pages.

Memorandum : Department of State for the press, 19 décembre 1958, RG 25, volume 6072, fichier 50341-40, partie 3.2, p. 10.

Memorandum for the minister : East-West relations, 11 février 1959, Library and Archives Canada, RG 25, volume 6072, dossier 50341 , partie 5.1 , p. 4.

Memorandum for the minister : West German-spanish negotiation for military facilities in Spain, 21 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-4-40, partie 3, p. 2-3.

Military agreement with Germany, 18 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie 3.

Polaris missiles and Germany, 27 juillet 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie 3, p.1.

Text of the soviet note to the Federal Republic of Germany, 4 mars 1960, RG 25, volume 4532, fichier 50030-v-4-40, partie3, p. 3.

The Canadian ambassador, Moscow : Berlin, 26 janvier 1959, RG 25 volume 6072, fichier 50341-40, partie 4.2, p. 1.

The German question, Librairie and Archives Canada, 11 février 1959, RG 25, volume 6072, fichier 50341.40, partie 5.1, p.1-2.

Archives est-allemandes de la Stasi

Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung (IfGA), Zentrales Parteiarchiv (ZPA), JIV 2/202/128, p. 1-2.

Brief assessment of the investigation results achieved in 1961 in work on crimes of espionage, Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (BSTU), Traduit par Paul Maddrell, ZA, Ministerium für Staatssicherheit (MFS) -HA IX, Nr. 4350, p 27.

Methods of operation of Western secret services, Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (BSTU), Traduit par Paul Maddrell, ZA, Ministerium für Staatssicherheit (MFS), HA- IX Nr. 4350, p.15.

Archives soviétiques

Letter from Ambassador Pervukhin to the Minister of Foreign Affairs of the USSR, Comrade A.A. Gromyko, 19 May 1961, AVP, RF, Referentyra po GDR, Opis 6, Por. 34, Papka 46, p. 2-3.

Letter from Ambassador Pervukhin to Foreign Minister Gromyko sent to the Central Committee on 4 July 1961. Top secret fichier, Russian Foreign Ministry Archive. Fond: referentyra po GDR, Opis 6, Por 34, Inv. 193/3, volume 1, Papka 46.

Archives américaines du Bureau de la Maison Blanche

Letter from Herbert B. Loper to Lewis L. Strauss, Dwight D. Eisenhower Library, December 18, 1956, dossier OCB 000.9, Fichier 5, Boîte 11, OCB Central Files Series, White House Office, NSC Staff Papers, 1948–6, p. 1-11.

Dictionnaire

ROBERT, Paul. *Le Petit Robert*. Paris, Les Dictionnaires Le Robert, 1990, p. 2045.

Ouvrages généraux

BOTHWELL, Robert. *Alliance and illusion*. Vancouver, UBC Press, 2000, 464 pages.

JUDT, Tony. *Après Guerre, Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 2007, 1023 pages.

McGEORGE, Bundy. *Danger and Survival : Choices about the bomb in the first fifty years*. New York, Random House, 1988, 735 pages.

NATION, Craig R.. *Black Earth, Red Star: A History of Soviet Security Policy, 1917-1991*. Ithaca, Cornell University Press, 1992, 341 pages.

SOUTOU, Georges-Henri. *L'Europe de 1815 à nos Jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, 518 pages.

ULAM, Adam. *Expansion and Coexistence : the History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*. New York, Prager, 1968, 775 pages.

YOUNG, John W.. *Cold War Europe 1945-1989: a political history*. Edinburg, Edward Arnold, 1991, 236 pages.

Monographies

ADOMEIT, Hannes. *Risk-taking and crisis behaviour. A theoretical and empirical analysis*. Boston, George Allen and Unwin, 1982, 377 pages.

BARASS, Gordon S.. *The Great Cold War*. Stanford, Stanford University Press, 2009, 459 pages.

BERCUSSON, David *et al.*. *Canada and the Soviet experiment*. Toronto, David Davies, 1994, 169 pages.

BESCHLOSS, Michael. *The crisis Years, Kennedy and Khrushchev, 1960-1963*. New York, HarperCollins, 1991, 816 pages.

BRADY, Steven J.. *Eisenhower and Adenauer : alliance maintenance under pressure, 1953-1960*. Toronto, Lexington Books, 2010, 275 pages.

CATUDAL, Honoré M.. *Kennedy and the Berlin wall crisis. A case study in U.S decision making*. Berlin, Berlin Verlag, 1980, 358 pages.

CURTI W. William. *The elusive Balance : Power and perceptions during the Cold war*. Ithaca, Cornell University Press, 1993, 307 pages.

DAVIS, E. Donald et TANI, Eugene P.. *The first Cold war : The legacy of Woodrow Wilson in U.S-Soviet relations*. Columbia, University of Missouri Press, 2002, 329 pages.

FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI Timothy. *Khrushchev's Cold war : The inside story of an American adversary*. New York, W. W. Norton Company, 2006, 670 pages.

GELB, Norman . *The Berlin wall*. Londres, Édité par Michael Joseph, 1986, 321 pages.

GLAZOV, Jamie. *Canadian Policy Towards Khrushchev's Soviet Union*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, 251 pages.

HARRISON, Hope. *Driving the Soviets up the wall*. Princeton, Princeton University Press, 2003, 345 pages.

LÜTHI, Lorenz M.. *Cold war in the communist world. The Sino-Soviet Split*. Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2008, 375 pages.

MALONEY, Sean M.. *Canada and UN peacekeeping : Cold war by other means, 1945-1970*. Saint Catharines, Vanwell Publishing Limited, 2002, 265 pages.

McMAHON, Patricia I.. *Essence of indecision : Diefenbaker's nuclear policy 1957-1963*. Montreal & Kingston, McGill Queen's University Press, 2009, 246 pages.

MURPHY, David *et al.*. *Battleground Berlin : CIA vs KGB in the cold war*. New Haven, Yale University Press, 1997, 530 pages.

REMPEL, Roy et REMPEL, Anthony. *Counterweights : the failures of Canada's German and European policy 1955-1995*. Toronto, Queen's University, 1996, 391 pages.

RUUD, Charles A.. *The constant diplomat : Robert Ford in Moscow*. Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, 298 pages.

SHICK, Jack. *The Berlin Crisis : 1958-1962*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1971, 266 pages.

STEININGER, Rolf. *The German question : the Stalin note of 1952 and the problem of reunification*. New York, Columbia University Press, 1990, 186 pages.

TATU, Michael. *Power in the Kremlin : from Khrushchev to Kosygin*. New York, Viking Press, 1971, 570 pages.

TEIGROB, Robert. *Warming up the cold war: Canada and United States, the coalition of the willing, from Hiroshima to Korea*. Toronto, Toronto University Press, 2009, 287 pages.

WHITAKER, Reg. et MARCUSE, Gary. *Cold war Canada : The making of a national insecurity state 1945-1957*. Toronto, University of Toronto Press, 1996, 511 pages.

WYDEN, Peter. *Wall : the inside story of divided Berlin*. New York, Simon and Schuter, 1989, 765 pages.

ZUBOK, Vladislav et PLESHAKOV, Constantine. *Inside the Kremlin's Cold war : From Staline to Khrushchev*. Harvard University Press, London, 1996, 346 pages.

Articles

BURR, William. « New Sources on the Berlin Crisis, 1958-1962 ». *Cold war international history project Bulletin*, issue 2, Automne 1992, p. 21-33.

EVANGELISTA, Matthew. « Why Keep Such an Army? Khrushchev's troop reductions ». *Cold war international history project*, numéro 19, décembre 1997, p. 1-44.

GARTHOFF, Raymond L.. « Berlin 1961 : the record corrected ». *Foreign Policy*. Automne 1991 , numéro 84, p142-156 .

HARRISON, Hope M.. « Ulbricht and the concrete rose : New archival evidence on the dynamics of Soviet-East German relations and the Berlin crisis : 1958-1961 ». *Cold war international history project*, No 5, mai 1993, p. 1-140.

- , Hope M. « The Berlin Crisis and the Khrushchev-Ulbricht Summits in Moscow, 9 and 18 June 1959 ». *Cold War International History Project, Bulletin* 11, (Hiver 1998), p. 204-218.
- MALONEY, Sean M. « Berlin Contingency Planning: Prelude to flexible response, 1958-1963 ». *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 25, No.1 (March 2002), p. 99-134.
- MADDRELL, Paul. « Exploiting and securing the open border in Berlin : the westerns secret services, the Stasi, and the Berlin crisis 1958-1961 ». *Cold war international history project*, février 2009, n 58, p. 1-35.
- MADDRELL Paul. « Western Intelligence Gathering and the Division of German Science ». *Cold war international history project Bulletin*, Issue 12/13, p. 352-359.
- REMPEL, Roy. « Canada, Germany and alliance relation in the crisis years of 1958-1961 : a study of the nature of alliance politics ». *Militargeschichtliche Mitteilungen*, Vol. 53, issue 1, 1994, p. 85-100.
- ROBERTS, Geoffrey. « A chance for peace? The Soviet campaign to end the cold war 1953-1955 ». *Cold war international history project*, décembre 2008, working paper 57, p. 1-64.
- SELVAGE, Douglas. « The end of the Berlin crisis : New evidence from the Polish and East German archives ». *Cold war international history project*, bulletin 11, Hiver 1998, p. 218-229.
- , Douglas. « Khrushchev's November 1958 Berlin Ultimatum: New Evidence from the Polish Archives ». *Cold war international history project*, bulletin 11, Hiver 1998, p. 200-203.
- TRACHTENBERG, Marc. « The Berlin crisis ». in *History and strategy* », Princeton, Princeton University Press, 1991, p.169-234.
- TRAUSCHWEIZER, Ingo Wolfgang. « Tanks at Checkpoint Charlie: Lucius Clay and the Berlin crisis, 1961-1962 ». *Cold war History*, 2006, volume 6, numéro 2, p. 205-228.
- UHL, Matthias Et IVKIN, Vladimir I. « Operation " Atom " The Soviet Union's Stationing of Nuclear Missiles in the German Democratic Republic, 1959 ». *Cold war international history project bulletin*, Automne /Hiver 2001, numéro 12/13, p. 298-307.
- UNGERER, Carl. « Influence without power : middle powers and arms control diplomacy during the Cold war ». *Diplomacy & Statecraft*, volume 18, numéro 2, p. 393-414.

ZUBOK, Vladislav M.. « Khrushchev and the Berlin Crisis (1958-1962) », *Cold War International History Project*. numéro 6, 1993, p. 5-33.

Articles d'ouvrages collectifs

COLLINS, Larry D.. « Canadien-Soviet relations during the Cold War » *Canadian-Soviet Relations 1939-1980*. Oakville, Aloysius Balawyder Editor, 1981, 222 pages.

HERSHBERG, James G.. « The crisis years 1958-1963 ». *Reviewing the Cold war*, London , Édité par Odd Arne Westad, 2000 , p. 303-325.

LÉTOURNEAU, Paul (dir.). « Les motivations originales du Canada lors de la création de l'OTAN (1948-1950) ». *Le Canada et l'OTAN 40 ans 1949-1989*. Montmagny, Centre québécois des relations internationales, Université Laval, 1992, p. 49-66.

LUNDESTAD, Geir. « How (Not) to study the origins of the Cold war ». *Reviewing the Cold war*, London Édité par Odd Arne Westad, 2000, p. 64-80.

SIMPSON, Erika. « New ways of thinking about nuclear weapons and Canada's defence policy ». *Diefenbaker's Legacy*. Regina, D.C. Story and R. Bruce Shepard , Canadian plains Research Centre, 1998, p.27-41.

SINASAC, Joseph. « The three wise men : the effects of the 1956 committee of three on NATO ». *Canada and NATO uneasy past, Uncertain future*, Waterloo, University of Waterloo Press, 1990, p. 27-46.

WHITAKER, Reg. « Cold war alchemy: how America, Britain and Canada transformed espionage into subversion ». *American-British-Canadian intelligence relations 1939-2000*. Portland , Franc Cass, 2000, p. 177-210.

Thèse de doctorat

CAMPBELL, Isabel. *Harmony and dissonance. A study of the influence of foreign policy goals on military decision-making with respect to the Canadian NATO Brigade in Germany, 1951-1964*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Université Laval, 2000, Annexe A.

Site Internet

Cold War Air Defense Relied on Widespread Dispersal of Nuclear Weapons.
[En ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nukevault/ebb332/index.htm> (page consultée le 29 novembre 2010)

European Navigator : La référence multimedia sur l'histoire de l'Europe.
[En ligne]. <http://www.ena.lu/> (page consultée le 22 octobre 2010)

